

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agence Europe di Bruxelles del 25-1-74LE NOUVEAU FONDS SOCIAL EUROPEEN A DEJA PROVOQUE UN TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES VERS LES ZONES MOINS DEVELOPPEES DE LA COMMUNAUTE

BRUXELLES (EU), jeudi 24 janvier 1974 - En commentant la première année de fonctionnement du Fonds Social rénové, M. Rifflet, directeur général adjoint des affaires sociales, a souligné que le nouveau Fonds a déjà permis un transfert réel de ressources financières vers les zones moins développées de la Communauté. Les concours du Fonds rénové pour l'année 1973 avaient été décidés par la Commission à la fin décembre ; un aperçu d'ensemble en a été publié dans EUROPE du 23 janvier. Il en résulte que les principaux bénéficiaires sont le Royaume-Uni et l'Italie suivis par la France, en chiffres absolus, et que l'Irlande aussi (en proportion du nombre d'habitants) a obtenu un concours substantiel. Par contre, dans l'ancien Fonds Social - dont certaines opérations se poursuivent - le principal bénéficiaire était l'Allemagne.

Ceci prouve, estime M. Rifflet, que le Fonds Social rénové représente un instrument mieux adapté aux réalités économiques de la Communauté, étant plus souple et laissant une large marge de liberté d'appréciation pour le choix des opérations à financer. Il a d'ailleurs souligné que dans ce choix la Commission avait largement suivi les avis du "Comité du Fonds Social", où sont représentés les administrations nationales, les syndicats des travailleurs et le patronat.

Jusqu'à l'automne dernier, la Commission était restée dans l'incertitude quant à certains aspects du fonctionnement du nouveau F. S. Deux thèses étaient en présence. D'après l'une, le Fonds Social aurait dû disposer d'un budget extensible, en fonction des besoins, sur le modèle du FEOGA ; on fixerait des critères généraux et on financerait toutes les opérations présentées par les Etats membres répondant à ces critères (étant entendu qu'une moitié des dépenses resterait à la charge des budgets nationaux). D'après l'autre thèse, le Fonds Social disposerait d'un budget déterminé, et ses interventions feraient l'objet d'un choix. Le 21 septembre dernier, le Conseil avait opté pour cette deuxième thèse, en limitant le budget supplémentaire qui avait été décidé à cette occasion. La Commission a été obligée, par conséquent, à opérer des choix parmi les demandes de concours introduites par les Etats membres, en s'appuyant sur les avis du Comité. A présent, l'orientation de l'activité du Fonds est clairement définie : pour des raisons d'efficacité, il concentre les moyens disponibles sur des actions/types et des projets/pilote, d'après certains critères dont EUROPE a déjà fait état. Il s'agit essentiellement d'encourager des projets qui préviendraient et empêcheraient un chômage éventuel, et qui sont complémentaires de programmes déjà décidés sans le concours du Fonds. La priorité est accordée à des actions destinées à créer des possibilités d'emploi dans les régions d'origine des travailleurs, et même à faciliter le retour des travailleurs émigrés dans ces régions. C'est ainsi que se réalise le "transfert de ressources" vers les zones à développer et à industrialiser.

A l'avenir, l'action du Fonds devra de plus en plus être orientée dans le sens des autres politiques communautaires : le Fonds interviendra pour éviter que les politiques de la Communauté aient des répercussions négatives sur le plan social, et pour accompagner ces politiques. C'est ainsi que, dès à présent, le Fonds intervient pour faciliter l'insertion des agriculteurs en surnombre dans d'autres activités, et pour permettre la reconversion des travailleurs du secteur textile ; la Commission a proposé que ces actions spécifiques soient étendues aux travailleurs des chantiers navals, aux travailleurs migrants et aux handicapés.

Pendant l'année 1973, cette orientation "sectorielle" et cette action d'accompagnement des politiques communautaires ont eu un caractère encore embryonnaire. Le Fonds n'a pas épuisé les ressources qui étaient à sa disposition pour ces actions, faute de demandes : il disposait de 70 millions d'unités de compte pour la qualification des personnes quittant l'agriculture et pour la reconversion des travailleurs textiles (art. 4), et il n'a pu en utiliser que 28 millions, dont plus de la moitié en France. Les autres Etats

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

membres, l'Italie en particulier, n'ont été en mesure de présenter presque aucun projet valable. Par contre, les demandes de concours pour des projets de caractère plus général, en faveur des régions en retard et des handicapés, sans rapport direct avec les politiques communautaires (art.5), ont dépassé de loin les ressources disponibles.

M. Rifflet estime que progressivement cette situation sera corrigée, en élargissant le domaine d'action des interventions spécifiques et grâce à une meilleure adaptation des administrations nationales aux orientations et aux procédures du Fonds.

En 1973 les décisions de financement ont été prises en une seule fois, à la fin de l'année. A partir de maintenant les décisions seront échelonnées tout au long de l'année. Le Comité du Fonds Social se réunira le 27 mars prochain pour examiner une première série de demandes, et les décisions de la Commission interviendront en avril/mai. A ce moment là une bonne partie du budget 1974 sera engagé, compte tenu du fait que certaines décisions de 1973, concernant des opérations de longue durée, engagent déjà certaines ressources du budget 1974.

Les demandes de concours déjà introduites atteignent environ 300 millions d'u.c.

Les services de la Commission ont déjà reçu des demandes de concours pour un montant de 300 millions d'unités de compte environ. Le budget 1974 est de 270 millions, dont 98,9 pour les actions spécifiques au titre de l'art. 4 et 171,1 millions pour des actions en faveur des régions en difficulté, d'industries confrontées aux exigences du progrès technique, etc. (art.5). La Commission devra effectuer des choix. Les demandes au titre de l'art. 4 atteignent environ 30 millions d'unités de compte, et c'est la France qui a présenté le plus grand nombre de projets en faveur des personnes qui quittent l'agriculture. Au titre de l'art. 5, les demandes les plus nombreuses proviennent du Royaume-Uni; elles concernent en particulier les handicapés.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

membres, l'Italie en particulier, n'ont été en mesure de présenter presqu'aucun projet valable. Par contre, les demandes de concours pour des projets de caractère plus général, en faveur des régions en retard et des handicapés, sans rapport direct avec les politiques communautaires (art.5), ont dépassé de loin les ressources disponibles.

M. Rifflet estime que progressivement cette situation sera corrigée, en élargissant le domaine d'action des interventions spécifiques et grâce à une meilleure adaptation des administrations nationales aux orientations et aux procédures du Fonds.

En 1973 les décisions de financement ont été prises en une seule fois, à la fin de l'année. A partir de maintenant les décisions seront échelonnées tout au long de l'année. Le Comité du Fonds Social se réunira le 27 mars prochain pour examiner une première série de demandes, et les décisions de la Commission interviendront en avril/mai. A ce moment là une bonne partie du budget 1974 sera engagé, compte tenu du fait que certaines décisions de 1973, concernant des opérations de longue durée, engagent déjà certaines ressources du budget 1974.

Les demandes de concours déjà introduites atteignent environ 300 millions d'u.c.

Les services de la Commission ont déjà reçu des demandes de concours pour un montant de 300 millions d'unités de compte environ. Le budget 1974 est de 270 millions, dont 98,9 pour les actions spécifiques au titre de l'art. 4 et 171,1 millions pour des actions en faveur des régions en difficulté, d'industries confrontées aux exigences du progrès technique, etc. (art.5). La Commission devra effectuer des choix. Les demandes au titre de l'art. 4 atteignent environ 30 millions d'unités de compte, et c'est la France qui a présenté le plus grand nombre de projets en faveur des personnes qui quittent l'agriculture. Au titre de l'art. 5, les demandes les plus nombreuses proviennent du Royaume-Uni; elles concernent en particulier les handicapés.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

membres, l'Italie en particulier, n'ont été en mesure de présenter presque aucun projet valable. Par contre, les demandes de concours pour des projets de caractère plus général, en faveur des régions en retard et des handicapés, sans rapport direct avec les politiques communautaires (art.5), ont dépassé de loin les ressources disponibles.

M. Rifflet estime que progressivement cette situation sera corrigée, en élargissant le domaine d'action des interventions spécifiques et grâce à une meilleure adaptation des administrations nationales aux orientations et aux procédures du Fonds.

En 1973 les décisions de financement ont été prises en une seule fois, à la fin de l'année. A partir de maintenant les décisions seront échelonnées tout au long de l'année. Le Comité du Fonds Social se réunira le 27 mars prochain pour examiner une première série de demandes, et les décisions de la Commission interviendront en avril/mai. A ce moment là une bonne partie du budget 1974 sera engagé, compte tenu du fait que certaines décisions de 1973, concernant des opérations de longue durée, engagent déjà certaines ressources du budget 1974.

Les demandes de concours déjà introduites atteignent environ 300 millions d'u.c.

Les services de la Commission ont déjà reçu des demandes de concours pour un montant de 300 millions d'unités de compte environ. Le budget 1974 est de 270 millions, dont 98,9 pour les actions spécifiques au titre de l'art. 4 et 171,1 millions pour des actions en faveur des régions en difficulté, d'industries confrontées aux exigences du progrès technique, etc. (art.5). La Commission devra effectuer des choix. Les demandes au titre de l'art. 4 atteignent environ 30 millions d'unités de compte, et c'est la France qui a présenté le plus grand nombre de projets en faveur des personnes qui quittent l'agriculture. Au titre de l'art. 5, les demandes les plus nombreuses proviennent du Royaume-Uni; elles concernent en particulier les handicapés.

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Neue Zürcher Zeitung

di

del

25-1-74

## Gesamteuropäische Diskussion über das Thema Arbeit

Abschluß  
der Genfer IAO-Konferenz

zi. Genf, 23. Januar

Die europäische Regionalkonferenz der *Internationalen Arbeitsorganisation* (IAO) ist heute im Genfer *Palais des Nations* zu Ende gegangen. Regierungsdelegierte, Arbeitgeber- und Gewerkschaftsvertreter von 28 Ländern aus dem kapitalistischen und dem kommunistischen Europa haben sich mit Fragen der Beschäftigungs- und Einkommenspolitik unter aktuellen Aspekten — technischer Wandel, Erdölkrise — befaßt. Basis für die Konferenzarbeit waren aufschlußreiche Untersuchungen des *Internationalen Arbeitsamtes* (IAA); die Konferenz hat sie diskutiert und das Ergebnis der Aussprache in *Resolutionen* zusammengefaßt. Es war die zweite Konferenz dieser Art; in Zukunft sollen europäische Regionalkonferenzen häufiger durchgeführt werden. Präsident war der irische Arbeitsminister *O'Leary*.

## Sensationslose Sacharbeit

Die auf die sachliche Arbeit bezogenen Resolutionen und Schlußberichte enthalten nichts Sensationelles. Die Konferenz empfiehlt, die Politik der *Vollbeschäftigung* fortzusetzen, die *Ausbildung* den Erfordernissen des Arbeitsmarktes anzupassen, den weniger begünstigten Arbeitnehmern (Frauen, ausländische Arbeitskräfte) *gleiche Behandlung* zu geben. Sie macht unter anderem auch beachtenswerte konkrete Vorschläge über *neue Formen der Bildung* unter arbeitsmarktpolitischen Gesichtspunkten, vermehrte Flexibilität im Berufsleben, Transfer von Beschäftigung in Auswanderungsländer usw.; wir werden darauf noch zurückkommen. Bestehende IAO-Normen über soziale Sicherheit und verschiedene andere Themen sollen vermehrte Anwendung finden. Wieder wird der Wille zu einer erweiterten europäischen Zusammenarbeit in der Sozialpolitik und zur *Gewerkschaftsfreiheit* bekundet. Auch ein Bericht des IAA-Generaldirektors über die *Unzufriedenheit*, die viele Arbeitnehmer trotz wachsendem Wohlstand befallt, lieferte Konferenzstoff.

Erdölkrise und Inflation gaben den anstehenden einkommens- und beschäftigungspolitischen Problemen zusätzliche Akzente. Sicherung der Arbeitsplätze und der Einkommen wird als primäre Aufgabe der europäischen Sozialpolitik bezeichnet. Angesichts der nicht mehr so dramatischen Beurteilung der Erdsituation war die Konferenz

weniger pessimistisch, als vielerorts noch vor einiger Zeit erwartet worden war. Nachdenklich stimmte, wie Regierungen und Sozialpartner mancher Länder die verstärkte Inflation hinnehmen. Auch in der Schlußrede des Stellvertretenden Generaldirektors, *F. Blanchard*, war dieser wunde Punkt untergeordnet.

## Im Zeichen der Entspannungspolitik

Man kennt die Grenzen, die solchen Erklärungen im ideologisch und gesellschaftspolitisch gespaltenen Europa gesetzt sind. Und überdies war vieles von dem, was die Konferenz auf sachlichem Gebiet hervorbrachte, für den Praktiker der Sozialpolitik wieder nur von rhetorischer Bedeutung. Interessanter waren deshalb für manche Teilnehmer die *politischen Aspekte* der Konferenz. Das Treffen verlief, gemessen an anderen IAO-Konferenzen, *friedlich* wie selten. Westliche Delegierte stellten eine ungewöhnliche Konzilianz der östlichen Seite fest. Die Veranstaltung wurde von den Sowjets offensichtlich in den Dienst ihrer Entspannungspolitik gestellt. Bereits steuerten westliche Delegationen, vor allem manche Arbeitnehmervereinigungen, den gleichen Kurs. In gemeinsamen Texten wurden brisante Punkte — beispielsweise die Gewerkschaftsfreiheit in den kommunistischen Ländern und in Spanien, Portugal und Griechenland — ohne lange Diskussion rasch mit allgemeinen Floskeln umgangen.

## Gewerkschaftliche West-Ost-Kontakte

Bezeichnend für dieses politische Klima war eine nicht nebensächliche Randerscheinung der Konferenz: das hinter verschlossenen Türen durchgeführte *Side-treffen* von mehr als 200 westlichen und östlichen Gewerkschaftsvertretern am letzten Wochenende. Zum erstenmal seit der Spaltung des Gewerkschaftsbundes im Jahre 1949 hat nun wieder eine multilaterale Zusammenkunft nationaler Gewerkschaftsbünde aus Ost und West stattgefunden — und zwar im Rahmen der IAO und auf deren Kosten. Initianten waren die *Russen*. Wie aus Teilnehmerkreisen verlautet, lag ihnen sehr daran, gute Stimmung für einen neuen gesamteuropäischen Syndikalismus zu machen. Nach ihrer Meinung sollten die in Genf etablierten Kontakte fortgeführt werden, wobei wenn möglich diese Verbindungen zu institutionalisieren wären (Bildung eines permanenten Ausschusses oder Sekretariats).

Die westlichen Gewerkschaften haben darauf mit unterschiedlicher Begeisterung reagiert; zu

den Kontaktwilligsten sollen die Engländer und die Norweger zählen. Die westliche Spitzenorganisation, der *Internationale Bund freier Gewerkschaften* mit Sitz in Brüssel, betont, daß die Begegnung nicht auf dem Niveau der internationalen Organisationen, sondern der gewerkschaftlichen Landeszentralen durchgeführt worden ist. Offenbar haben die westlichen Gewerkschaften überwiegend kühl reagiert, und sie möchten das Ereignis auch nicht hochgespielt sehen.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA

IO VII

Ritaglio dal Giornale .....

del .....

Dementsprechend war denn auch das Ergebnis ausgefallen, das offiziell nur in einem kurzen *Communiqué* mitgeteilt wurde. Daraus spricht *betonte Vorsicht* gegenüber einer Institutionalisierung solcher Konferenzen. Zwar ist von einer «guten Arbeitsatmosphäre» und einem «konstruktiven Geist» die Rede; aber im weiteren sagt der gemeinsame Text lediglich, daß die Teilnehmer übereingekommen sind, den nationalen Gewerkschaftszentralen zu empfehlen, eine europäische Gewerkschaftskonferenz über Humanisierung der Arbeitsumgebung, Arbeitssicherheit, Gesundheit usw. wenn möglich Ende 1974 durchzuführen. Diese Konferenz wäre vorzubereiten von den vier europäischen Arbeitnehmermitgliedern des IAO-Verwaltungsrats, welche alle nationalen Gewerkschaftszentralen engstens konsultieren würden.

Ideologische und politische Probleme, auf deren gemeinsame Erörterung die Sowjets offenbar hintendierten, wurden ausgeklammert — von einigen westlichen Gewerkschaftsorganisationen, darunter dem Deutschen Gewerkschaftsbund und dem Schweizerischen Gewerkschaftsbund (SGB), ziemlich energisch. Der Vizepräsident des SGB, *A. Ghelfi*, der der schweizerischen Delegation der IAO-Europakonferenz angehört, wird sich in diesen Tagen zu dem Treffen öffentlich äußern; er ist unter anderem der Meinung, daß es verfrüht wäre, von einem vereinigten europäischen Syndikalismus zu sprechen, solange es in Europa Gewerkschaften gibt, die nur der verlängerte Arm von Regierung... sind.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... agenzia ANSA ..... di Roma ..... del 25-1-74

~~ester~~  
conferenza giuristi su emigranti

(ansa-reuter) - parigi 25 gen - una conferenza internazionale di giuristi sui problemi dell'emigrazione in europa, della durata di tre giorni, si e' aperta oggi presso la sede dell'unesco a parigi, con l'intervento di 120 delegati provenienti da 17 paesi. algeria e jugoslavia hanno inviato le delegazioni piu' numerose. fra i paesi rappresentanti, figura anche l'italia.

nella seduta inaugurale ha preso fra gli altri la parola il direttore dell'istituto di diritto del lavoro dell'universita' di parigi, gerard lyon-caen, il quale ha detto che la posizione dei lavoratori stranieri nei paesi altamente industrializzati, e soprattutto in europa occidentale, sta per diventare uno dei principali problemi del momento. "essa, ha aggiunto, ha preso il posto del destino dei popoli coloniali. l'aspirazione del lavoratore migrante alla dignita' corrisponde in pieno all'aspirazione all'indipendenza coloniale". paul bouaziz, vice presidente del comitato organizzatore, ha detto che i lavoratori migranti vengono trattati come "sotto-uomini".

scopo della conferenza e' di elaborare uno schema di statuto legale del lavoratore migrante valido in tutta europa.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ANSA di Roma del 25-1-74

sono  
incontro gullotti - ministro australiano per l'immigrazione  
(v. 161/1)

(ansa) - roma, 25 gen - il ministro per le partecipazioni statali, on. gullotti, ha ricevuto il ministro australiano per l'immigrazione albert grassby. nel corso di un cordiale colloquio - informa un comunicato ministeriale - i ministri hanno esaminato l'andamento dei rapporti economici tra italia e australia ed hanno convenuto sull'opportunita' di sviluppare la cooperazione economica tra i due paesi con particolare riferimento ai settori industriale, energetico ed agricolo-alimentare.-

n 2120/sil

ministro bertoldi riceve ministro australiano (

(ansa) - roma, 25 gen - il ministro del lavoro, on. luigi bertoldi, ha ricevuto il ministro australiano per l'immigrazione grassby, in visita ufficiale in italia. nel corso dell'incontro, improntato a viva cordialita', sono stati trattati problemi riguardanti le condizioni di lavoro degli emigrati italiani in australia. in particolare il ministro bertoldi ha prospettato l'opportunita' di addivenire in breve tempo alla definizione di una convenzione in materia di sicurezza sociale. a tale fine un esperto del competente ufficio australiano sara' appositamente in italia nei prossimi giorni e prendera' contatto con i ministeri competenti in materia.

n 1513/aa

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Espresso di Roma del 25-1-76

VREGIN

PROBLEMI EMIGRAZIONE SARDA ESAMINATI DA CONSIGLIO FEMS

(AGI) - CAGLIARI, 25 GEN - IL CONSIGLIO FEDERALE DELLA FEMS

(FEDERAZIONE EMIGRATI SARDI E FAMIGLIE), A CONCLUSIONE DI UN

APPROFONDITO ESAME DEI PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE SARDA, HA

DECISO DI CONVOCARE PER DOMENICA 7 APRILE 1974 IL TERZO CON-

GRESSO DELLA FEMS. IL CONGRESSO SARA' PRECEDUTO DALLE AS-

SEMBLEE DELLE ASSOCIAZIONI PROVINCIALI DELLE FAMIGLIE DEGLI EMI-

GRATI E DA QUELLE DEI CIRCOLI E DELLE LEGHE DEGLI EMIGRATI

NELLA PENISOLA E ALL'ESTERO.

LA RIUNIONE DEL CONSIGLIO DELLA FEMS, PRESIDUTA DALL'ON.

GIOVANNI BATTISTA MELIS, SI E' SVOLTA CON LA PARTECIPAZIONE

DEL DOTT. GAETANO VOLPE, SEGRETARIO GENERALE DELLA FILEF

(FEDERAZIONE ITALIANA LAVORATORI EMIGRATI E FAMIGLIE) E DEI

RAPPRESENTANTI DELLE LEGHE E DEI CIRCOLI NELLA PENISOLA E ALL'E-

STERO.

IL CONSIGLIO FEDERALE HA ESAMINATO LA SITUAZIONE CREATA-

SI IN ITALIA E NEI PAESI DELLA CEE IN CONSEGUENZA DELLA CRI-

SI ENERGETICA, I PROVVEDIMENTI ADOTTATI DAGLI IMPRENDITORI

E DAI VARI GOVERNI PER FRONTEGGIARLA - PRECISA UN COMUNICA-

TO - MINACCIA DI COLPIRE INNANZITUTTO I LAVORATORI EMIGRA-

TI PROVOCANDONE LA PERDITA DEL POSTO DI LAVORO ED IL RIENTRO

FORZATO IN SARDEGNA. CIONONOSTANTE L'AZIONE DEI PUBBLICI PO-

TERI PER LA TUTELA DELL'EMIGRAZIONE E' SEMPRE CARENTE.

PARIMENTI CARENTE - PROSEGUE IL COMUNICATO - RISULTA L'AZIO-

NE DELLA GIUNTA REGIONALE CHE NON INTERVIENE PRESSO IL GOVERNO

PER CONSEGUIRE UNA PIU' DECISA DIFESA DEI DIRITTI DEGLI EMIGRATI.

LA LOTTA DEI LAVORATORI SARDI PER LA 509 - CONCLUDE IL COMUNICA-

TO - INTERESSA FORTEMENTE GLI EMIGRATI E LE LORO FAMIGLIE. LA

LEGGE PER UN NUOVO PIANO DI RINASCITA VA RAPIDAMENTE APPROVATA

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

DAI DUE RAMI DEL PARLAMENTO ED ATTUATA IN MODO DA POTER MODIFICARE LO STATO DI GENERALE ARRETRATEZZA DELLA SARDEGNA: CONDIZIONI INDISPENSABILI PER BLOCCARE L'ESODO ED ABOLIRE I RIENTRI. PERTANTO IL CONSIGLIO FEDERALE DELLA FEMS DECIDE DI ADERIRE ALLA GIORNATA DI LOTTA DEL 29 GENNAIO PROCLAMATA DALLE ORGANIZZAZIONI SINDACALI PER LA "VERTENZA SARDEGNA".

H 1000/MAS/PE/D

del nostro inviato  
RANDO FENSA

29/11/1971  
L'isola sarda, che ha una popolazione di circa 800.000 abitanti, è in uno stato di generale arretratezza. Le condizioni di vita sono pessime, soprattutto per quanto riguarda l'occupazione e i servizi sociali. Il governo centrale ha promesso di intervenire, ma le misure adottate finora non sono state sufficienti. Il Consiglio Federale della FEMS, che rappresenta gli emigrati sardi, ha deciso di aderire alla giornata di lotta del 29 gennaio, proclamata dalle organizzazioni sindacali per la "vertenza sarda".

La vertenza sarda è un fenomeno che ha radici profonde. È il risultato di una lunga storia di emigrazione forzata e di sfruttamento. I sardi sono stati costretti a lasciare la loro terra per sopravvivere, ma quando sono tornati, hanno trovato un'isola che non aveva cambiato. Le infrastrutture sono crollate, le industrie sono chiuse, e i servizi sono insufficienti. Il governo deve prendere provvedimenti urgenti per risolvere questi problemi. Il Consiglio Federale della FEMS è pronto a cooperare con le organizzazioni sindacali per raggiungere i loro obiettivi.

Il Consiglio Federale della FEMS è un organismo che rappresenta gli interessi degli emigrati sardi. È formato da delegati di tutte le comunità sardi nel mondo. Il suo compito è quello di difendere i diritti degli emigrati e di promuovere il loro benessere. In questo momento, il Consiglio Federale della FEMS è particolarmente preoccupato per la situazione in Sardegna. Ha deciso di aderire alla giornata di lotta del 29 gennaio, per esprimere il suo dissenso verso le politiche del governo e per chiedere maggiore impegno.

La giornata di lotta del 29 gennaio è un'occasione importante per far sentire la voce dei sardi. È un'occasione per chiedere al governo di prendere provvedimenti concreti per risolvere i problemi dell'isola. Il Consiglio Federale della FEMS è convinto che, solo attraverso la lotta, si potrà ottenere giustizia per i sardi. È importante che tutti i sardi, sia quelli che vivono in Sardegna che quelli che vivono all'estero, partecipino a questa giornata di lotta.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL GIORNO

di MILANO

25-1-74

L'UOMO DEL REFERENDUM SVIZZERO ANTISTRANIERI

# Il soave xenofobo

Sebbene continui a ricusare tale qualifica e ancora più quella di « antitaliano », Oehen-Christen difende con vigore il suo progetto per l'espulsione dei lavoratori d'altri Paesi - « Non tocca alla Svizzera assumersi le preoccupazioni altrui »

dal nostro inviato  
**NANDO PENSA**

BERNA, 24 gennaio

« Valentin Oehen-Christen » ci è stato detto a Milano dagli esponenti del « Raggruppamento antixenofobo », « è un avversario pericoloso: molto più pericoloso di Schwarzenbach. Parla in tono educato, dolce e mette avanti i suoi temi partendo dall'ecologia, dalla buona terra da salvare ». Tutto vero, tutto esatto. Sono di fronte a lui, alle nove e mezzo di sera. E' avvenuto in albergo: ha accettato l'invito a cena dopo una intensa giornata di lavoro (anche con Schwarzenbach) a Zurigo e con due telefonate ha motivato i ritardi.

Abito blu, cravatta e fazzoletto di foulard arabescato che fanno molto America anni 30; una trentina di capelli, forse quaranta, su di una testa massiccia che completa un corpo massiccio nella tradizionale figura dello svizzero-svizzero, solido, come il suo conto in banca. « Ho già mangiato qualcosa a Zurigo », mente. E così si rifà ad una insalata che divora lasciando subito intravedere problemi di linea. Pacioccone, sorride. A 42 anni, presidente del partito di Azione Nazionale fondato nel 1961, e subito collocato su posizione di una destra che ostenta atteggiamenti ed iniziative sociali cercando spazi a sinistra, nella classica meccanica del fascismo, Valentin Oehen-Christen dedica la sua giornata al partito, al lavoro di consigliere nazionale ed alla lotta — dice lui — contro gli industriali. Quest'ultima attività gli procura suffragi di una sinistra che, al solito in Svizzera, tarda ad individuare i suoi interessi.

Nato in un paesino di 800 abitanti, Neudorf (Nuovo paese) a pochi chilometri da Lucerna, Oehen ha dato la maturità scientifica in quel capoluogo e si è poi laureato in ingegneria agricola e biologia all'Università di Zurigo. Deputato, è alla sua pri-

ma legislatura essendo stato eletto nel Cantone di Berna dove risiede nel 1971, ovvero dopo il referendum Schwarzenbach.

Rileggo le annotazioni perché lui preciso vuole controllare. E aggiunge: « Il mio è un piccolo partito. Voglio dire che viene dopo i quattro grandi partiti svizzeri. Godiamo, su piano federale, dei voti del 5 per cento del corpo elettorale, ma siamo un partito in crescita ».

Desidera fare una premessa che introduca il tema. Meglio ascoltare.

« Voglio dire prima di tutto che la mia iniziativa non deve essere intesa come xenofoba, tanto meno amo che venga definita antitaliana. Prenda nota che sono sposato e che ho cinque figli, due femmine e tre maschi, uno dei quali è stato da me adottato essendo figlio di una cuoca italiana, una ragazza-madre come dite voi, che lavorava in un albergo di Berna ».

Parla italiano e lo completa con il francese spiegandosi benissimo. Non sono possibili malintesi. Continuando con la premessa, dice: « Noi svizzeri siamo ed abbiamo diritto di essere un popolo con caratteri precisi. La Svizzera è quella che è ed è bellissima per una infinità di ragioni ed è una di queste ragioni che io difendo. Ogni anno 30 chilometri quadrati di terra cessano di essere coltivabili per diventare cemento. In cinque anni, gli ultimi scorsi, sono andati perduti 1200 chilometri quadrati di terreno agricolo: voglio fermare l'urbanizzazione. Per questo voglio fermare l'afflusso di nuova popolazione: 234 mila in più negli ultimi quattro anni, questo senza contare i 50.000 che ogni anno sono stati naturalizzati in accordo con le leggi in vigore ».

— In chiaro, onorevole Oehen, lei intende cacciare mezzo milione di persone. Ammesso che il referendum da lei chiesto venga approvato trascurando il lato umano, come intende risolvere i problemi della manodopera nel suo Paese?

« Io credo che vi siano un

certo numero di malintesi che vanno chiariti. In Svizzera vivono attualmente 1 milione 52.000 stranieri; badi bene sono esclusi i naturalizzati che considero svizzeri a tutti gli effetti. Di questi, ne rimarranno parecchi. Veda: bloccando l'immigrazione, media annuale 89 mila persone, si arriva alla cifra di circa 270 mila in tre anni. Che dovranno andarsene, se il referendum verrà approvato, non saranno più di 200 mila. Se ci riferiamo agli italiani, considerando che per altri 150 mila scatterà nei prossimi anni il processo di naturalizzazione, non saranno più di 50, 60 mila i colpiti. Rimarrebbero comunque 700 mila stranieri ».

— Ma come intende superare o far superare all'industria ed al settore produttivo in genere il suo provvedimento?

« Debbo dire che la crisi energetica fa il nostro gioco ed io non dispero di vedere gli industriali su posizioni di adesione al mio progetto ».

— Onorevole Oehen: possiamo dire che il suo non è un discorso definibile come compreso del problema umano che l'iniziativa comporta?

« Lo ammetto. Ma non si può chiedere alla Svizzera di assumersi le preoccupazioni degli altri Paesi ».

— Ma questi lavoratori, e trascuri il fatto che si tratta in prevalenza di lavoratori italiani, sono gli stessi che hanno prodotto la ricchezza di questo Paese, non le pare?

« Non ne dubito ma non abbiamo più spazi per i sentimentalismi e qui debbo riconoscere che il Governo svizzero ha fatto un sacco di errori sostenendo le posizioni dell'industria privata di questo Paese ».

— Signor Oehen, lei è su posizioni critiche per quanto riguarda l'operato del Governo federale svizzero, in materia di immigrazione in questo Paese, ma sembra ignorare l'importanza vitale della manodopera straniera. Arriva a dire che 700 mila rimarranno, ma dimentica di dire che

servono, che non potete farne a meno e che questo deve avere un prezzo. Dimentica ancora di dire che la piena parità di diritti è cosa da concedere e dimentica ancora di dire che la vergogna del cosiddetto stagionale è semplicemente un espediente da eliminare.

E' qui, nella risposta che segue, che si individua la pericolosità dell'uomo che ha presentato l'ultima edizione del referendum.

« Sì, certo che è una vergogna da eliminare, ma così stando le cose la richiesta di pieni diritti per gli stagionali non ha nessuna possibilità di essere accolta. Occorre una radicale trasformazione del sistema. Questo finirà per tornare a vantaggio di quanti rimarranno e anche del lavoratore svizzero ».

— In marzo il Parlamento svizzero voterà sulla sua proposta di referendum che proseguirà comunque il suo iter normale. Quanti voti conta di ottenere oltre al suo? ».

— Schwarzenbach ha avuto soltanto il suo voto: io ne avrò almeno 11 ».

— Il Governo presenterà una proposta alternativa?

« Dipenderà dai socialdemocratici. Noi voteremo contro, ovviamente, ma se dovesse passare, come passerà se viene presentata, debbo dire che si tratterà di restrizioni rispetto al momento attuale. Sarà insomma un provvedimento nella nostra direzione e quindi, per quanto ci riguarda, apprezzabile come traguardo minimo ».

Una cosa è certa: i lavoratori stranieri in Svizzera subiranno un altro giro di vite che dovrà servire, per quelli che sono già dentro, da ammonizione. Non dovranno insistere troppo su una parità di trattamento, pena altri giri di vite sempre provocabili dallo Schwarzenbach di turno. L'altra tendenza « minima » a cui punta l'azione di Oehen è certamente quella di continuare ad imporre lo stato di servitù del lavoratore straniero. Nella realtà si vorrebbero prestatori d'opera privi di famiglia al seguito e di costi sociali, braccia non uomini.

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ANSA di Roma del 25-1-74

ESTER

ECONOMIA AUSTRALIANA E IMMIGRAZIONE ITALIANA

(ANSA) - SYDNEY, 25 GEN - NONOSTANTE L'INFLAZIONE CHE L'ANNO SCORSO E' STATA DEL 13,2 PER CENTO E CHE QUEST'ANNO, SECONDO LE PREVISIONI DEGLI ESPERTI, E' DESTINATA AD AUMENTARE, L'INDUSTRIA AUSTRALIANA E' IN PIENA ESPANSIONE. LA VISITA IN ITALIA DEL MINISTRO DELL'IMMIGRAZIONE AUSTRALIANO ALBERT GRASSBY E' UNA PROVA E UNA CONSEGUENZA INDIRECTA DI QUESTA SITUAZIONE QUASI UNICA AL MONDO.

L'AUSTRALIA CHE ALL'INIZIO DEL 1973 SEMBRAVA PIU' PREOCCUPATA DELLA QUALITA' CHE DELLA QUANTITA' DEGLI EMIGRATI E LAMENTAVA L'ALTISSIMO NUMERO DEI RIMPATRI (CIRCA IL 25 PER CENTO DEGLI ARRIVI) CERCANDO DI OVVIARVI CON UNA SCELTA E UNA INFORMAZIONE PIU' ACCURATA DEI CANDIDATI ALL'EMIGRAZIONE, STA LENTAMENTE TORNANDO A UNA POLITICA DI IMMIGRAZIONE MASSICCIA. ALL'INTERNO DEL GOVERNO E DI ALCUNI CIRCOLI SCIENTIFICI C'E' ANCORA CHI CONSIDERA LA DIFESA DELL'AMBIENTE COMPROMESSA DA UN'IMMIGRAZIONE CHE GRAVA ECCESSIVAMENTE SULLE RISORSE E LE INFRASTRUTTURE DEL PAESE: NON MANCANO INFINE COLORO CHE SOSTENGONO CHE L'IMMIGRAZIONE E' SINONIMO D'INFLAZIONE E COME TALE VA ANCORA RIDOTTA E CONTROLLATA. STA DI FATTO CHE MENTRE NESSUNO ALL'INIZIO DELL'ANNO SCORSO AVEVA OBIETTATO SUL DRASTICO TAGLIO IMPOSTO DAL NUOVO GOVERNO LABORISTA SULLA QUOTA D'IMMIGRAZIONE, ADESSO L'UFFICIO GOVERNATIVO PER LA PIANIFICAZIONE DELLE IMMIGRAZIONI HA CONSIGLIATO AL GOVERNO DI RECLUTARE NEI PRIMI SEI MESI DEL 1974 ALMENO 20 MILA IMMIGRATI IN PIU': DAI 110 MILA PREVISTI A 130 MILA.

ANCHE I SINDACATI E LE ASSOCIAZIONI DEI DATORI DI LAVORO HANNO FATTO LORO LE RACCOMANDAZIONI DELL'UFFICIO GOVERNATIVO E L'INDUSTRIA AUSTRALIANA - TRADIZIONALMENTE NEMICA DEI LABORISTI - STA DANDO COI FATTI COMPLETA FIDUCIA AL GOVERNO

WHITLAM INVESTENDO IN NUOVI IMPIANTI E BENI STRUMENTALI PIU' DI QUANTO HA SPESO DUE ANNI FA SOTTO IL GOVERNO LIBERALE. IL TESORIERE CREAN E' STATO ISPIRATORE DI DUE RIVALUTAZIONI DEL DOLLARO AUSTRALIANO E DI DUE RIDUZIONI SOSTANZIALI DELLE TARIFFE DOGANALI MA SI RIFIUTA, ALMENO FINO AD OGGI, DI ADOTTARE LE ''MEDICINE'' CLASSICHE DELL'ECONOMIA LIBERALE: RAFFREDDARE LA DOMANDA AUMENTANDO LE TASSE E CREANDO LA DISOCCUPAZIONE.

IL PROBLEMA DEL 1974 CONTINUERA' AD ESSERE LA SCARSITA' DI MANODOPERA E DI ALCUNI BENI DI CONSUMO, ACCOMPAGNATI DA INFLAZIONE. CREAN HA PREFERITO PUNTARE SULLO SVILUPPO DEL PAESE PIUTTOSTO CHE MINACCIARE IL LAVORO E IL TENORE DI VITA DEI LAVORATORI AUSTRALIANI. LA VISITA DEL MINISTRO GRASSPY, NOTO AMICO DELL'ITALIA, VA VISTA ALLA LUCE DI QUESTO NUOVO SVILUPPO ECONOMICO. GRASSEY VUOLE PIU' IMMIGRATI ITALIANI, SOPRATTUTTO DALLE ZONE DELLA CALABRIA E DEL VENETO CHE EGLI VISITERA' NEI PROSSIMI GIORNI.-

H 1016/RT

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Giorno

di Milano

del 25-1-74

**In visita a Roma  
ministro australiano  
per l'immigrazione**

ROMA, 24 gennaio

Il ministro australiano per l'immigrazione Grassby è giunto la notte scorsa a Roma proveniente da Bruxelles; al suo arrivo all'aeroporto di Fiumicino il ministro, che è stato ricevuto dal sottosegretario agli Esteri on. Luigi Granelli, ha ricordato come l'Australia sia definita in alcuni ambienti « il Paese fortunato » e come gran parte di questa fortuna sia consistita nell'aver attratto molti italiani capaci e laboriosi che hanno contribuito allo sviluppo del paese.

Il ministro ha detto: « Vivono in Australia un milione di persone nate in Italia o di discendenza italiana, sicchè oggi l'Italia è uno dei Paesi di origine della grande famiglia australiana. Sono venuto qui a chiedere assistenza per rafforzare i legami culturali tra il vostro Paese e il mio nell'interesse delle famiglie italiane immigrate; ritengo infatti che una famiglia non debba essere tagliata fuori dalle sue radici culturali solo perchè è emigrata ».

## DOPO L'«ANNO DELL'EUROPA»

**Il 1973, definito così da Nixon e Kissinger, per la politica estera del nostro Paese si è chiuso con un bilancio in perdita — La necessità di superare il « mito americano », rivedendo i rapporti con gli Stati Uniti non in termini di rottura ma di autonomia — Gli interrogativi d'attualità sulla strategia da adottare verso i nuovi interlocutori internazionali**

Quando Kissinger, nell'aprile dello scorso anno, propose di definire il contenuto e gli obiettivi di una nuova « Carta atlantica » non furono pochi coloro che in Italia ritennero che l'America si fosse decisa a dare una mano all'Europa. Si pensò infatti che questa sarebbe stata l'occasione per ridiscutere il difficile rapporto tra la parte occidentale del vecchio continente e gli Stati Uniti, associandovi un Giappone che sembrava disponibile al « fronte comune ». A riprova della validità di una tale credenza si andò sottolineando l'enfasi che era stata posta sia da Kissinger sia dallo stesso Nixon nel definire il 1973 come « l'anno dell'Eu-

ropa ». Era ancora una volta una illusione, frutto dell'attaccamento alla vecchia ipotesi della « partnership ».

Il contenuto di questa illusione stava nella visione di una America interessata a un « rapporto tra eguali » e disposta, in questa prospettiva, a favorire il processo unitario della parte occidentale del vecchio continente per avere — si disse — un solo interlocutore e procedere, quindi, speditamente nella elaborazione di una strategia comune. Ancorata a motivi di questo genere la diplomazia italiana se ne è stata quasi sempre silenziosa e immobile, in attesa del toccasana della nuova « Carta

atlantica » e della fine, per ciò, di tutte le difficoltà che erano andate sorgendo nel rapporto tra le capitali europee e Washington.

Non solo si cercherebbe invano il segno di una iniziativa, di una presenza, di una idea — il che è già gravissimo in un anno di grandi sconvolgimenti — ma evidenti risultano le perdite secche di un certo capitale che pur si era andato accumulando, ad esempio nel Medio Oriente nell'Europa dell'est, in Urss, in Asia e così via. E' trascorso quello in cui l'Italia è risultata perdente in tutti gli scacchieri del mondo.

Rivedendo le bucce, adesso,

della politica estera italiana alla luce della crisi del rapporto tra mondo dello sviluppo e mondo del sottosviluppo alcuni tendono a individuare le cause del bilancio fortemente negativo del 1973 nell'azione (o nella inazione) di questo o quel personaggio politico, di questo o quell'ambasciatore, di questo o quel consigliere. Certo, anche fattori di questo genere contano. Ma le cause profonde sono più generali e investono responsabilità più ampie. Se si vuole essere seri, ed affrontare seriamente questa che è diventata una delle grandi questioni nazionali bisogna risalire alla visione entro cui i gruppi dirigenti italiani si so-

no mossi e in larga misura continuano a muoversi e alla strategia che questa visione suggeriva. Qui è il punto. Ed è di questo che bisogna discutere se si vuole rimuovere le cause reali della malattia. Non sarà né semplice né rapido cambiare le cose. Ma è questa la direzione in cui bisogna operare.

Abbiamo parlato del modo come in Italia è stata accolta la pr-posta di Kissinger di una nuova Carta atlantica. Esso è tipico di una visione e di una strategia. Alla base di esse vi è, come vi è sempre stata la volontà costante di non creare alcuna sorta di difficoltà tra l'Italia e gli Stati Uniti, tra l'Europa e gli Stati Uniti. Tutto ha ruotato attorno a questo asse della politica estera italiana.

Prendiamo l'impegno europeo dell'Italia. Si sono dette molte cose a proposito dell'abitudine, della reticenza, della timidezza di questo o quel ministro. Sono probabilmente cose vere. Ma al di là di questo vi è una realtà più profonda che è venuta alla luce quando, nell'Europa a nove, si è cominciato a parlare di politica estera comune. Ed è che l'impegno europeo della Italia è sempre stato visto in funzione degli « interessi armonici » di una mitica « grande comunità atlantica ».

Una « grande comunità atlantica » che consentisse, certo, qualche margine di auto-

VERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

ELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

d'Unità di Roma del 25-1-74

## Gli interessi generali

Molti si stupiscono, adesso, di qualche accento di severità degli arabi nei confronti dell'Italia. Ma forse che i paesi arabi non hanno qui da noi ambasciatori in grado di valutare, al di là del fumo che talvolta si vuole gettare loro negli occhi, le linee costanti dell'azione internazionale del nostro Paese? Perché essi non dovrebbero essere in grado di vedere che da parte italiana il vecchio riflesso che porta ad evitare di creare frizioni con gli Stati Uniti scatta come una molla automatica ogni volta che si tratta di assumere una posizione politica precisa?

Chi tenta, oggi, di sfuggire alla discussione di questi problemi affaccia subito un interrogativo drastico: rompere con gli Stati Uniti? Non è un interrogativo pertinente. La questione non si pone in termini di rottura né in termini di conflitto. Quel che si tratta di fare è di stabilire:

...in dove gli interessi generali coincidono e qual è invece il punto in cui non coincidono più. Dopo di che scegliere ed agire, liberandosi dai miti del passato. Grossi nodi sono venuti e altri stanno venendo al pettine. Si è detto, anche troppo, che si sta andando verso una crisi del « modello di sviluppo ». Non è un problema solo italiano ma di tutto il mondo dello sviluppo. Ma si tratta di un problema che è in rapporto diretto, inscindibile, con l'avvenire del mondo del sottosviluppo. Ebbene come vedono gli americani questo rapporto? Cosa propongono? In quale direzione intendono agire? Quando si affacciano problemi di questa natura a coloro che « fanno » la politica estera italiana si ricevono risposte vaghe, generiche, in un linguaggio che appartiene al passato. Peggio ancora se si cerca di comprendere quale sia l'angolo visuale italiano. Si ha l'impressione che davvero non si sappia cosa fare, in quale direzione e come muoversi. E torna l'interrogativo drastico: dobbiamo procedere da soli o con gli altri?

E' un interrogativo con il quale si tenta di scavalcare le questioni che stanno a monte. Prima di sapere se bisogna fare da soli o con gli altri, si tratta di stabilire che cosa vogliamo, come vediamo il rapporto tra l'Italia e i paesi che inevitabilmente dovranno diventare i nostri interlocutori e far valere questa opinione in tutte le sedi possibili. In questo senso un po' futile è stata la discussione che ha opposto in questi giorni coloro che sollecitavano l'adesione immediata alla riunione dei principali paesi consumatori di energia proposta da Washington per l'undici febbraio e coloro che si mostravano esitanti. Il punto non era se andare o non andare. Il punto è cosa dire, quale punto di vista sostenere, quale strategia cercare di far prevalere. Per esempio: sono da respingere in blocco le tesi della Francia? Sono

ONE

INA

.....

ma pregiudiziale rispetto a tutto il resto è cercare di comprendere che cosa in realtà gli americani si propongono di ottenere sollecitando l'organizzazione di una sorta di « fronte unico » dei principali paesi consumatori di energia. La posta in gioco è grossa. Può determinare per molto tempo tutto il cruciale problema del rapporto tra mondo dello sviluppo e mondo del sottosviluppo, tra paesi consumatori di materie prime e paesi produttori.

Ciò vale, deve valere non solo per l'atteggiamento da assumere a Washington alla riunione dei principali paesi consumatori di energia ma per tutto il complesso della azione internazionale dell'Italia. Si tratta, prima di tutto, di comprendere la portata reale dei mutamenti che sono avvenuti nel mondo e di quelli che si annunciano. Sulla base di una tale valutazione decidere come muoversi, in quale direzione, con quali strumenti. Da soli? Con altri? Da soli e con altri. L'Europa a nove, ad esempio, resta uno dei terreni principali di ricerca di possibilità che l'Italia da sola non può sperare di ottenere. Ma anche qui la prima cosa da fare è quella di liberarsi delle vecchie ipotesi.

L'idea di una Europa a nove strettamente ancorata alla strategia degli Stati Uniti — questo era e rimane il disegno che sta dietro la « Carta atlantica » di Kissinger — deve essere abbandonata. Lungo questa strada non c'è né autonomia dell'Europa né l'Europa a nove. A Copenaghen, all'ultima riunione dei capi di Stato o di governo europei, abbiamo assistito allo spettacolo abbastanza penoso del dosaggio delle parole, della ricerca degli aggettivi. E' l'esercizio classico della diplomazia. Ma vi sono momenti in cui la chiarezza è essenziale. E chiarezza ci sarebbe voluta nella risposta agli arabi che venivano ad offrire all'Europa una grande occasione da cogliere per impostare un nuovo rapporto non soltanto con alcuni paesi dell'altra sponda del Mediterraneo ma attraverso di essi con una area immensa di un mondo che comincia soltanto adesso ad emergere dalle tenebre della dipendenza. Ci si è vantati, da parte italiana, di avere dato un contributo di primo piano al « successo » di quel vertice. Ma dov'è questo successo, se non si è riusciti neppure ad elaborare la famosa lettera che i ministri degli Esteri dei nove avrebbero dovuto indirizzare al segretario generale dell'ONU per ribadire le posizioni espresse a Bruxelles il sei di novembre a proposito della soluzione del conflitto mediorientale?

## Rapidi sviluppi

E' venuto il tempo, ci sembra di smetterla con mistificazioni di questa natura. La diplomazia, la politica dell'occidente non è più strumento degli adulti in un mondo di bambini. Il « mondo dei bambini » — così come negli anni cinquanta veniva definito il mondo uscito dalla disgregazione del sistema coloniale — è cresciuto, sta crescendo. E' il mondo con il quale dovremo fare i conti, con il quale abbiamo appena cominciato a fare i conti. E' un mondo, certo, tutt'altro che semplice e lineare. Ma coloro che ne fanno parte — e sono la maggioranza dell'umanità — cominciano a sapersi servire della loro forza contrattuale, cominciano a sapere quel che vogliono e di che cosa hanno bisogno. Molte cose del passato passano in secondo piano rispetto a questa realtà.

Certo l'occidente è forte, gli Stati Uniti sono forti. Ed anche questa è una realtà. Ma la vulnerabilità dell'occidente, la vulnerabilità degli Stati Uniti è anch'essa qualcosa da tenere in conto se si vuole stare con i piedi per terra. La diplomazia italiana, la politica estera italiana si è trovata impreparata davanti ai rapidi sviluppi che hanno fatto venire alla luce la necessità di ipotesi nuove. Ma quel che è peggio è che non si scorgono ancora segni che possano far pensare a un aggiornamento rapido. Sembra che non si affermi neppure la necessità di dotarsi di nuovi strumenti di analisi e di decisione. Per esempio: chi fa la politica estera italiana? Dove, in quali sedi essa viene elaborata? E chi ne porta la responsabilità?

Alberto Jacoviello

(Continua)



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Osservatore Romano di Città del Vaticano del 25-1-64

## La cooperazione europea nel lavoro e nella politica sociale

E' stata sollecitata dalla seconda conferenza regionale dell'Organizzazione internazionale del lavoro

GINEVRA, 24.

Si è svolta a Ginevra la seconda conferenza regionale europea dell'Organizzazione internazionale del lavoro (OIL).

I delegati dei 28 Paesi che hanno partecipato ai lavori hanno sollecitato misure suscettibili di proteggere l'impiego e il reddito dei lavoratori europei, minacciati dall'evoluzione tecnologica, dall'inflazione e dalla crisi energetica.

La Conferenza ha chiesto in particolare all'OIL di aiutare i Governi, i datori di lavoro e i sindacati europei a promuovere delle politiche di pieno impiego, dei sistemi di formazione e di riadattamento, nonché l'eguaglianza di trattamento per i gruppi meno favoriti, quali le donne e i lavoratori emigrati.

Dal dibattito generale — protrattosi per oltre una settimana con l'intervento di 59 oratori, fra cui 16 Ministri del lavoro, rappresentanti dei lavoratori e dei datori di lavoro — è emerso che la sicurezza dell'impiego e dei redditi solleva le maggiori preoccupazioni ed è pertanto considerata come l'obiettivo prioritario della politica sociale dalla maggior parte dei Paesi europei. La presa brutale di coscienza da parte del-

l'Europa sulla sua totale dipendenza nei confronti delle forniture di petrolio e di materie prime, che minacciano una dilatazione dell'inflazione ed una conseguente disoccupazione, ha rimesso in questione numerosi problemi del lavoro e in particolare la necessità di trovare i mezzi ed i metodi per elaborare nuove politiche globali dell'impiego.

Dagli interventi dei rappresentanti dei Paesi europei è risultato inoltre che una grande attenzione viene ora riservata alla necessità di umanizzare il lavoro, attraverso una sua democratizzazione e ad una maggiore partecipazione dei lavoratori. «La reazione dei lavoratori contro il lavoro impersonale potrebbe aprire un nuovo capitolo nella storia contemporanea», ha sottolineato in proposito il Direttore generale dell'OIL Blanchard nel tirare le conclusioni di questi lavori. Secondo lui si potrebbe verificare infatti in numerosi Paesi la stessa rivolta che ha portato i lavoratori a lottare, alla fine del XIX secolo e all'inizio di questo, per la soppressione dello sfruttamento, degli abusi e delle condizioni di lavoro inumane.

A conclusione dei suoi lavori la conferenza regionale europea ha invitato l'OIL a stimolare una larga cooperazione europea nei settori del lavoro e della politica sociale, nonché per la protezione dell'ambiente. I delegati hanno infine sottolineato il diritto che compete ai datori di lavoro ed ai lavoratori di costituirsi in proprie organizzazioni e di potersi associare al di fuori di qualsiasi intervento governativo.

Al dibattito generale è intervenuto, a nome del Governo italiano il Sottosegretario al Lavoro Franco Foschi.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

25-1-64

Una grande battaglia democratica e antifascista

## Perchè gli emigrati sono impegnati nella lotta del referendum

Le colpe della DC per il « divorzio » forzato dei nostri connazionali all'estero - Per i lavoratori italiani più sfruttamento e minacce di licenziamento

Anche l'ultimo invito rivolto dai comunisti ai dirigenti democristiani per una manifestazione di sensibilità che evitasse al Paese la lacerante prova del referendum antidivorzista è stato irresponsabilmente respinto da Fanfani. Quasi temesse il moltiplicarsi delle prese di posizione di uomini politici e di cultura cattolici in favore di un accordo, giudicando il referendum una « jattura nazionale » e un pericoloso rinvio della soluzione dei problemi economici e sociali. Fanfani si è affrettato a dire no e a chiedere che il referendum si faccia al più presto.

Intanto la misura francese sulla svalutazione del franco, l'inflazione galoppante e il moltiplicarsi di decisioni di riduzioni di orari di lavoro confermano che i problemi sociali ed economici non sono meno seri e meno urgenti e che le condizioni di vita e di lavoro delle masse lavoratrici si fanno più gravi e più precarie. Ancor più preoccupante è la situazione in cui versano i nostri emigrati in Germania, Belgio, Inghilterra, Francia, Svizzera, i quali, posti dinanzi al ricatto del licenziamento, si vedono costretti ad accettare più pesanti ritmi di sfruttamento e un maggiore isolamento. A quanto pare, a chi ha promosso e voluto il referendum tutto questo non dice nulla; non sembra neppure preoccuparlo il fatto che il rientro per partecipare a questo impegno elettorale, al nostro emigrato costerà rischi e sacrifici che si potevano evitare e che comunque devono venire evitati con una seria e doverosa azione di tutela — che finora è mancata — e con l'adozione di giuste e adeguate provvidenze di risarcimento.

Per l'integralista clericale e per il fascista non è questo ciò che interessa. Anzi, guardando ai suddetti problemi in questa circostanza, temono che diventi troppo evidente per l'opinione pubblica che l'emigrazione di milioni di lavoratori voluta e imposta dalla politica antimeridionalista della DC è stato il più colossale colpo infero alle famiglie italiane, rendendone ancor più deboli le loro fragili fondamenta.

Basta recarsi a visitare i famigerati baraccamenti installati alle periferie delle città svizzere — o anche in aperta campagna — dove migliaia e migliaia di « uomini soli » vivono nella più occasionale promiscuità di nazionalità, ma fermamente uniti nella loro qualità di lavoratori. Non dissimile è il quadro che offrono i cosiddetti « alloggi » aziendali approntati dalle fabbriche tedesche per i loro dipendenti stranieri. E' una separazione coatta dalla consorte e dai figli cui i nostri emigrati sono costretti per lunghi mesi e spesso per anni. Quanto meno ipocriti, oltre che decisamente demagogici, appaiono perciò i fioriti riferimenti fatti da Fanfani alle famiglie e ai figli nel suo discorso di Firenze allorchè si è pronunciato per il referendum.

Comunque, sembra assurda la pretesa del segretario della DC secondo la quale lo scontro elettorale non dovrebbe essere « inquinato » dalla politica. Come se non fosse politica una questione che impegna tutto il popolo italiano in un voto di grande valore. Ciò che ci preme sottolineare è la gravità politica del connubio che con il referendum è venuto a determinarsi tra i conservatori clericali e i fascisti del MSI. Gli effetti di questo connubio si sono già fatti sentire nella ripresa della strategia della tensione e delle provocazioni

teppiste. La difesa di una conquista civile ottenuta per permettere lo scioglimento dei matrimoni falliti, diventa perciò una battaglia democratica per salvare la Costituzione antifascista e le istituzioni repubblicane e quindi mantenere aperta la prospettiva di rovesciare una politica che ancor oggi continua a costringere migliaia e migliaia di italiani a emigrare e a separarsi dalla famiglia.

A questa battaglia e per la sua vittoria non mancherà il contributo dei lavoratori emigrati. A tal fine l'attività dei comunisti si è andata intensificando. L'impegno di stretta collaborazione concordato con il Partito comunista francese, la grande manifestazione unitaria svoltasi il 20 scorso a Zurigo e l'incontro di domenica prossima a Bruxelles hanno già questo indirizzo verso una mobilitazione che si basa su una vasta azione di orientamento per conquistare la stragrande maggioranza dei lavoratori italiani emigrati ad una lotta che è prima di tutto una loro lotta: per la difesa della democrazia e della Repubblica bisogna battere la politica perseguita per decenni dalla DC; e la fine dell'emigrazione sarà tratto essenziale per aprire agli emigrati la prospettiva di un lavoro vicino ai loro cari. (d. p.).

T e II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

25-1-74

**GERMANIA OCC.**

**Minacce di licenziamenti e di sfratti nel Sud Baden**

La gravità della situazione economica tedesca si fa sentire anche nel Baden meridionale, determinando preannunci di licenziamenti e la pressione padronale per sottoporre ad un più duro sfruttamento i lavoratori, e in primo luogo quelli stranieri.

Questa situazione è stata presa in esame dal Comitato consolare di coordinamento e promozione delle attività assistenziali che ha sede a Friburgo dietro richiesta delle associazioni democratiche. Notevole interesse si è mostrato verso la necessità di informare i lavoratori italiani e i presidenti delle loro associazioni sull'azione unitaria per opporsi, oltre che ai licenziamenti, allo sfratto degli alloggi aziendali poiché il lavoratore, rimasto privo della casa, si vedrebbe costretto a rientrare in Italia, perdendo così anche il diritto al sussidio di disoccupazione e all'assistenza medico-farmaceutica e ospedaliera. Il Comitato ha promosso una assemblea generale per il 26 gennaio, cui dovrebbe seguire un convegno di tutti i lavoratori di Friburgo e dei dintorni.

**SVIZZERA**

**Manifestazione a Ginevra il 3 febbraio**

Domenica 3 febbraio si svolgerà a Ginevra una grande manifestazione unitaria indetta da ACLI, FILEF, UNAIE, Istituto Santi. A questo importante appuntamento dell'emigrazione parteciperanno sindacati, rappresentanti regionali, partiti politici, associazioni democratiche italiane, svizzere e spagnole. Qualificante sarà anche la partecipazione delle singole Colonie libere italiane, in particolare di quelle della Svizzera francese, e delle associazioni di emigrati italiani della Savoia e dell'Ain.

A nome delle organizzazioni promotrici interverranno: il dott. Sacchetto per le ACLI, il dott. Volpe per la FILEF, l'on. Pisoni per l'UNAIE e il dott. Giordano per l'Istituto Santi. La Federazione del PCI di Ginevra, che ha aderito ufficialmente, ha già promosso una campagna di sensibilizzazione allo scopo di portare un alto contributo alla riuscita di questo importante appuntamento unitario e qualificato dell'emigrazione.

**COLONIA**

**Come si prepara la campagna sul referendum**

I comunisti italiani emigrati nella Renania-Vestfalia sono già al lavoro nella azione di orientamento e di preparazione della campagna sul referendum abrogativo del divorzio. Migliaia e migliaia di volantini ciclostilati sono stati distribuiti nei luoghi di lavoro, nelle « Wohnheime », nei punti di maggiore frequenza dei nostri connazionali di Colonia, Düsseldorf e delle altre località della Ruhr.

Nel volantino i compagni della Federazione del PCI di Colonia affermano: « Se saremo costretti ad andare a votare per il referendum, anche noi comunisti dell'emigrazione sapremo trasformare questa occasione in un dialogo con tutti i lavoratori, in primo luogo coi cattolici, per esporre loro non soltanto le nostre convinzioni sul problema della famiglia, ma per fare chiarezza più in generale sui problemi di fondo del Paese e per una nuova politica economica che apra la prospettiva del rientro in Italia e di un lavoro sicuro ».

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*L'Unità*

di

*Roma*

del

*25-1-74*

Successo della manifestazione indetta da PCI, PSI e Colonie libere

## Emigrati uniti a Zurigo

Delegazioni giunte da tutta la Svizzera - Erano presenti i rappresentanti dei partiti dei lavoratori svizzeri, dei sindacati, delle Regioni e del governo italiano - Discorsi dei compagni Reichlin e Signorile

Oltre 1.500 lavoratori emigrati hanno dato vita a una forte manifestazione unitaria promossa dalla Federazione del PCI di Zurigo, dalla Federazione del PSI in Svizzera, unitamente alla Federazione delle Colonie libere italiane. Domenica scorsa nella grande sala della Casa del popolo di Zurigo — gremita in ogni ordine di posti — sono confluite delegazioni di lavoratori emigrati provenienti da ogni località della Svizzera portando una carica di vitalità senza precedenti per impegno democratico e senso di responsabilità politica. Erano presenti i rappresentanti dei più importanti partiti politici dei lavoratori svizzeri, l'Unione sindacale svizzera e la Confederazione nazionale dei cristiano-sociali, la CGIL, delegati delle associazioni regionali più importanti e dei Consigli regionali. Erano pure presenti l'ambasciatore d'Italia a Berna, il ministro plenipotenziario dottor Migneco e i consoli di

Zurigo, di Baden ecc.

Al centro della manifestazione tutta la problematica qualificante che l'emigrazione italiana pone nell'attuale e difficile situazione di grave crisi economica e politica. Si è parlato dei temi dei diritti civili, democratici e politici; della difesa del salario e dei posti di lavoro; delle provvidenze assistenziali e previdenziali; della scuola e del ricongiungimento familiare; degli stagionali e della casa. In sostanza, tutta la tematica attuale e di prospettiva che troverà la sua giusta collocazione e dimensione nella Conferenza nazionale dell'emigrazione che dovrà aver luogo, come è stato sottolineato con forza dalla manifestazione di Zurigo, entro il corrente anno. Il compagno on. Alfredo Reichlin, della Direzione del PCI, e il compagno on. Signorile, della Direzione del PSI, hanno allargato il discorso ponendo l'accento sulle direttrici sulle quali il movimento operaio e demo-

cratico cammina per determinare un diverso modello di sviluppo della società italiana, una diversa politica degli investimenti, di riforme strutturali e di progresso. Il compagno Reichlin, ha in particolare indicato la necessità di un impegno dell'emigrazione per vincere la battaglia democratica e antifascista del referendum.

In questo contesto assumono grande autorevolezza le rivendicazioni specifiche degli emigrati poiché si inseriscono in uno scontro di vasto respiro sociale, ideale, culturale delle grandi masse, in Italia ed in Europa. Con la manifestazione unitaria di Zurigo — alla quale seguiranno nei prossimi giorni iniziative promosse dalle grandi associazioni nazionali dell'emigrazione e del Comitato nazionale d'intesa — l'emigrazione italiana in Svizzera pone una forte impronta di combattività e di qualificante contributo sulla Conferenza dell'emigrazione.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Popolo* di *Roma* del *25-1-72*

ESAMINATI A ZURIGO

# Gli aspetti sociali dell'emigrazione

*Alla manifestazione indetta dall'Unaie hanno partecipato i delegati di 146 associazioni in rappresentanza di 20 mila lavoratori*

Si è svolta a Zurigo una manifestazione dell'Unione nazionale delle associazioni immigrati e emigrati (Unaie) in rappresentanza di oltre 20 mila iscritti ben 146 associazioni aderenti hanno irviato a Zurigo i propri delegati per ascoltare una relazione del presidente dell'associazione on. Ferruccio Pitoni e per deliberare sulla azione futura che l'Unaie svolgerà in Svizzera. Erano presenti fra gli altri: l'on. Pisicchio presidente dell'associazione degli emigrati abruzzesi; l'on. Di Gianrantonio vice presidente della commissione Esteri della Camera, il segretario generale dell'Unaie Moser nonché numerosi consiglieri regionali e provinciali delle zone di immigrazione. L'ambasciatore di Italia a Berna ha porto il saluto

L'on. Pitoni nella sua relazione ha detto fra l'altro che l'associazionismo si è mostrato l'unica formula valida a conservare il contatto diretto tra zone di partenza e zone di arrivo degli emigranti: l'Unaie inserendosi in questa prospettiva tende ad essere sempre più il ponte che facilita il colloquio tra i sindacati operanti in Italia e all'estero.

Successivamente l'on. Pitoni ha annunciato che l'Unaie svolgendo centinaia di assemblee di base giungerà alla conferenza nazionale della emigrazione con il deciso proposito di presentare concrete soluzioni accettate dai diretti interessati per dare al mondo dell'emigrazione l'importanza ed il riconoscimento che merita.

« Il discorso che va svolgendo l'UNAIE — ha detto Pitoni — parte dal tipo di modello di sviluppo che si intende scegliere e che deve essere armonizzato alla realtà esistente nella emigra-

zione italiana: la politica dei rientri, quella delle rimesse e quella della preparazione professionale e della scuola per i figli sono al centro dell'attenzione e dell'interesse degli emigrati italiani, occorre quindi adeguare le scelte alle esigenze espresse. Ormai si va facendo sempre più strada anche in settori tradizionalmente chiusi a questo tipo di discorso il concetto che è più conveniente non solo dal punto di vista sociale ma anche dal punto di vista economico, esportare capitali piuttosto che importare manodopera.

Concludendo il suo intervento, l'on. Pitoni ha trattato temi più specificamente relativi alla presenza degli italiani in Svizzera e ha affermato che l'UNAIE si batterà con tutte le forze contro la preannunciata quarta iniziativa di Schwarzenbach; in particolare Pitoni riferendosi alla richiesta svizzera di associazione alla CEE ha detto che l'Italia sarà ben lieta di appoggiarla a patto però che la Svizzera accetti le regole comunitarie in fatto di presenza sociale e di libera circolazione della manodopera.

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unità* di *Roma* del *25-1-74*

AUSTRALIA

## Petizione della FILEF per la pensione agli italiani

L'organizzazione del PCI per gli emigrati a Sydney sostiene l'iniziativa presa dalla FILEF della città australiana per una petizione che ha come oggetto le pensioni per gli immigrati italiani in Australia. La petizione, che viene sottoscritta da centinaia di nostri connazionali, sarà presentata alla commissione italo-australiana per le questioni sociali e previdenziali degli emigrati italiani. La petizione chiede tra l'altro ai governi dei due Paesi il riconoscimento pieno, ai fini della pensione, del periodo trascorso in Australia dai la-

voratori italiani che rimpatriano senza aver diritto alla pensione australiana; la concessione della pensione australiana a quei lavoratori italiani che raggiungono il limite di età pensionabile senza tener conto della residenza da loro scelta. I firmatari della petizione chiedono anche ai governi dei due Paesi di adottare la « Carta dei diritti degli emigrati » presentata dalla FILEF alla Commissione sociale della CEE e approvata dalle assemblee degli emigrati italiani in Australia, a Sydney e Melbourne.



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *de* *Menaggero* di *roma* del *25-1-71*

## Moro riceve il ministro Albert Grassby

Il ministro degli Esteri, on.le Aldo Moro, ha ricevuto alla Farnesina il ministro federale australiano per l'immigrazione Albert D. Grassby, che era accompagnato dal segretario generale del ministero per l'immigrazione, Robert Armstrong, intrattenendolo a cordiale colloquio su temi di comune interesse.



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Popolo*

di

*Roma*

del

*25-1-74*

## Moro riceve il ministro per l'immigrazione australiano

Il ministro degli Esteri, on. Aldo Moro, ha ricevuto alla Farnesina il ministro federale australiano per l'immigrazione Albert D. Grasby, che era accompagnato dal segretario generale del ministero per l'immigrazione, Robert Armstrong, intrattenendolo a cordiale colloquio su temi di comune interesse.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale opusio EUROPE di Bruxelles del 26-1-74

LES CENTRALES SYNDICALES MEMBRES DE L'ORGANISATION EUROPEENNE DE LA C M T VONT "CONFLUER" DANS LA CONFEDERATION EUROPEENNE DES SYNDICATS

BRUXELLES (EU), vendredi 25 janvier 1974 - Le bureau exécutif de la C.E.S. Confédération Européenne des Syndicats, qui est la filiale de la CISL, se réunit actuellement au Palais d'Egmont à Bruxelles pour discuter essentiellement de l'affiliation individuelle à la C.E.S. des centrales syndicales, membres de l'Organisation Européenne de la Confédération Mondiale du Travail (OE/CMT). Le bureau exécutif de la CES a approuvé, vendredi matin, un rapport établissant les principes de base d'une éventuelle affiliation des membres de l'OE/CMT : primo, l'organisation européenne de la CMT doit donc être dissoute. Secondo, les rapports entre la CES et l'organisation internationale de la CMT sont limités à un échange de documents et à des contacts au niveau des secrétariats respectifs. Cet après-midi, le bureau exécutif discutera encore un rapport sur les sociétés multinationales et un autre rapport sur la proposition de directive de la Commission concernant les sociétés anonymes.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ACLI PRESS di Zurigo del 26-1-74

IL 17 FEBBRAIO A GINEVRA L'ASSEMBLEA UNITARIA DELL'EMIGRAZIONE ORGANIZZATA DA ACLI-FILEF-FERNANDO SANTI-UNAIE

Si sono riuniti a Roma il 26 gennaio '74 i responsabili emigrazione delle ACLI, della FILEF, dell'Istituto Fernando Santi, dell'UNAIE per prendere in esame lo stato della preparazione della ASSEMBLEA UNITARIA dell'emigrazione italiana in Svizzera e per definir<sup>no</sup> la piattaforma programmatica.

L'assemblea è stata fissata per domenica 17 febbraio con inizio alle ore 9,30 a Ginevra nella Sala Comunale de Plainpalais, rue de Carouge.

I temi che le quattro organizzazioni propongono alla assemblea sono i seguenti:

- 1 - situazione dell'emigrazione italiana in Svizzera e il movimento per un nuovo accordo di parità;
- 2 - lo statuto dei diritti e una nuova politica dell'emigrazione;
- 3 - la Conferenza Nazionale dell'Emigrazione, la politica delle riforme e dello sviluppo in Italia.

Le ACLI, la FILEF, l'Istituto Fernando Santi, l'UNAIE hanno deciso di invitare all'assemblea le forze politiche e sindacali democratiche dell'Italia e della Svizzera, i rappresentanti dei due governi, le autorità della CEE, le regioni, il BIT, il Consiglio Mondiale delle Chiese e altri organismi internazionali.

Un particolare appello le quattro organizzazioni rivolgono ai lavoratori emigrati perché discutano nei prossimi giorni i problemi che essi porteranno all'assemblea e perché si impegnino per il suo più ampio successo.

Le ACLI, la FILEF, l'Istituto Fernando Santi, l'UNAIE hanno infine deciso di incontrare nei prossimi giorni a Roma il Comitato Nazionale d'Intesa delle associazioni degli emigrati in Svizzera per esaminare le proposte riguardanti la piattaforma programmatica dell'assemblea, nonché gli ulteriori sviluppi della reciproca collaborazione.

VINCENZO TORNETTA SEGRETARIO GENERALE DELL'IILA

- "Sette anni di vita e di feconda attività - ha dichiarato il nuovo eletto - hanno collaudato e consolidato l'Istituto Italo-Latino Americano nella sua struttura di organismo internazionale"

Roma, 26 gennaio (Stefani) - Il Consiglio dei Delegati dell'"Istituto Italo-Latino Americano", riunitosi in Sessione straordinaria, ha accolto le dimissioni del Segretario Generale uscente, Ambasciatore Carlo Perrone Capano, destinato ad un altro importante incarico e gli ha tributato un caloroso e unanime plauso per il lavoro svolto all'I.I.L.A. durante il suo mandato.

Nella stessa seduta il Consiglio ha eletto all'unanimità nuovo Segretario Generale dell'Istituto l'Ambasciatore Vincenzo Tornetta.

Questi, nell'accettare l'incarico e in risposta ad un indirizzo di saluto del Presidente dell'I.I.L.A., Ambasciatore Alejandro Deustua, ha ringraziato per la fiducia accordatagli dai Paesi membri dell'Istituto Italo-Latino Americano e, nel richiamarsi alle parole pronunciate dal fondatore dell'Istituto, Senatore Amintore Fanfani all'inaugurazione della organizzazione internazionale, ha sottolineato che "sette anni di vita e di feconda attività hanno collaudato e consolidato l'Istituto nella sua struttura di organismo internazionale; hanno visto la sua attività accrescersi e farsi più incisiva; hanno creato simpatie e convergenze nei riguardi dell'Istituto e della sua opera che si è estesa ai principali settori che caratterizzano i rapporti fra gli Stati membri sul piano culturale, economico, tecnico e soprattutto umano".

Il nuovo Segretario Generale dell'I.I.L.A. è nato a Piazza Armerina nel 1917 e si è laureato in Scienze Politiche a Firenze nel 1939. Nel 1948 entrava in carriera diplomatica ricoprendo diversi incarichi al Ministero presso la Direzione Generale dell'Emigrazione e la Direzione Generale per gli Affari Politici e all'estero come Secondo Segretario all'Ambasciata d'Italia in Venezuela; alla Rappresentanza Italiana presso le Nazioni Unite dove nel 1964 tornava come Ministro Consigliere. Nominato Ambasciatore a Saigon nel '67 è stato anche accreditato Ambasciatore in Cambogia. Ha ricoperto infine la carica di Direttore Generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali alla Farnesina. (Stefani)

L'Agenzia "Stefani" invia all'Ambasciatore Vincenzo Tornetta le più vive congratulazioni e molti auguri di buon lavoro.



III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Giornale di Brescia di Brescia

del 26-1-74

UNO DEGLI SCOPI DELLA VISITA IN ITALIA DEL MINISTRO GRASSBY

# L'Australia alla ricerca di 130 mila immigrati

Tale numero dovrebbe essere reclutato nei primi sei mesi del corrente anno

Sydney, 25 gennaio

Nonostante l'inflazione che l'anno scorso è stata del 13,2 per cento e che quest'anno, secondo le previsioni degli esperti, è destinata ad aumentare, l'industria australiana è in piena espansione. La visita in Italia del ministro dell'immigrazione australiano Albert Grassby è una prova e una conseguenza indiretta di questa situazione quasi unica al mondo. L'Australia che all'inizio del 1973 sembrava più preoccupata della qualità che della quantità degli emigrati e lamentava l'altissimo numero dei rimpatri (circa il 25 per cento degli arrivi) cercando di ovviarvi con una scelta e una informazione più accurata dei candidati all'emigrazione, sta lentamente tornando a una politica di immigrazione massiccia.

All'interno del governo e di alcuni circoli scientifici c'è ancora chi considera la difesa dell'ambiente compromessa da un'immigrazione che grava eccessivamente sulle risorse e le infrastrutture del Paese: non mancano infine coloro che sostengono che l'immigrazione è sinonimo d'inflazione e come tale va ancora ridotta e controllata. Sta di fatto che mentre nessuno all'inizio dell'anno scorso aveva obiettato sul drastico taglio imposto dal nuovo governo laborista sulla quota d'immigrazione, adesso l'ufficio governativo per la

pianificazione delle immigrazioni ha consigliato al governo di reclutare nei primi sei mesi del 1974 almeno 20 mila immigrati in più: dai 110 mila previsti a 130 mila.

Anche i sindacati e le associazioni dei datori di lavoro hanno fatto loro le raccomandazioni dell'ufficio governativo e l'industria australiana — tradizionalmente nemica dei laboristi — sta dando coi fatti completa fiducia al governo Whitlam investendo i nuovi impianti e beni strumentali più di quanto ha speso due anni fa sotto il governo liberale.

Il tesoriere Crean ha preferito puntare sullo sviluppo del Paese piuttosto che minacciare il lavoro e il tenore di vita dei lavoratori australiani. La visita del ministro Grassby, noto amico dell'Italia, va vista alla luce di questo nuovo sviluppo economico. Grassby vuole più immigrati italiani, soprattutto dalle zone della Calabria e del Veneto che egli visiterà nei prossimi giorni.

listi stranieri hanno dato vita a una battaglia a base di palle di neve davanti a un albergo della città e questo episodio ha addolcito leggermente l'atmosfera austera che regna nella capitale siriana. E' la prima volta in molti anni che militari siriani mostrano una certa condiscendenza verso gli stranieri.

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia ANSA di Roma del 26-1-74

Problemi emigrazione italiana in svizzera -

(ansa) - roma, 26 gen - I responsabili del settore emigrazione delle acli, della federazione italiana lavoratori emigrati e loro famiglie (filef), dell'istituto ferrando santi e dell'unione nazionale associazioni immigrati ed emigrati (unaie) si sono riuniti per prendere in esame lo stato della preparazione dell'assemblea unitaria dell'emigrazione italiana in svizzera per definire la piattaforma programmatica.

L'assemblea si svolgera' a ginevra domenica 17 febbraio, con inizio alle 9,30, nella sala comunale di plainpalais, in rue de carouge. Le quattro organizzazioni hanno proposto all'assemblea i seguenti temi: la situazione dell'emigrazione italiana in svizzera e il movimento per un nuovo accordo di parita'; lo statuto dei diritti e una nuova politica dell'emigrazione; la conferenza nazionale dell'emigrazione, politica delle riforme e dello sviluppo in italia.

Le acli, la filef, l'istituto santi e l'unaie hanno deciso di invitare all'assemblea le forze politiche e sindacali democratiche dell'italia e della svizzera, i rappresentanti dei due governi, le autorità della cee, le regioni, il bit, il consiglio mondiale delle chiese e le altre organizzazioni internazionali.

dopo aver rivolto un appello ai lavoratori emigrati perche' discutano i problemi che essi porteranno all'assemblea e si impegnino quindi per il suo piu' ampio successo, le quattro organizzazioni hanno deciso di incontrarsi nei prossimi giorni, a roma, con il comitato di intesa delle associazioni degli emigrati in svizzera per esaminare le proposte riguardanti la piattaforma programmatica dell'assemblea nonche' gli ulteriori sviluppi della reciproca collaborazione.

*Ministero degli Affari Esteri*

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*agenzia ANSA*

di

*Roma*

del

*26-1-74*

colloqui ministro australiano

(ansa) - roma, 26 gen - in occasione delle conversazioni svoltesi in questi giorni tra il sottosegretario agli esteri on. granelli e il ministro australiano per l'immigrazione, grassby, sono stati passati in rivista gli sforzi con-

dotti da entrambe le parti per migliorare le condizioni in cui si svolge il flusso migratorio italiano verso l'australia. il ministro grassby ha manifestato il persistente interesse del suo paese a ricevere lavoratori qualificati italiani. e' stata riconosciuta in particolare la necessita' di giungere, al piu' presto possibile, alla definizione di un accordo culturale e di accordi sulla sicurezza sociale e sul riconoscimento dei titoli professionali dei tecnici italiani diretti in australia.-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Momento - Sera di Roma del 15/26-1-24

## Anche un ragazzo italiano tra le vittime dell'incendio in un collegio belga

BRUXELLES, 25. — Sono ventitrè i ragazzi che hanno perso la vita nell'incendio scoppiato ieri nel dormitorio di un collegio a Heusden, a 72 chilometri da Bruxelles. Una delle vittime è un italiano. Roberto Romassi, la cui famiglia risiede a Huesden, al momento del sinistro nel collegio, che è retto da un ordine religioso, si trovavano 63 studenti. Sulle cause della sciagura si fanno varie ipotesi, la più accreditata parla di una cicca di sigaretta. Probabilmente qualche ragazzo aveva fumato di nascosto a letto e si è addormentato con la cicca ancora accesa. Paolo VI ha espresso il suo cordoglio al vescovo di Hasselt.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Mattino di Napoli del 26-1-74

**Travestito da suora  
tenta di derubare  
un prete in Australia**

SYDNEY, 25 gennaio

Gabriele Musumeci, un emigrato italiano in Australia è stato sorpreso nell'abitazione di un sacerdote cattolico, padre Thomas Pierse, mentre vestito da suora carmelitana e con una valigia in mano stava svaligiando la casa.

Colta sul fatto da Padre Pierse, la finta suora è saltata dalla finestra ed è fuggita in strada inseguita dal sacerdote. Dopo un centinaio di metri la «suora» è stata raggiunta e smascherata.

Ritaglio dal Giornale

Il Mattino

di Napoli

del 26-1-74

IL CONVEGNO SU REGIONI, INDUSTRIA E SOCIETA' NELLA CEE DEGLI ANNI '70

# Il Sud spera nell'Europa

La grande aspettativa del Fondo comunitario per la politica regionale (1400 miliardi) e la «gara degli egoismi nazionalistici» che minaccia di spegnere le luci sull'Europa - Gli interventi di Thomson, del sottosegretario Compagna, Ruggiero, Umberto Agnelli, Brancaccio, Principe, Casetta, Lombardi, Grant, Everling, Durand, Lyall, Petrilli, Giustino, Novacco, Capotorti e Germozi

Le speranze si alternano alle delusioni quando si parla di Europa e di integrazione politica, economica e finanziaria tra gli Stati membri della Comunità. Non manca un sincero e profondo spirito europeo, ma ormai è un dato storico inconfutabile che le difficoltà da superare, per una reale unificazione, sono così complesse che spesso si perdono di vista gli obiettivi comuni che da tempo ci siamo proposti di raggiungere. Pie- no piano, negli ultimi anni, si sono «allontanati dall'Europa» proprio alcuni di questi Stati che in essa più degli altri credevano o che più degli altri avevano necessità di credervi.

Si può guardare oggi, in questa fase drammatica di crisi e di difficoltà, all'unità della Europa con rinnovata speranza, senza miti, ma con realismo? Le opinioni — al convegno organizzato al Maschio Angioino di Napoli, sul tema: «Regioni, industria, società nella Comunità economica europea negli anni '70» — sono risultate abbastanza discordanti e variegate, intrise di «cauto ottimismo» o di «cauto pessimismo».

L'atmosfera della vigilia, comunque, non è delle più incoraggianti. «Gli Stati membri della Comunità — rileva Thomson — hanno reagito alla crisi di materie prime ritirandosi nei limiti nazionali». Si è così accesa una «gara di egoismi» che minaccia di far risorgere le barriere rimosse con tanta difficoltà negli ultimi due decenni. Si va diffondendo — è l'amara conclusione di Thomson — uno «spirito di insano nazionalismo» sia economico che politico. Una «strategia della solidarietà europea» in realtà non è stata ancora elaborata. Quando vorremo fermarci a vedervi, dovremo fermarci a metà strada — secondo l'opinione di George Thomson — tra due poli opposti: un idealismo così straito da risultare irrealistico e una serie di soluzioni di tipo burocratico del tutto inadatte a riconquistare e rivitalizzare l'immaginazione dei popoli della Comunità e dei relativi Governi.

Sul rischio di un «affievolirsi» della prospettiva europea si è fermato anche l'on. Francesco Compagna, sottosegretario per gli Interventi straordinari nel Mezzogiorno. «Dove mai può portare — egli si è chiesto — l'incontrollato e l'incontrollabile scatenamento, in Europa, degli egoismi nazionalisti? Non ci facciamo nessuna illusione che il Mezzogiorno e l'Italia — ha proseguito — possono ricevere vantaggi da una alternativa antichica o da una alternativa mediterranea come farneticano taluni, a destra pensando alla Spagna, a sinistra pensando agli arabi». Sostiene una ripresa vigorosa del processo unitario può evitare all'Europa un'irrimediabile emarginazione e lo smarrimento di ogni residua indipendenza. Un accordo soddisfacente sul problema del fondo regionale — ha proseguito l'on. Compagna — potrebbe essere l'ultima occasione per correggere, con una indicazione in senso centripeto, lo scatenamento delle forze centrifughe che oggi si lamenta. Quando questo accordo fosse concluso in modo soddisfacente, si potrebbero sbloc- care sia il discorso sulla politica comune per l'energia, che il discorso sul passaggio alla seconda tappa dell'unione economica e monetaria. Ma se l'accordo non si dovesse trovare, ha concluso il sottosegretario Compagna, si spegnerebbero le luci: a Bruxelles e non solo a Bruxelles.

**Ricchi e poveri**

Nell'ambito delle preoccupazioni e degli impegni per l'Europa risulta il drammatico problema del «rapporto tra ricchi e poveri». La Banca europea degli investimenti, primo strumento comunitario creato per favorire la riconversione e lo sviluppo delle zone depresse, ha concesso — ha affermato il dott. Renato Ruggiero, direttore generale per la politica regionale della CEE — prestiti al Mezzogiorno d'Italia per circa mille miliardi di lire. Ora del Fondo, che probabilmente verrà istituito tra una settimana, dovrebbero avvalersi l'Irlanda, le zone depresse del-

la Gran Bretagna e, soprattutto, il Mezzogiorno d'Italia «dove si riscontra il più grave sottosviluppo economico a carattere strutturale». La prospettiva di beneficiare delle risorse comunitarie, ha però agitato il dott. Ruggiero, sono legate, per il Mezzogiorno, alla sua capacità di dimostrare di «essere in grado di spendere bene e subito».

All'efficienza ed alla necessità di verificare una politica di pianificazione si è richiamato anche il dott. Umberto Agnelli, amministratore delegato della Fiat. Agnelli è partito da un'analisi delle condizioni del Sud («per tanto tempo oggetto di un ridondante esercizio retorico») condizioni che hanno modificato. Il Sud, ha detto l'amministratore della Fiat, ha continuato a pagare per lo sviluppo italiano, restando in condizioni subalterne

e marginali». Ora « il Mezzogiorno deve essere considerato area europea, soggetto attivo e partecipe nella politica regionale e comunitaria ». Il Sud, ha aggiunto Umberto Agnelli, « dovrebbe giocare le sue carte di fronte all'Europa come area ordinata e organizzata, dotata di chiarezza amministrativa, di competenza omogenea, di infrastrutture sufficienti, di programmi tecnicamente validi e aggiornati, non solo per il proprio sviluppo, ma per rilanciare la ripresa di tutto il Paese ».

Il convegno europeistico del Maschio Angioino è stato promosso, sotto il patronato del presidente della Repubblica Giovanni Leone, dall'Unione degli Industriali di Napoli che così ha inteso celebrare il trentennale della sua fondazione. In apertura dei lavori, ha appunto, illustrato gli scopi del convegno (« vitalizzare la preoccupante fase, contrassegnata dalla stagnazione e dalla penuria di iniziative, attraverso un vasto programma di attività economiche a sfondo europeo ») il presidente degli Industriali napoletani, ing. Carlo Brancaccio. « Non è senza significato — egli ha detto — che questo convegno si svolga nel Mezzogiorno, in una Regione nella quale si sommano gli squilibri delle regioni agricole sfavorite con quelli delle zone di vecchia industrializzazione, e in una città che presenta, in forma esasperata, tutti i gravi problemi della congestione urbanistica di un'area metropolitana ».

### Progetto regionale

Sono seguiti gli interventi di due esponenti di quest'area: il prof. Giovanni Principe, assessore alla Programmazione Urbanistica del Comune di Napoli, e il presidente della Regione Campania, prof. Vittorio Cascetta. « Tutti gli impegni della Civica Amministrazione — ha detto il prof. Principe — penso si inseriscano puntualmente nelle direttive e negli auspici della Comunità economica europea e, in particolare, nei fini e negli obiettivi della politica regionale ». Il prof. Cascetta ha affermato che all'assetto politico e sociale dell'Europa è legato, forse, il reale e definitivo riscatto del Mezzogiorno. « Verso questo riscatto, ha proseguito, la Campania è protesa con l'avvio di un progetto regionale di sviluppo per il quale molto si at-

tende dal sostegno e dal contributo di esperienza e di risorse espresso dalla grande apertura regionale della politica comunitaria ».

L'ing. Renato Lombardi, presidente della Confindustria, ha espresso il forte disagio degli operatori economici. « Le susseguenti crisi monetarie, ha detto, l'andamento erratico dei mercati delle materie prime ed agricole, la bruciante crisi del petrolio e dell'energia cambiano, con rapidità senza precedenti, le situazioni e gli stessi presupposti sui quali si fondava l'attività degli operatori economici. Sarebbe stato necessario — ha concluso che l'Europa si presentasse a questa sfida unita ed articolata in strutture efficienti ed autorevoli ».

### Spinte nazionalistiche

Sulla utilità, se ben manovrata, del Fondo regionale e sulla pericolosità delle spinte nazionalistiche si sono soffermati il sottosegretario inglese al Ministero dello sviluppo industriale Anthony Grant; il dott. Ulrich Everling direttore al

Ministero dell'Economia della Germania federale; Pierre Dupuy per l'assetto del territorio; Andrew Lyall delegato permanente del governo inglese presso la CEE.

Il prof. Giuseppe Petrini, presidente dell'IRI, all'ultimo momento (« per gravi impegni politici ») ha dovuto rinunciare alla partecipazione al convegno. Ha però affidato al dott. Carlo Meriano la lettura di un suo messaggio. In esso è detto, tra l'altro, che « il tipo di approccio seguito fin qui nel tentativo di costruire una unione economica e monetaria, rischia di risolversi in un progressivo disarmo dei principali strumenti di politica economica posti in essere dagli Stati nazionali nel quadro dei rispettivi interventi monetari e fiscali, e ciò senza che vi sia una contemporanea creazione di nuovi strumenti di intervento al livello comunitario, adeguati all'importanza ed alla complessità degli obiettivi perseguiti ».

Una distinzione tra politica regionale e strumenti che essa dovrebbe adottare è stata in-

trodotta, al convegno, dal dott. Enzo Giustino, consigliere incaricato dei problemi del Mezzogiorno in seno alla Confindustria. Riferendosi, inoltre al superamento degli squilibri territoriali nell'area comunitaria, Giustino ha tenuto a ricordare che « esso si impone non già in ossequio ad un principio di solidarietà, ma per un interesse precipuo della Comunità stessa: interesse che risulta evidente non soltanto per le esigenze sociali che posturano la realizzazione di standards di vita più elevati, ma anche per precise ragioni economiche ».

Su alcuni « errori di impostazione » che sono alla base dei problemi della politica regionale comunitaria, ha parlato il dott. Nino Novacco, presidente dello IASM. Il convegno si è chiuso con gli interventi del prof. Francesco Capotorti, ordinario di Organizzazioni Internazionali presso la Facoltà di Economia e Commercio di Napoli, e del dott. Manlio Geronzi, membro del Comitato economico e sociale delle Comunità europee.

Ermanno Corsi

**Occorre essere consapevoli che la crisi energetica può essere un momento di svolta — La prima esigenza è di promuovere un confronto aperto sulla realtà internazionale e sulle prospettive — La « fine del dopoguerra » non ha segnato l'inizio di un intervento attivo del nostro Paese - I rapporti con il Terzo mondo e il nostro ruolo nel Mediterraneo**

E' diventata ormai una tradizione: quando tra i partiti politici che si apprestano a dar vita a un governo si discute del programma, della politica estera si parla molto poco. Di questa affermazione si può trovare agevolmente prova rileggendo i discorsi programmatici del presidente del Consiglio designato davanti alle Camere. Non solo il tempo dedicato alla politica estera è minimo ma l'esposizione stessa di questa parte della attività che ci si impegna a svolgere è vaga, superficiale, retorica. E' come se tutti fossero d'accordo su alcuni cardini sostanziali e intoccabili. Niente di più contraddittorio con la vita politica del nostro paese e, almeno da alcuni anni, con la situazione internazionale. Sulla politica estera dell'Italia, infatti, le forze politiche si sono divise aspramente, grosse e impegnate battaglie sono state combattute ed esse investivano e investono anche scelte di fondo.

Il non aver tenuto conto in modo adeguato delle esigenze poste da questa realtà costituisce una delle cause del prezzo elevato che adesso si sta pagando. La sclerosi delle idee, delle iniziative, le notevoli carenze che oggi molti notano nel modo di essere presenti sulla scena internazionale sono in gran parte dovute alla tendenza a respingere confronti reali e a trovare momenti di sintesi sulle scelte che di volta in volta il nostro Paese si trovava e si trova a dover affrontare. E non soltanto confronti

e sintesi tra maggioranza e opposizione ma spesso anche all'interno della stessa maggioranza e persino dello stesso partito di maggioranza relativa.

Ma vi è dell'altro. Vi sono state e vi sono politiche estere parallele che raramente hanno trovato punti effettivi di convergenza e di coagulo. Esse verticano e vengono portate avanti non soltanto dalle differenti forze politiche ma anche da gruppi economici diversi. E' accaduto ad esempio che questo o quel gruppo industriale abbia « scoperto » per conto suo, a volte casualmente, possibilità di contatti vantaggiosi con paesi lontani e dove le rappresentanze diplomatiche italiane si limitavano a un ruolo di pura « routine ». E' accaduto, d'altra parte, che l'azione di questo o quel gruppo fosse talvolta in aperto contrasto con la politica dello Stato.

Un giovane diplomatico ci ricordava qualche giorno fa l'esempio clamoroso ed emblematico dello Zambia. In questo paese africano noi stessi avemmo modo di costatare qualche anno addietro la varietà e la consistenza degli interessi italiani. Tutto ha rischiato di andare all'aria a causa della partecipazione di un gruppo finanziario alla costruzione della diga di Cabontera Bassa. L'ambasciatore volenteroso, quanto ignorato, ha dovuto fare salti mortali per non compromettere gli interessi nazionali nello Zambia che è tra l'altro uno dei massimi produttori di rame del mondo. Ma chi leggeva i suoi rapporti? Chi si occupa-

pava di quel che egli diceva? Tra qualche tempo scopriremo forse che anche nel Kuwait operano imprenditori italiani. Ma chi si è occupato di ciò che scriveva il cancelliere che regge la nostra rappresentanza diplomatica in quel paese di cui solo in queste settimane s'è imparato a valutare il peso? Non solo letti ma distillati addirittura sono invece i rapporti che pervengono dalle nostre ambasciate a Washington, Londra, Parigi, Bonn e così via. Si può comprendere. Ma anche questo è pur sempre un sintomo di una concezione dell'azione internazionale dell'Italia che si limita a tener d'occhio i « poli », e non sempre con buoni risultati, perdendo spesso di vista tutto il resto. E' una concezione da correggere in modo radicale. E non già perché essi non sono tutto in un mondo che si avvia tutmultuosamente verso una nuova definizione dei ruoli, degli equilibri, dei rapporti.

C'è una polemica solterrena, ma abbastanza trasparente, all'interno della maggioranza, su chi aveva previsto e su chi non aveva previsto la crisi energetica. E' una polemica fuorviante. Quel che bisognerebbe comprendere, invece, è come mai in un paese come il nostro le forze di governo non abbiano visto, malgrado i « segnali » venuti da tutte le parti, che il rapporto paesi dello « sviluppo » paesi del sottosviluppo stava diventando sempre più precario, instabile, insostenibile.

E qui torna il discorso sulla assenza di confronti reali tra gli orientamenti delle differenti forze politiche, sulle politiche estere parallele, sulla necessità di momenti di convergenza e di sintesi. E tor- na, anche, il discorso che siamo andati facendo sul logorismo delle ipotesi sulle quali è stata basata la politica estera dell'Italia. Perché, in

definitiva, quando tutto o quasi tutto viene ridotto alla « scelta di civiltà », alla partnership, al « mondo pentagonale », si finisce inevitabilmente per autorestringere il proprio campo d'azione, per chiudersi in uno schieramento in cui le scelte vengono operate da altri. E' precisamente quel che sta accadendo in questi mesi, in queste settimane.

Leggiamo e ascoltiamo patetici lamenti sull'Italia e sull'Europa tagliate fuori dal Mediterraneo. Ma dov'è il segno di una azione reale, concreta, di lungo respiro dell'Italia e dell'Europa a noi in quest'area vitale? Eppure non erano mancati, in questi anni, e in particolare dopo la « guerra dei sei giorni » del 1967, suggerimenti, idee e proposte di interventi che consentissero all'Italia e all'Europa di assumere un ruolo importante non solo nella definizione delle condizioni della pace ma anche nella impostazione di un rapporto nuo-

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

1. *Unità*

di *Roma*

del *26-1-74*

vo tra aree di « sviluppo » e aree di sottosviluppo. Esse sono state lasciate cadere. E la ragione non sta nella difficoltà, che pure esiste, per paesi medi come il nostro di trovare uno spazio nelle zone di diretto interesse dei « grandi » ma nella vera e propria abdicazione, frutto della scelta di muoversi nell'orbita di un « grande », a portare avanti una politica estera nazionale e nella misura del possibile europea.

E' un errore storico in cui si sta ancora una volta ricadendo. Un sintomo si ricava dall'orientamento che emerge sulle colonne dei due massimi giornali del capitalismo italiano. L'uno ha sostenuto, in un editoriale di questi giorni, la necessità del « fronte unico » dell'Occidente nei confronti dell'Urss che manipolerebbe contro l'Europa il petrolio arabo. L'altro è portato a negare la gravità della crisi energetica per sostenere, in definitiva, che non occorre cercare un rapporto nuovo con gli arabi. Sono due tesi solo in apparenza contrastanti. In realtà entrambe portano ad accettare la « filosofia » del principe di Salina secondo cui tutto sta cambiando perchè nulla cambi. E' questa la « filosofia » che finirà con il prevalere anche questa volta? La nostra opinione è che niente sarebbe più nefasto per il nostro paese di un riflusso di tal genere.

La prima cosa da fare, se si vuole affrontare questa crisi con la consapevolezza che si tratta di un momento di svolta, è di promuovere una discussione ampia, di accettare un confronto reale, di procedere ad una analisi seria e rigorosa della realtà e delle prospettive. Qui non si tratta di mettere d'accordo, poniamo, il segretario generale della Farnesina con il direttore degli Affari politici e tutti e due con il consigliere diplomatico del presidente del Consiglio e con il consigliere diplomatico del presidente della Repubblica. Sono, probabilmente, persone egregie anche se il mancato coordinamento tra le loro iniziative può costituire e di fatto costituisce uno degli esempi di politiche parallele. Quel che si tratta di fare è definire al livello politico l'azione internazionale che si intende svolgere, esporla con chiarezza al Paese accettando il contributo che può venire da tutte le forze che hanno coscienza della serietà e della vastità del problema cui l'Italia è di fronte.

« Il periodo del dopoguerra nelle relazioni internazionali — ha detto una volta il presidente degli Stati Uniti — è

che si tratta di comprendere, ognuno dal proprio angolo visuale. Per l'America l'affermazione di Nixon si è tradotta in una serie di iniziative che tendono a porre su basi più solide la presenza degli Stati Uniti nel mondo e la loro egemonia sugli alleati occidentali. Di qui gli accordi con l'Urss, l'apertura alla Cina, la diplomazia di movimento ovunque, l'aggressione economica all'Europa e al Giappone. Non sono scelte pragmatiche. Sono scelte pianificate cui si accompagna una estrema flessibilità tattica.

Cosa ha significato, invece, per l'Italia la « fine del periodo del dopoguerra nelle relazioni internazionali »? Ecco lo interrogativo da cui bisogna partire. La risposta che si può dare sulla scorta dei fatti è tutt'altro che soddisfacente. E' mancata, prima di tutto, una visione strategica, a lungo respiro, dell'azione internazionale del nostro paese. Una visione strategica, vogliamo dire, basata sulla consapevolezza della situazione e delle prospettive aperte, appunto, dalla « fine del dopoguerra ». Di qui il ritardo con cui sono stati compiuti gesti in sé positivi come, ad esempio, il riconoscimento diplomatico della Repubblica popolare cinese, della Repubblica democratica del Vietnam e della Repubblica democratica tedesca. Di qui anche la perdurante oscillazione, malgrado il considerevole volume degli scambi, nei rapporti con il mondo socialista europeo, l'incertezza nella politica verso la Cina seguita agli entusiasmi dei primi promettenti contratti, il vuoto pauroso dell'azione in aree immense del terzo mondo, l'incerto atteggiamento all'interno di una Europa a nove che non si sa se viene vista come una pura e semplice appendice degli Stati Uniti oppure come una grande entità economica e politica autonoma e non necessariamente in conflitto con gli Stati Uniti.

E' una carenza che si avverte in modo acuto ancora oggi. Lo si comprende facilmente da discorsi, anche recenti, di persone che hanno responsabilità diretta nella politica estera del nostro paese. Da questi discorsi emerge chiaramente una tendenza a basare tutto sulla speranza che la crisi passerà senza danni e che quando sarà passata tutte le fila disperse adesso finiranno per il ricostituirsi. Così viene fuori l'appello generico alla necessità di « visioni integrate » tra mondo dello « sviluppo » e mondo del sottosviluppo, tra Europa e Stati Uniti, tra Francia e Repubblica federale tedesca, e così via. Trasparente è in questa concezione l'errore di ottica in cui si rischia di ricadere. Senza arrendersi, in-

fatti, alla tentazione dell'ognuno per sé bisogna tuttavia rendersi conto del fatto che, ad esempio, si può andare incontro a gravissime delusioni quando si continua a vedere il rapporto tra mondo dello « sviluppo » e mondo del sottosviluppo in termini di volume di « aiuti ».

Sono vent'anni che l'Occidente persegue questa politica. I risultati sono il pauroso aumento del divario e la crisi tra paesi produttori e paesi consumatori di materie prime. Certo, l'Italia di oggi non può porsi l'obiettivo di cambiare la natura e l'ottica dell'Occidente. Ma quel che può fare è avere una propria ottica e sostenerla in tutte le sedi.

Il ministro degli Esteri Moro si appresta a compiere un viaggio in alcuni paesi produttori di petrolio. E' una buona cosa. Quel che si tratta di fare, nel corso di questo viaggio, è non solo cercare di assicurarsi forniture di petrolio, ma anche tentare di capire a fondo su quali basi dovranno essere impostati in prospettiva i rapporti tra l'Italia e questi paesi. Può essere una occasione importante che ci potrà servire per rivedere tutta la politica verso il terzo mondo. Questo infatti è uno dei nodi da sciogliere se si vuole far fronte con la lucidità necessaria all'epoca nuova che si è aperta nelle relazioni internazionali.

Gli altri nodi riguardano i nostri rapporti all'interno del mondo di cui facciamo parte. Anche qui è essenziale valutare in modo accurato lo stato reale della situazione e da questo partire per cominciare ad operare una indispensabile revisione. Ciò riguarda, evidentemente, in primo luogo i rapporti tra l'Europa e gli Stati Uniti.

**Alberto Jacoviello**

FINE. (I precedenti articoli sono stati pubblicati il 23 e il 25 gennaio).

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Resto del Carlino* di *Bologna* del *26-1-74*

ROTTURA IN VISTA COI SINDACATI

## Volkswagen: pericoli per l'occupazione

**L'azienda sembra decisa a non accogliere le richieste per il rinnovo del contratto di lavoro - Possibili scioperi**

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

Bonn, 25 gennaio

Un energico richiamo al senso di responsabilità dei Sindacati è stato pronunciato oggi dal presidente della Volkswagen, Rudolf Leiding. «Se dovessimo accogliere anche solo un terzo delle rivendicazioni avanzate, la nostra azienda sarebbe destinata al fallimento» ha detto il capo del più grosso complesso industriale della Repubblica federale tedesca. E ha aggiunto con vigore: «Lotterò per evitare la catastrofe — se dovesse essere necessario — sino alla rottura, sino allo sciopero».

L'accento allo sciopero è sintomatico di una preclusione a cedere «oltre i limiti del tollerabile». I Sindacati dei metallurgici, che in questi primi giorni di gennaio sono impegnati nel rinnovo dei contratti di lavoro scaduti alla fine dell'anno, sono avvertiti. Il presidente del gigante dell'automobile europeo non si tirerà indietro nella prospettiva di un'astensione dal lavoro, arma alla quale nella Germania Ovest si ricorre con

estrema rarità, in casi assolutamente eccezionali dopo il fallimento delle mediazioni ai più diversi livelli. Le rivendicazioni principali si riassumono in una richiesta di aumenti del 19 per cento. Se accolte gli oneri per il personale supererebbero del 40 per cento quelli dell'anno scorso. In una lettera indirizzata ai 125 mila impiegati dell'azienda il presidente della Volkswagen ha sottolineato nei giorni scorsi i pericoli per l'occupazione. Gli aumenti costerebbero un miliardo e mezzo di marchi, ai quali si aggiungerebbe mezzo miliardo per il rincaro del materiale fornito dalle ditte collegate. Risultato: ogni vettura dovrebbe costare almeno mille marchi di più, duecentocinquanta mila lire.

Leiding, che parlava a Francoforte, ha tracciato un bilancio del passato e previsioni per il futuro: 2 milioni e trecentomila autoveicoli costruiti nel '73 (più del 6 per cento) e 17 miliardi (di marchi) di fatturato, un miliardo in più rispetto al '72. Egli ha

anche annunciato il varo di quattro nuovi modelli per il 1974. Si parla molto di un tipo «super-economico», cilindrata 900 cc, in grado di fare cento chilometri con 5,8 litri di benzina e dunque particolarmente indicato per il mercato europeo dati i rincari della benzina e la tendenza alle basse cilindrate. Il presidente della Volkswagen ha però affermato che nessun modello potrà essere costruito ai prezzi estremamente competitivi del glorioso Maggiolino. Aumenti sono stati definiti «inevitabili».

Il quadro generale del settore è tutt'altro che rassicurante. L'industria dell'automobile è la più duramente colpita dalla crisi energetica: i limiti di velocità perdurano e la benzina costa sempre di più. Il mercato è fermo. Ci sono quattrocentomila auto nuove invendute e oltre un milione di usate che attendono un compratore. Tre milioni e mezzo di lavoratori vivono di automobile.

Cesare De Carlo

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Secolo d'Italia* di *Roma* del *26-1-74*

ABBANDONATI A SE STESSI I CONNAZIONALI ALL'ESTERO

# L'Italia matrigna con i nostri emigrati

In un'intervista ad un giornale di Francoforte del Segretario dei Comitati Tricolore, Tremaglia, denunciate le responsabilità e le carenze delle autorità diplomatiche e consolari - Il governo ha il dovere di intervenire a difesa della dignità, della libertà e dei diritti dei lavoratori italiani - Il grave problema del reinserimento in Patria - La vasta azione svolta dal CTIM

La sempre più crescente attività del CTIM fra gli emigranti, ha suscitato vasto interesse nell'ambiente che si interessa dei problemi dei nostri lavoratori all'estero. Interesse che va al di là di ogni concezione politica, dimostrando così lo spazio politico che i Comitati Tricolori nel mondo si sono guadagnati proprio con l'intransigente azione di lotta che i numerosi lavoratori aderenti al CTIM svolgono in ogni parte del mondo.

Riteniamo interessante riportare l'intervista che l'on. Mirko Tremaglia ha concesso al « Corriere d'Italia », settimanale italiano di Francoforte e molto vicino agli ambienti ufficiali della Farnesina.

**Domanda** — On. Tremaglia, il mondo dell'emigrazione soffre una vasta serie di problemi per la cui soluzione si rende necessario il concreto apporto — non solo a parole — di tutte le forze politiche la soluzione positiva dei problemi stessi. Quale soluzione propone il Suo partito?

**Tremaglia** — Purtroppo la drammatica situazione in cui si trovano i nostri emigranti all'estero sta peggiorando in maniera spaventosa. Troppo spesso i nostri connazionali vengono abbandonati a se stessi, senza alcuna protezione diplomatica e senza sufficienti garanzie di sicurezza sociale. E la politica finora seguita ha provocato seri problemi sia di ordine materiale che morale. Eppure per i loro sentimenti, per le eccezionali opere realizzate ovunque e per gli interessi morali e materiali che i nostri numerosi connazionali interpretano, per le rimesse di centinaia di miliardi che ogni anno trasferiscono in Italia, il nostro Governo

ha il dovere sacrosanto di intervenire in maniera più efficiente per la difesa della loro libertà e di tutela dei loro diritti. Pertanto il MSI-DN si impegna con la propria classe dirigente in una battaglia sempre più decisa a favore degli italiani nel mondo allo scopo di individuare in termini precisi una politica per gli emigrati e proporre di conseguenza, sia attraverso l'azione parlamentare, sindacale nonché attraverso studi, ricerche, convegni, manifestazioni ecc., le soluzioni migliori. In sintesi la nostra azione è principalmente volta a risolvere i seguenti problemi: rientro in patria, dignità nazionale, sicurezza sociale, difesa della nostra cultura e l'esercizio del diritto di voto (che i comunisti hanno costantemente negato) protezione ed assistenza all'estero.

**Domanda** — On. Tremaglia vuole meglio spiegarci come e attraverso quali mezzi si possono raggiungere i risultati che Lei propone?

**Tremaglia** — La materia, per la vasta e complicata serie di implicazioni di varia natura, non si presta a risposte troppo sintetiche. Comunque questi, a mio avviso, sono i punti basilari dai quali deve partire il riscatto dei nostri connazionali costretti a vivere — soltanto per mangiare — in terra straniera.

1) Politica di pieno impiego all'interno. Si tratta cioè di determinare una politica di pieno impiego, sino ad oggi fallita e che tende ad affrontare e superare le cause di fondo del fenomeno migratorio disordinato e come dicevo prima, neanche assistito.

Tale politica dovrebbe avere come fine ultimo il rientro dei nostri emigrati, assicurando loro, ovviamente, una possibilità concreta di lavoro. Far cessare la fuga di cervelli e di braccia, condizionando il governo ad una vera programmazione economica sociale, rappresenta uno dei nostri obiettivi.

2) Protezione ed assistenza all'estero. Purtroppo le attuali strutture non sono in grado di assicurare un'adeguata assistenza e protezione ai nostri connazionali in terra straniera. Il mio pensiero in merito è quello che all'estero bisogna promuovere una più consistente azione di protezione e di difesa morale e materiale dei nostri connazionali, in spirito di collaborazione con i paesi ospitanti, ma nello stesso tempo battersi con l'intransigenza, se occorre, per il rispetto delle leggi e convenzioni internazionali per rivendicare sempre: la libertà di movimento e di resistenza, di opinione e di espressione, di riunione e di associazione, il diritto a ricevere ed a diffondere informazioni ed idee, il diritto alla parità di trattamento ed alla sicurezza sociale dei nostri lavoratori e delle loro famiglie.

**Domanda** — Cosa può dirci in merito alla questione degli alloggi, problema che attanaglia molti nostri connazionali?

Ritaglio dal Giornale

Tremaglia. — In proposito vi sono nostre prese di posizione ufficiale, come quella di Stoccarda ed interventi al Parlamento italiano ed Europeo perché si giunga alla eliminazione, laddove ancora esistono, dei quartieri, delle baracche, segni di intollerabile segregazione ed inciviltà, ed attraverso la vigilanza degli organismi internazionali, si costruiscano alloggi dignitosi dove il lavoratore possa riunire la propria famiglia. Occorre stabilire per legge agevolazioni per l'acquisto, la costruzione o l'ammodernamento od ampliamento della casa per quanti ritornano in patria e partecipazione, con riserva percentuale ai concorsi per le case popolari, così come avviene per la categoria dei profughi, per coloro che sono rimasti cinque anni all'estero.

Domanda. — Fra tanti, il problema della scuola e della qualifi-

cazione professionale, assume giorno per giorno importanza. L'urgenza di intervenire in maniera concreta non ammette ulteriori deroghe. Qual è il Suo pensiero al riguardo?

Tremaglia. — A questo proposito, la prima cosa da ricordare è che non vi è assistenza scolastica a sufficienza (solo l'uno per cento dei figli degli emigrati su 350.000 in età di obbligo scolastico riesce a frequentare una scuola italiana in Europa). E' necessario aumentare i fondi stanziati (solo 8 miliardi di lire contro 800 miliardi di rimesse) per applicare la legge 153 del 1971, ed eliminare, con un centro di coordinamento, la confusione anche di competenza del Ministero degli Esteri e della Pubblica Istruzione. E' poi necessario dare vita alle biblioteche ed agli istituti di cultura per ogni sede di agenzia consolare, riorganizzando, con nuove strutture e mezzi, la « Dante Alighieri». Per quanto riguarda la qualificazione professionale dei lavoratori ritengo che la sola strada da seguire, è quella della programmazione, dello sviluppo e del coordinamento, su vasta scala e con responsabilità dirette del Ministero del Lavoro. E' necessario altresì, istituire un centro direzionale d'intesa tra il Ministero del Lavoro e il Ministero degli Esteri, affinché i nostri emigrati possano partire con regolare contratto e non come accade ora senza alcun controllo e spesso indifesi di fronte allo sfruttamento straniero.

L'intervista che si conclude qui ha destato molto interesse negli ambienti italiani in Germania al punto di guadagnare alcuni elogi persino da alti funzionari dell'Ambasciata a Bonn, questo certamente dispiacerà ai signori della Farnesina che ormai considerano la emigrazione come la cenerentola italiana.

BRUNO ZORATTO

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale de globo di Roma del 26-1-76

ESAMINATI DA RUMOR

# Problemi e prospettive di lavoro in Australia

## L'emigrazione verso l'Australia aumenterà

I problemi riguardanti le condizioni di lavoro degli emigrati italiani in Australia sono stati al centro di un incontro ieri al ministero del Lavoro, fra il ministro Bertoldi ed il ministro Australiano per l'emigrazione Grassby, che è in visita ufficiale in Italia e che ha incontrato anche il presidente del Consiglio, on. Rumor.

Nel corso del colloquio - riferisce un comunicato ministeriale - il ministro Bertoldi ha prospettato «l'opportunità di addivenire in breve tempo alla definizione di una convenzione in materia di sicurezza sociale».

A tale fine - aggiunge il comunicato - un esperto del competente ufficio australiano verrà in Italia nei prossimi giorni e per prendere contatto con i ministeri competenti.

Successivamente l'ospite ha avuto un incontro col ministro Gullotti. Si è convenuto di sviluppare la cooperazione economica, in special modo nei settori industriale energetico ed agricolo alimentare.

ESAMINATI DA RUMOR

# Problemi e prospettive di lavoro in Australia

*Il ministro per l'immigrazione australiano ha illustrato i programmi del suo governo per i lavoratori italiani*

I problemi dell'emigrazione italiana in Australia sono stati esaminati ieri dal presidente del Consiglio Rumor, che ha ricevuto a Palazzo Chigi il ministro federale australiano per l'immigrazione, Albert Grassby. Erano presenti alla conversazione, da parte australiana, il segretario generale del ministero dell'Immigrazione, Robert Armstrong e l'ambasciatore a Roma, Malcom Richard Booker; da parte italiana, il consigliere diplomatico del presidente del Consiglio ministro Petrucci.

Dopo il lungo cordiale colloquio con Rumor la delegazione australiana è stata ricevuta dal ministro del Lavoro Bertoldi.

Nonostante l'inflazione che l'anno scorso è stata del 13,2 per cento e che quest'anno, secondo le previsioni degli esperti, è destinata ad aumentare, l'industria australiana è in piena espansione. La visita in Italia del ministro dell'immigrazione australiano Albert Grassby è una prova e una conseguenza indiretta di questa situazione quasi unica al mondo.

L'Australia che all'inizio del 1973 sembrava più preoccupata della qualità che della quantità degli emigrati e lamentava l'altissimo numero dei rimpatri (circa il 25 per cento degli arrivi) cercando di ovviarvi con una scelta e una informazione più accurata dei candidati all'emigrazione, sta lentamente tornando a una politica di immigrazione massiccia.

All'interno del governo e di alcuni circoli scientifici c'è ancora chi considera la difesa dell'ambien-

te compromessa da un'immigrazione che grava eccessivamente sulle risorse e le infrastrutture del paese: non mancano infine coloro che sostengono che l'immigrazione è sinonimo d'inflazione e come tale va ancora ridotta e controllata.

Sta di fatto che mentre nessuno all'inizio dell'anno scorso aveva obliato sul drastico taglio imposto dal nuovo governo laburista sulla quota d'immigrazione, adesso l'ufficio governativo per la pianificazione delle immigrazioni ha consigliato al governo di reclutare nei primi sei mesi del 1974 almeno 20 mila immigrati in più: dai 110 mila previsti a 130 mila.

Anche i sindacati e le associazioni dei datori di lavoro hanno fatto loro le raccomandazioni dell'ufficio governativo e l'industria australiana — tradizionalmente nemica dei laburisti — sta dando coi fatti completa fiducia al governo Whitlam investendo in nuovi impianti e beni strumentali più di quanto ha speso due anni fa sotto il governo liberale. Il tesoriere Crean è stato ispiratore di due rivalutazioni del dollaro australiano e di due riduzioni sostanziali delle tariffe doganali ma si rifiuta, almeno fino ad oggi, di adottare le « medicine » classiche dell'economia liberale: raffreddare la domanda aumentando le tasse e creando la disoccupazione.

Il problema del 1974 continuerà ad essere la scarsità di manodopera e di alcuni beni di consumo, accompagnati da inflazione. Crean ha preferito punta-

re sullo sviluppo del Paese piuttosto che minacciare il lavoro e il tenore di vita dei lavoratori australiani. La visita del ministro Grassby, noto amico dell'Italia, va vista alla luce di questo nuovo sviluppo economico. Grassby vuole più immigrati italiani, soprattutto dalle zone della Calabria e del Veneto che egli visiterà nei prossimi giorni.

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Tempo* di *Roma*

del 26-1-74

**In visita in Italia  
il Ministro  
australiano  
per l'immigrazione**

E' giunto a Roma ed è stato ricevuto dal Presidente del Consiglio Rumor e successivamente dal Ministro del Lavoro Bertoldi, il Ministro federale australiano per l'immigrazione, Albert Grassby.

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Giorno* di *Milano* del *26-1-74*

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII  
27-1-74

## MINISTRO AUSTRALIANO DA RUMOR E BERTOLDI



ROMA - Il presidente del Consiglio, Mariano Rumor, ha ricevuto ieri il ministro australiano per l'Immigrazione, Albert Grassby, in visita ufficiale in Italia. Era presente anche l'ambasciatore australiano a Roma. Successivamente Grassby ha incontrato il ministro del Lavoro, Bertoldi. Nella foto, Rumor riceve il ministro australiano



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere degli Italiani di Lugano* del *27-1-76*

## IL PUNTO

### I diritti politici degli emigrati svizzeri

Il governo svizzero sta conducendo in questi giorni un'ampia consultazione su un progetto di legge federale, dove sono regolati i diritti politici degli emigrati svizzeri. Il progetto è il frutto di proposte formulate da una commissione federale, presieduta dal ministro Maurice Jaccard. Nel suo rapporto, la commissione Jaccard si esprime per il diritto integrale di voto su questioni nazionali, incluso il diritto di firmare iniziative o referendum popolari, senza bisogno che il cittadino emigrato rientri in patria.

Una ricca serie di organizzazioni politiche, sociali ed economiche ha accolto favorevolmente l'iniziativa e ritiene giusto che anche i cittadini emigrati partecipino responsabilmente a delineare la volontà politica del paese.

Evidentemente, la solu-

zione di questo grosso problema interessa pure gli emigrati stranieri in Svizzera. In primo luogo perché auspicano che, con lo stesso convincimento etico del rispetto e della promozione della libertà altrui, la società organizzata svizzera prenda seriamente in considerazione i diritti civili, sociali e politici di chi direttamente contribuisce allo sviluppo sociale ed economico del paese. La commissione federale Heil dovrebbe prenderne atto e affrontare la questione, anche se i suoi rapporti vengono poi lasciati ammuffire nella scrivania di qualche consigliere federale. In secondo luogo, perché l'iniziativa potrebbe stimolare il governo italiano ad uscire dal proprio letargo per affrontare decisamente il diritto di voto ai cinque milioni e più di italiani che sono costretti a vivere all'estero.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Profano (The American)* di *New York* del *23-1-74***EDITORIALE*****Gli italo-americani nella nuova  
amministrazione di New York***

I quadri dell'amministrazione municipale di New York sono virtualmente completati ed esaminandoli dobbiamo congratularci con il sindaco Beame per i criteri adoperati nella scelta dei suoi collaboratori. Nel passato si era venuta determinando una tendenza a nominare a posti importanti individui i cui titoli di merito erano più politici che tecnici: si guardava insomma più alla affiliazione di partito e al peso del nome sul mercato elettorale che alla competenza. Il nuovo sindaco ha rinunciato a questi criteri e ha restaurato la pratica di valutare i suoi collaboratori in base al merito e alla preparazione. Ha creato, insomma, una amministrazione di persone adatte alla soluzione dei problemi di loro competenza.

Notiamo, con vivo compiacimento, che tra queste persone ci sono molti italo-americani. E il compiacimento è tanto più vivo in quanto ognuno di essi è un individuo serio, onesto, preparato e meritevole, sotto tutti i punti di vista, della carica che occupa.

Philip Laganà, presidente della commissione municipale delle tasse, ha 52 anni, è laureato in legge e proviene dal settore giudiziario dove ha acquistato alti titoli di distinzione per la sua onestà, il suo zelo e la sua efficienza.

Anthony Vaccarello, quarantottenne, assistente del sindaco, ha la laurea in ingegneria, è stato architetto navale nei cantieri di Brooklyn, e dal 1953 in poi ha occupato varie cariche legate alla sua professione di ingegnere e architetto nel Borough di Brooklyn.

John Zuccotti, presidente della commissione del piano regolatore della città, ha 37 anni, ha la laurea in legge dell'Università di Yale e ha cominciato a interessarsi di costruzioni e pianificazioni dopo aver seguito dei corsi all'Istituto di Tecnologia del Massachusetts. Zuccotti ha organizzato, pianificato e lotizzato una intera città nella Guiana e ha ricoperto anche cariche importanti a livello federale e statale. Egli è il primo italo-americano che ricopre la carica di presidente della commissione del piano regolatore e la sua nomina ci sembra molto significativa e profondamente simbolica: perché New York, come tutti sanno, è stata costruita in gran parte col lavoro degli immigranti italiani, i quali hanno scavato tunnel, lastricato strade, eretto grattacieli e nelle sue mura c'è il loro sangue e il loro sudore. Chi altro, meglio di uno che si chiama Zuccotti, o Vaccarello e con un altro nome italiano, può amare quelle mura e migliorare la struttura della città?

Credenziali egualmente imponenti hanno Vito Fuscella, commissario della marina e della aviazione, Nicholas Scoppella, commissario delle investigazioni, Anthony Ameruso, commissario per le autostrade e altri che per ragioni di spazio non possiamo elencare.

Il sindaco Beame non ha - e questo è stato detto e ridetto nel passato - doni carismatici. Non ha glamour, cioè quegli adornamenti esteriori fatti da inutili pennacchiere svolazzanti, in senso letterale e figurato, che rendono un uomo impressionante e pittoresco. Ma ciò che gli manca nell'apparenza lo possiede, e in misura notevole, nella sostanza. Egli ha un senso realistico dei problemi, un forte acume nella scelta degli uomini, una grande onestà e molto spirito pratico. È un sindaco senza demagogia che, senza trombe e fanfare, invece di teorizzare sui problemi, si rimbocca le maniche insieme ai suoi collaboratori e comincia ad affrontarli e a risolverli. È il sindaco di cui, appunto, la città aveva bisogno...

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unione Sarda* di *Cagliari* del *27-1-76*

### A Ginevra l'assemblea degli emigrati

Roma, gennaio  
I responsabili del settore emigrazione delle Acli, della Federazione italiana lavoratori emigrati e loro famiglie (Filef), dell'istituto Fernando Santi e dell'Unione nazionale associazioni immigrati ed emigrati (Unaie) si sono riuniti per prendere in esame lo stato della preparazione dell'assemblea unitaria dell'emigrazione in Svizzera per definire la piattaforma programmatica.

L'assemblea si svolgerà a Ginevra domenica 17 febbraio, con inizio alle 9,30 nella sala comunale di Plainpalais, in rue de Carouge. Le quattro organizzazioni hanno proposto all'assemblea i seguenti temi: La situazione dell'emigrazione italiana in Svizzera e il movimento per un nuovo accordo di parità; lo statuto dei diritti e una nuova politica dell'emigrazione; la conferenza nazionale dell'emigrazione, politica delle riforme e dello sviluppo in Italia.

Le Acli, la Filef, l'istituto Santi e l'Unaie hanno deciso di invitare all'assemblea le forze politiche e sindacali democratiche dell'Italia e della Svizzera, i rappresentanti dei due governi, le autorità della Cee, le regioni, il Bit, il Consiglio mondiale delle chiese e le altre organizzazioni internazionali.

Ritaglio dal Giornale

« MESSAGGIO POLITICO » DELLA COMMISSIONE ESECUTIVA DELLA CEE

# Da Bruxelles la denuncia sui mali dell'Europa

DAL NOSTRO CORRESPONDENTE  
Bruxelles, 26 gennaio.

Domenica scorsa venti governano, verso le sei del pomeriggio, il presidente della Commissione esecutiva della Comunità Europea, il francese Xavier Ortoli, convocò d'urgenza i suoi dodici colleghi. Il giorno — domenica — e l'ora — poco prima di andare a cena — erano insoliti. C'era poi il rischio che non tutti i membri del collegio fossero a Bruxelles: l'inglese Christopher Soames, rispettando fino in fondo il suo titolo di baronetto, spesso e volentieri il sabato e la domenica si reca ad Ascot dove corrono i cavalli della sua scuderia, l'italiano Scarascia Mugnozza di tanto in tanto coglie l'occasione del fine settimana per fare un viaggetto a Brindisi e rivedere così gli amici democratici cristiani che lo ricordano attivo segretario della locale sezione del volandese Larimois non disdegnò le visite alle fattorie modello dell'entroterra di Amsterdam. E così via, la regola vale per tutti, basta soltanto individuare gli hobbies di ciascuno.

Ortoli fu invece fortunato. Nessuno dei suoi colleghi si era mosso da Bruxelles. Il giorno prima la Francia aveva annunciato il distacco del franco dal «serpente» e la relativa fluttuazione libera sul mercato dei cambi. La decisione del governo di Parigi era stato un duro colpo alla unione economico-monetaria della CEE. Tutti si rendevano conto della gravità del momento. E furono felici della convocazione del presidente. Lo spettacolo era quasi suggestivo: il Berlaymont, l'ormai palazzetto di vetro e cemento che ospita i servizi della Commissione esecutiva, era illuminato a giorno. Il «molo dell'Europa», come viene

chiamata non senza una punta di ironia la Commissione esecutiva, stava lavorando. Ortoli raccontò ai suoi colleghi il contenuto del colloquio che aveva avuto il giorno prima col ministro francese delle finanze, Giscard d'Estaing. Si mostrò molto preoccupato, anche se i suoi commenti sulla strategia monetaria dell'Eliseo erano improntati alla massima cautela. Disse però che la Commissione esecutiva doveva pur fare qualcosa, un tentativo per riadattare la situazione, un'azione di forza per far uscire l'Europa comunitaria dalle secche di una crisi che rischiava di essere mortale.

## Responsabilità

Tutti i commissari furono concordi con Ortoli. Le sue parole avevano colpito nel segno e suscitato una certa quiete e emozione. Naqae così, dopo un breve dibattito, l'idea del «messaggio politico» da indirizzare al Consiglio dei ministri della CEE e ai governi dei nove paesi membri. Una denuncia vera e propria delle cause che hanno frenato il processo di integrazione europea. Se non altro per mettere gli stanchi governanti d'Europa di fronte alle loro responsabilità.

Ortoli chiese la collaborazione dei colleghi. «Voglio da tutti voi — disse — uno sforzo di immaginazione. Mettere per scritto le vostre idee, i temi che ritenete al più presto. Da esse tireremo fuori il documento finale». Così, in questa settimana, sul tavolo del presidente sono pervenute le varie proposte. Oggi e domani Ortoli se le studierà una per una. Lunedì e martedì, quando la Commissione sarà tornata a riunirsi, sarà elaborato il documento. E il «mes-

saggio politico» vedrà la luce. La iniziativa di Ortoli è sembrata subito ottima. Un passo politico importante, l'inizio di una vera e propria battaglia. Purtroppo — almeno così si sussurra nei corridoi del Berlaymont — le forze conservatrici, passati i primi entusiasmi, scatenarono la contro-offensiva. Con il rischio che il «messaggio politico» si traduca in un documento vuoto e privo di significato. E' di un certo interesse vedere quali sono, all'interno della commissione esecutiva, gli schieramenti, quali forze si scontrano e perché. Con tutte le sfumature e le imprecisioni del caso possiamo comunque ipotizzare due gruppi contrapposti: l'ala cosiddetta di retroguardia e l'ala avanzata.

Alla prima appartengono il tedesco Hoyerkamp, il danese Goundelack e il belga Simonet. Essi vengono comunemente indicati come i tre tecnocrati dell'esecutivo.

Hoyerkamp, pur appartenendo al partito socialdemocratico, nello stesso tempo, respingendo l'atteggiamento critico verso l'Europa del ministro tedesco delle finanze Schmidt, non è tanto favorevole al cambiamento radicale dei meccanismi istituzionali della CEE. Goundelack è un fedele interprete della lezione socialista svedinese e teme le reazioni dell'opinione pubblica del suo paese che non ha mai visto tanto di buon occhio l'ingresso della Danimarca nella CEE.

Simonet — di lui si parla come del prossimo primo ministro nel caso che il partito socialista belga decidesse di tornare al governo — è un uomo molto intelligente. Le sue iniziative sono però frenate dalla prudenza. In passato, prima che scoppiasse la crisi energetica, lo accusavano di occuparsi più di Anderlecht, il quartiere di Bruxelles

les di cui è sindaco, che della Comunità Europea. Ora Simonet si è buttato a capofitto nel petrolio ma le sue proposte — indispensabile il ruolo delle grandi compagnie e rapporti stretti con gli Stati Uniti — sono state finora deludenti dal punto di vista strettamente europeo.

Sul fronte opposto — la cosiddetta ala avanzata — si collocano l'italiano Spinelli, il francese Cheysson e il tedesco Dahrendorf.

Spinelli dei tre è il più combattivo. Forse è l'unico disposto a pagare di persona pur di vedere realizzato il suo ideale europeo. Chiede da tempo una «costituente europea» come primo atto per la formazione di un «governo europeo». E' convinto che senza una riforma istituzionale non si possa andare avanti.

## Funzionario

Cheysson è uno strano tipo di francese. Infatti, non difende — tranne forse quando si parla di politica agricola comune — gli interessi di Parigi. Non è tanto un uomo politico, quanto un funzionario. In passato è stato al centro di episodi clamorosi se quando nel 1959 ste se un rapporto favorevole alla indipendenza dell'Algeria. Pompidou lo ha mandato a Bruxelles per la regola dell'equilibrio; uno gollista, Ortoli, e uno dell'opposizione, Cheysson.

Dahrendorf ormai ha pochi mesi di permanenza a Bruxelles: è stato nominato rettore di una grande università inglese. Non ha quindi impegni politici particolari e malgrado sia un liberale ortodosso è pronto a sostenere le tesi più rigide e avanzate. Fra questi due schieramen-

ti di punta c'è un folto gruppo di commissari che si lasciano definire più difficilmente: una volta li trovi chinati in un anacronistico conservatorismo, un'altra volta appoggiano le idee più combattive.

L'italiano Scarascia Mugnozza, un signore molto distinto e molto gentile, si muove con una certa abilità nei corridoi della Commissione. Viene accusato, spesso a torto, di difendere gli interessi del sottogoverno democristiano, come la Federconsorzi o la Confindustria. La caratteristica principale di Scarascia Mugnozza è il fatto: si schiera sempre nel gruppo che alla fine prevale.

Da ultimo resta il presidente dell'esecutivo comunitario. Ortoli rappresenta la parte forse più attiva del post-gollismo. Uomo di fiducia di Pompidou, ha perfettamente capito che la presidenza della Commissione esecutiva ha un ruolo determinante. E ha anche capito che a Bruxelles, Ortoli, gioca le carte della sua futura fortuna politica. Ed è per questo che non condivide sempre l'atteggiamento di Parigi pur senza manifestare apertamente le sue irritazioni.

Da questo panorama così variegato deve comunque uscire, nei prossimi giorni, il «messaggio politico». Qualcosa certamente sarà fatto. Tutto sta a vedere se la Commissione si rifiuta veramente di appoggiare i disegni nazionalistici che riaffiorano dai programmi dei singoli governi, fino a giungere alle estreme conclusioni che potrebbero essere anche quelle delle dimissioni in blocco. Oppure se la commedia degli inganni continuerà ancora.

Arturo Guatelli



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

L'ESPRESSO

di ROMA

del 27-1-74

Ritaglio dal Giornale

## GINEVRA / NON PASSI LO STRANIERO

**G**INEVRA. Azione nazionale, un movimento svizzero di estrema destra, ha presentato una proposta di referendum contro i lavoratori stranieri. In base a questo progetto nei cantoni gli stranieri non dovrebbero superare il dodici per cento della popolazione svizzera e non più di quattromila persone all'anno potrebbero ottenere la cittadinanza svizzera. Se la legge fosse approvata si calcola che il 46,8 per cento degli stranieri che attualmente lavorano in Svizzera (circa cinquecentomila persone) sarebbero espulsi; alcuni cantoni come il Ticino arriverebbero ad espellere il 72 per cento dei lavoratori stranieri. E' la terza iniziativa xenofoba dopo quella del partito democratico di Zurigo del 1968 e quella del parlamentare razzista James Schwarzenbach respinta dall'elettorato nel giugno del 1970. Secondo le previsioni l'iniziativa di Azione nazionale sarà sottoposta al Parlamento nella primavera prossima e in seguito, alla fine del 1974, si svolgerà il referendum. Il governo, in un messaggio al Parlamento ha definito « inammissibile sotto un profilo umano e sociale » la proposta del gruppo oltranzista e ha annunciato che se non sarà fermata dall'elettorato, l'ondata xenofoba potrebbe far precipitare la Svizzera in un isolamento politico ed economico. Nello stesso tempo la federazione dei lavoratori cattolici svizzeri, di orientamento antirazzista, ha preparato un progetto di legge che chiede l'abolizione dello statuto del lavoratore "stagionale" a cui Azione nazionale vorrebbe sottoporre gran parte degli stranieri per poterli controllare meglio e ricattare.

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di

Roma

del

27-1-74

I COLLOQUI DELLA FARNESINA

# Impegno dell'Australia per il lavoro italiano

*Durante gli incontri Granelli-Grassby è stata riconosciuta la necessità di giungere alla definizione di accordi sulla sicurezza sociale e il riconoscimento dei nostri titoli tecnici*

In occasione delle conversazioni svoltesi in questi giorni tra il sottosegretario agli Esteri on. Granelli e il ministro australiano per l'Immigrazione, Grassby, sono stati passati in rivista gli sforzi condotti da entrambe le parti per migliorare le condizioni in cui si svolge il flusso migratorio italiano verso l'Australia.

Le conversazioni svoltesi in un clima di reciproca cordialità e comprensione hanno permesso di affrontare un vasto numero di questioni in uno sforzo comune compiuto dai due Paesi per inquadrare i problemi emigratori nel contesto delle relazioni economiche sociali e culturali fra Italia e Australia.

Il ministro Grassby ha in particolare sottolineato il continuo interesse dell'Australia per un flusso di lavoratori qualificati italiani che, insieme alle loro famiglie, vengono da parte australiana considerati come futuri cittadini e membri della « famiglia nazionale australiana ». Egli ha inoltre affermato la necessità di vedere il fenomeno emigratorio in una più ampia e comprensiva sfera che non si limiti ai meri aspetti economici ma tenga anche conto delle necessità umane e culturali dei lavoratori migranti e delle loro famiglie.

L'on. Granelli nel condividere il punto di vista del ministro Grassby ha ribadito l'importanza che da parte italiana si attribuisce alla rapida realizzazione delle inte-

se raggiunte in occasione della sua visita in Australia e dei risultati dell'ultima sessione della Commissione mista italo-australiana per l'emigrazione. Egli ha fatto in particolare riferimento ai progressi compiuti nel corso dei colloqui tenutisi a Canberra verso un accordo di sicurezza sociale fra i due Paesi ed ha confermato la piena disponibilità da parte italiana perchè la riunione di esperti prevista abbia effettivamente luogo, come concordato, nel giro dei prossimi due mesi. Grassby ha assicurato che si renderà interprete di tale esigenza presso il suo collega ministro della Sicurezza Sociale.

I due uomini politici hanno inoltre concordato nel dare inizio sin dalla prossima estate ad un progetto pilota per visite in Italia di assistenti sociali australiani in modo da dar loro una più completa ed articolata conoscenza delle condizioni sociali e culturali degli emigranti italiani.

Per quanto riguarda lo scambio di insegnanti si è concordato che un programma iniziale potrà cominciare sin dal primo gennaio 1975.

Grassby ha espresso inoltre il suo appoggio per il raggiungimento di un accordo culturale fra i due Paesi: un progetto di intesa al riguardo sarà presentato dal Governo italiano attraverso i normali canali diplomatici.

Nel corso della riunione è stato anche affrontato il problema del riconoscimento dei titoli professionali di tecnici italiani diretti in Australia.

Il sottosegretario Granelli ed il ministro Grassby hanno constatato la reciproca concordanza di vedute sulla opportunità di collaborare per ampliare il numero

dei corsi in lingua inglese realizzati in Italia per i lavoratori diretti in Australia al fine anche di migliorarne il contenuto informativo. Si è anche riconosciuta da ambo le parti l'utilità di giungere, sulla base delle intese raggiunte a Canberra dall'on. Granelli con il ministro della Giustizia australiano sen. Murphy, ad una convenzione per il reciproco riconoscimento delle sentenze per i suoi benefici effetti sui problemi familiari dei lavoratori migranti.

L'on. Granelli ha infine ringraziato l'on. Grassby per le dimostrazioni di effettivo interesse ripetutamente e generosamente date per i problemi umani dei nostri lavoratori in Australia e delle loro famiglie ed ha auspicato che il dinamismo e la concretezza che oggi caratterizzano le relazioni tra i due Paesi in campo migratorio possano condurre, insieme all'impegno politico del governo italiano a risultati sempre più positivi nell'interesse dell'inserimento dei lavoratori italiani e delle loro famiglie su solide basi sociali economiche e culturali.



111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **IL GIORNO** di **MILANO** del **27-1-74**

**LA VISITA DI GRASSBY**

**«L'Australia  
ha bisogno  
di lavoratori  
italiani»**

**Il sottosegretario Granelli ha auspicato un accordo di sicurezza sociale tra i due Paesi**

**dalla nostra redazione**

ROMA, 26 gennaio

Un'ulteriore conferma delle ottime relazioni che intercorrono tra Italia ed Australia nel campo dell'emigrazione si è avuta con la visita nel nostro Paese del ministro australiano dell'Immigrazione A. J. Grassby, conclusasi con numerose e concrete intese.

Negli incontri avuti ieri con il presidente Rumor ed il ministro Bertoldi e nelle riunioni di lavoro con il sottosegretario agli Esteri Granelli, il ministro australiano ha sottolineato il continuo interesse del suo Paese per il flusso di lavoratori qualificati italiani, che insieme con le loro famiglie vengono da parte australiana considerati come futuri cittadini e membri della « famiglia nazionale australiana ».

L'interesse dell'Italia alla rapida stipula di un accordo di sicurezza sociale tra i due Paesi è stato sottolineato dal sottosegretario Granelli il quale ha auspicato che le previste riunioni di esperti si svolgano entro i prossimi due mesi. Ampio risalto è stato dato al problema della conoscenza delle condizioni socio-culturali degli emigrati italiani: a questo scopo si è concordato di dare il via ad un progetto pilota per visite in Italia di assistenti sociali australiani.

# Un italiano su due fuori dai piedi!

Se il referendum dovesse dare esito positivo, oltre mezzo milione di lavoratori "forestieri" dovrebbero lasciare la Svizzera: almeno la metà degli espulsi sarebbero nostri connazionali. Il nostro inviato ha intervistato l'ingegnere di Zurigo che capeggia il movimento di estrema destra fautore della proposta. Dice: "Gli stranieri sono troppi e producono troppi bambini"

servizio di MARCO SORTENI

## DECISIVO IL VOTO FEMMINILE

Zurigo.

A fine anno, sotto Natale, gli svizzeri saranno chiamati alle urne per dichiarare, una seconda volta, se ritengono utile che la Svizzera continui ad ospitare un notevole contingente di manodopera straniera, oppure se desiderano che questo contingente sia ridotto a meno della metà.

Una consultazione popolare su questo stesso argomento, come molti ricorderanno,

avvenne nella Confederazione elvetica il 7 giugno del 1970. Allora, il movimento di estrema destra: « Azione nazionale contro l'inforestamento », guidato dal dottor James Schwarzenbach, aveva promosso un referendum per chiedere che 300 mila stranieri residenti fossero rispediti a casa nel giro di dieci anni. La proposta fu bocciata da una maggioranza di elettori molto ristretta: il 54 per cento contro il 46.

Schwarzenbach non è più il capo di « Azione nazionale » (che tuttavia appoggia tramite il suo partito definito « repubblicano »), lo ha sostituito Valentin Oehen, un ingegnere di 43 anni, che ha per gli stranieri una diffiden-

za perfino superiore a quella del suo predecessore.

Qual è lo stato di cose che « Azione nazionale » chiede sia modificato? E' il seguente: gli svizzeri a pieno titolo, residenti nei 25 cantoni della confederazione, sono 5.331.810; gli stranieri residenti in Svizzera, prevalentemente per motivi di lavoro, sono 1.053.591; a questi si aggiungono 192.000 stagionali e 92.000 frontalieri.

« Azione nazionale » chiede che 553.591 stranieri tornino ai Paesi d'origine, che a 42 mila stagionali non sia rinnovato il contratto (salvo un contingente di 150 mila), che i frontalieri siano ridotti da 92 a 70 mila.

Tutto questo dovrebbe attuarsi in tre anni, ovvero ri-

consegnando alle loro case 180 mila stranieri all'anno nei prossimi tre anni. L'iniziativa del movimento nazionalista ha incontrato la netta opposizione del governo federale, e quella degli ambienti finanziari e imprenditoriali svizzeri: infatti la forza-lavoro straniera è una delle componenti principali dello sviluppo economico elvetico. Un esodo di lavoratori stranieri così massiccio potrebbe provocare una grave recessione. Il referendum del '70 ha dimostrato gli scarsi margini della ospitalità elvetica. Quest'anno sull'argomento, poi, voteranno per la prima volta anche le donne, giudicate più sensibili alle argomentazioni di quanti vogliono dare lo sfratto ai « forestieri ».

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

A STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

*Domus del Corriere* di

*Milano* del

*27-1-74*

Ecco, qui sotto, le percentuali di stranieri presenti nei venticinque cantoni svizzeri, indicate sotto i rispettivi stemmi. L'ultimo dato, segnato sotto il simbolo della confederazione, indica la media nazionale.

 Zurigo 18%	 Berna 10%	 Lucerna 10%	 Uri 6%	 Svitto 11%	 Obwald 7%
 Nidwald 8%	 Glarona 17%	 Zug 16%	 Friburgo 9%	 Soletta 15%	 Basilea 18%
 Sciaffusa 18%	 Appenzell 11%	 San Gallo 15%	 Grigioni 12%	 Argovia 18%	 Turgovia 18%
 Ticino 27%	 Vaud 22%	 Vallese 9%	 Neuchatel 21%	 Ginevra 31%	 SVIZZERA 16,5%



	italiani	544.903	52,8
	spagnoli	114.896	11,1
	tedeschi	114.106	11,0
	francesi	53.137	5,1
	austriaci	43.298	4,2
	jugoslavi	28.072	2,7
	turchi	18.966	1,9
	altre nazional.	114.907	11,2
Totale		1.032.285	100

## "VOGLIO RIPULIRE IL PAESE"

Zurigo.

Valentin Oehen ha quarantatré anni, è alto, corpulento, con una faccia giovanile messa in cornice da due basettoni. Da un anno e mezzo ha sostituito Schwarzenbach nel comando del movimento che si batte contro l'« inforestieramento » della Svizzera. Ha assunto questa sua missione con zelo esasperato. Si propone di mettere fuori dei confini elvetici più della metà degli stranieri che risiedono o lavorano stagionalmente in Svizzera. Siccome il 53 per cento di questi stranieri è costituito da italiani è chiaro che i suoi propositi vanno, in prevalenza, contro di loro.

Lei ha promosso un referendum per far approvare una legge in base alla quale 553 mila stranieri, su poco più di un milione, dovrebbero lasciare la Svizzera nel giro di tre anni. Non le sembra un'esagerazione?

« E' esagerata l'infiltrazione straniera in Svizzera. Ogni cinque svizzeri in circolazione nella nostra patria uno è forestiero. Cosa direste voi in Italia se doveste subire la presenza di quindici milioni di tedeschi? »

Se questi tedeschi lavorassero per far andare avanti le nostre fabbriche, i nostri servizi sociali, se accettassero i lavori più umili, se tenessero in piedi l'industria alberghiera come fanno gli immigrati da voi, non credo che li vorremmo cacciare.

« Io non desidero che gli stranieri rimangano ai bassi livelli sociali in Svizzera. Dico che se ne devono andare per salvare l'equilibrio del nostro ambiente. Io sono un ecologo, non un razzista. Dico che i nostri industriali sbagliano ad ampliare le loro attività sul nostro territorio perché guastano l'ambiente e perché reclutando manodopera straniera inquinano il nostro equilibrio sociale. »

Ma, scusi, i « forestieri » vengono qui per guadagnarsi il pane e, indirettamente, per sostenere la vostra economia.

« Tutto sbagliato. Vengono pagati bene e quindi fanno salire i prezzi dei beni di consumo. Occupano appartamenti e quindi fanno aumentare i prezzi degli appartamenti. Mandano i figli a scuola e rendono affollate le nostre scuole. A causa di ciò ogni anno si costruiscono nuove case su 35 chilometri quadrati che sono sottratti alle colture agricole. E già le nostre campagne producono solo il 40 per cento del fabbisogno nazionale. Inoltre siamo il castello d'acqua d'Europa ma se va avanti così non avremo più risorse idriche per noi. Sono ecologo, come le dico, l'ambiente si rovina. Meglio che gli industriali costruiscano le loro fabbriche in Italia, in Spa-

gna, in Grecia, dove la manodopera costa di meno. »

Cosa è lei? Un ecologo colonialista?

« L'accusa può essere formulata, ma bisogna accettare questi rischi. Vi sono altre cose, crescendo l'inforestieramento in certe zone avremo una densità di popolazione paragonabile a quella della grande Londra. Inoltre gli stranieri producono

più bambini degli svizzeri. Ad un certo punto gli svizzeri potrebbero essere sopraffatti. Con l'andare del tempo si creerebbero tensioni sociali insostenibili. C'è il rischio che scoppi una guerra civile come in Irlanda del Nord. »

Cacciate gli stranieri in nome dell'ordine e della disciplina, insomma. Ma senza

stranieri metà dei servizi del Paese si fermerebbero.

« Il problema è più grave. Finora è andata bene. Ma se scoppia, come sta scoppiando, una nuova crisi internazionale noi non sappiamo come questi stranieri potrebbero reagire. Se non riusciamo ad assimilarli in tempi di pace, come potremmo assimilarli in tempi difficili? »

Ma volendo cacciare tanta gente, che magari vive qui da oltre dieci anni, ritenendo di avere trovato una seconda patria, chi scegliereste?

« Si andrà per rami di attività. Penso che l'edilizia potrà fare a meno di duecentomila addetti. »

Proprio il ramo dove gli italiani sono più numerosi. ■

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Domenica del Corriere di Milano*

del 27-1-76

■ Vorrei che lei sapesse come si comportano certi nostri connazionali impiegati presso il consolato di Stoccarda nei confronti di noi emigrati. Ho un paio di esempi. Nel marzo del 1973, tramite raccomandata, spedii il passaporto di mia moglie al consolato per il rinnovo, con la relativa documentazione. A luglio, non avendo ricevuto risposta, mi recai personalmente al consolato. Il passaporto non si trovava e quando, alla fine, lo si trovò, ci misero un timbro di rinnovo fino a settembre, giusto per consentire a mia moglie di seguirmi in ferie in Italia. Lo fecero come se si trattasse d'una concessione particolare, perché — dissero — per il rinnovo ci sarebbero voluti da tre a quattro mesi.

Nel novembre scorso dovetti recarmi ancora al solito consolato, per rinnovare, questa volta, la carta di identità di mia nuora (dopo una serie di inutili telefonate). La sede del consolato era, come sempre, affollatissima, con molti emigrati venuti dalle cittadine circostanti. C'era del nervosismo. I passaporti riuscivano difficili da trovare. Alla fine l'impiegato affermò testualmente: « Signori, sentite, se voi non vi state zitti e non aspettate, io vi mando a... e me ne vado ». Lo fece e fu sostituito dall'impiegato addetto all'ufficio leva.

Le pare, questa, la maniera di comportarsi con dei connazionali, per di più nella dolorosa condizione di emigrati? Il nome di quell'impiegato non lo conosco: ricordo che fumava la pipa e scriveva con la sinistra; quindi non sarà difficile identificarlo. E' proprio impossibile trovare impiegati più urbani per le nostre rappresentanze all'estero? Certo, quella di Stoccarda non brilla per la cortesia del personale.

Antonio Gala, Gomaringen

Riteniamo di dover pubblicare la sua lettera, perché rispecchia una situazione che abbiamo avuto modo, purtroppo, di constatare con i nostri occhi. Le autorità nazionali da cui dipendono gli impiegati delle nostre rappresentanze all'estero dovrebbero usare maggior oculatezza nella scelta e nelle destinazioni. A parte l'ovvia considerazione che dovrebbe trattarsi di impiegati che sappiano comprendere le particolari condizioni e lo stato d'animo di chi è costretto a vivere lontano dall'Italia e che ha motivo, quasi sempre, di compiacersi del trattamento che a lui riserva il personale assai più umano e cortese degli uffici tedeschi.

111

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Globo

di Melbourne

del 28-1-74

**Il Ministro dell'Immigrazione australiano ricevuto da Rumor e da Paolo VI**

# Calorose accoglienze ad Al Grassby in visita in Italia

**Colloqui col Sottosegretario per l'Emigrazione, on. Granelli, e con il Ministro del Lavoro, on. Bertoldi - Le tappe durante il soggiorno italiano di Grassby: Roma, Urbino, Padova, Vicenza, Venezia, Milano, Catania, Messina, Reggio Calabria**

## Amnistia per gli immigrati clandestini in Australia

d'Australia presso la Santa Sede, Lloyd Thomson, è stato ricevuto in udienza privata in Vaticano da Paolo VI. A conclusione dell'incontro, durante il quale il Ministro ha offerto al Pontefice un volume di riproduzioni di quadri australiani ed ha ricevuto medaglie d'oro, argento e bronzo commemoranti la visita papale in Australia nel 1970, ed una speciale medaglia-ricordo per l'undicenne figlia Gabriellina, Grassby ha dichiarato alla stampa:

«Ho spiegato a Sua Santità le nuove linee della politica immigratoria australiana, dove si dà la più alta priorità alla riunione delle famiglie ed all'eliminazione della discriminazione razziale».

«Il Papa ha sottolineato la sua ansia affinché vengano

riconosciuti in pieno i diritti degli emigranti quali membri della famiglia umana e affinché i nuclei familiari vengano aiutati a rimanere saldamente uniti.

«Egli ha ricordato con caldi accenti la sua visita all'Australia e mi ha detto di essere rimasto particolarmente colpito da Sydney, una città dove tutto e tutti gli sono sembrati ispirati ad un fresco spirito di fiorente giovinezza. Sua Santità mi ha assicurato di continuare a pregare per il popolo d'Australia e per il successo della missione di creare in Australia una nuova nazione ed una nuova società!»

«Secondo il Papa, l'Australia ha una grande missione nel mondo: dimostrare come una giovane nazione ed un giovane popolo possono creare una società più giusta. Egli ha espresso anche il desiderio che gli emigranti vengano incoraggiati a stabilirsi non solo nelle grandi città, ma anche nei centri agricoli. Allora gli ho spiegato il nuovo programma di decentralizzazione del Governo australiano, nel quale Sua Santità ha espresso un vivo interesse».

**Roma, 27 genn.**  
La visita ufficiale del Ministro dell'Immigrazione australiano, Al Grassby, in Italia si svolge all'insegna della più cordiale comprensione e in un rinnovato spirito di buona volontà nel quadro del potenziamento delle

relazioni italo-australiane. Il Ministro Grassby, che è giunto a Roma la sera di mercoledì scorso (23 gennaio) e ripartirà il 4 febbraio, ha avuto occasione di effettuare una presa di contatti ai più alti livelli governativi, continuando quel discorso in materia d'emigrazione e di previdenza sociale già avviato a Canberra durante la recente visita in Australia del Sottosegretario Granelli.

Oltre che con l'on. Granelli, il Ministro Grassby si è incontrato con il Presidente del Consiglio, on. Mariano Rumor, e con il Ministro del Lavoro, on. Bertoldi. I colloqui si sono imperniati sull'opportunità di finalizzare al più presto un trattato bilaterale in materia

di previdenza sociale. Nelle sue dichiarazioni alla stampa, Al Grassby ha voluto ripetutamente sottolineare la volontà australiana di tutelare i diritti e soddisfare le attese degli emigranti, riferendosi in particolare alla concessione della trasferibilità delle pensioni sociali australiane all'estero.

Non è stato fatto mistero da ambo le parti dell'incertezza che grava sul futuro dell'emigrazione italiana in Australia, ridotta ormai a valori annui minimi e quasi insignificanti, sia per una forte corrente anti-immigratoria in seno al Governo di Canberra, sia per l'esaurito interesse dei lavoratori italiani nei confronti dell'Australia.

### Collaborazione più vasta

In compenso, tuttavia, sono stati trattati problemi più vasti, nel quadro di un potenziale sviluppo generale delle relazioni italo-australiane. Tanto nei colloqui con Granelli, quanto in quelli con Ru-

mor e Bertoldi, l'emigrazione è stata posta in una più ampia prospettiva di collaborazione bilaterale nei campi culturale, industriale, agricolo-alimentare e dello sfruttamento delle fonti d'energia. (Da ricordare che l'Australia rappresenta una delle possibili fonti di uranio per lo sviluppo dell'energia nucleare in Italia).

Il Ministro Grassby ha voluto celebrare a Roma il 26 gennaio, la giornata nazionale australiana, in coincidenza con l'apertura della nuova sede dell'Ambasciata d'Australia in via Alessandria (dove insieme alla missione diplomatica saranno accentrati anche gli uffici dell'immigrazione, della missione commerciale e della nuova Ambasciata australiana presso la Santa Sede) e con una mostra di pittori australiani.

Dopo Roma, Grassby, che è accompagnato dalla consorte, signora Ellnor, dal segretario privato Gibbons e dal capo gabinetto del Dipartimento d'Immigrazione Armstrong, visiterà Urbino, Padova, Vi-

cenza, Venezia, Milano, Catania, Messina e Reggio Calabria. Per l'esponente del Governo australiano, questa visita in Italia rappresenta anche una specie di nostalgico ritorno a luoghi che egli conobbe bene già prima del suo ingresso nella vita politica, essendo vissuto ed avendo lavorato per lunghi periodi in varie regioni italiane, specie in Sicilia, Calabria, Abruzzi e Veneto, alle dipendenze della FAO.

### Un messaggio di solidarietà

Il Ministro Grassby, il quale nelle sue interviste alla stampa si esprime in un discreto italiano ha dichiarato di voler portare un saluto «affettuoso, diretto e personale» a quelle regioni dalle quali proviene il grosso dell'emigrazione italiana in Australia, e di voler riportare in Australia «il messaggio di solidarietà» che le famiglie degli espatriati e i dirigenti politici nazionali e regionali gli affideranno.

Nella giornata dello scorso giovedì, il Ministro Grassby, insieme al suo seguito ed all'ambasciatore

1/0



*Me.* «Paolo VI ha dimostrato di avere una profonda conoscenza di statisti ed uomini della Chiesa australiana, del passato e del presente, ed ha inoltre mostrato speciale interesse e sollecitudine per gli aborigeni australiani».

*Mari Esteri*

DIREZIONE GENERALE

DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA

DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

del .....

Canberra, 27 genn.

Un'annistia a favore degli immigrati clandestini in Australia è stata proclamata ufficialmente dal Ministero dell'Immigrazione in occasione della giornata nazionale australiana, 26 gennaio. L'annuncio preparato dal Ministro Grassby prima della sua partenza per l'Europa, è stato diramato da Canberra venerdì pomeriggio.

In base alla nuova disposizione, tutti gli immigrati clandestini residenti in Australia da tre anni o più che possono dimostrare di aver tenuto buona condotta civile in questo periodo, potranno rimanere legalmente nel Paese ed anche ottenere la cittadinanza australiana se si presenteranno spontaneamente ad un ufficio del Dipartimento d'Immigrazione entro il prossimo 30 giugno.

Secondo fondi del Dipartimento d'Immigrazione, il numero di clandestini in Australia, in massima parte disertori di navi mercantili inglesi e greche, sarebbe piuttosto elevato.

Molti di questi residenti illegali sarebbero vittime di ricatti e sfruttamento da parte di datori di lavoro senza scrupoli a conoscenza della loro situazione.

«Invito gli immigrati clandestini - ha detto il Ministro Al Grassby - a farsi avanti e spiegarci onestamente il loro stato di famiglia e la maniera in cui sono entrati in Australia. Se hanno mantenuto un buon comportamento civile, sono pronto a concedere loro il diritto di residenza permanente ed anche la cittadinanza australiana. Sono fiducioso che questo gesto porrà fine a quegli episodi di sfruttamento per i quali non ci dovrebbe essere posto nella nostra nazione, né ora né mai».

*L'economia  
australiana  
ha bisogno  
di italiani*

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

La Fiamma

di

Sydney

del

28-1-74

**SITUAZIONE**

# L'economia australiana ha bisogno di italiani

NONOSTANTE l'inflazione che l'anno scorso è stata del 13,2 per cento e quest'anno secondo le previsioni degli esperti è destinata ad aumentare, l'industria australiana è in piena espansione. La visita in Italia del ministro dell'Immigrazione australiano Albert Grassby è una prova e una conseguenza indiretta di questa situazione quasi unica al mondo. L'Australia che all'inizio del 1973 sembrava più preoccupata della qualità che della quantità degli emigrati e lamentava l'altissimo numero dei rimpatri (circa il 25 per cento degli arrivi) cercando di ovviarvi con una scelta e un'informazione più accurata dei candidati all'emigrazione, sta lentamente tornando a una politica di emigrazione massiccia. All'interno del governo e nei circoli accademici e scientifici c'è ancora chi considera la difesa dell'ambiente compromessa da un'emigrazione che tassa eccessivamente le risorse e le infrastrutture del Paese; non mancano infine coloro che sostengono che l'emigrazione è sinonimo d'inflazione e come tale va ancora ridotta e controllata.

Sta di fatto che mentre nessuno all'inizio dell'anno scorso aveva obiettato sul drastico taglio imposto dal nuovo governo laborista sulla quota d'immigrazione, adesso l'ufficio governativo per la pianificazione immigratoria (Immigration Planning Council) ha consigliato il governo di reclutare nei primi sei mesi del 1974 almeno 20 mila immigrati in più: dai 110 mila previsti a 130 mila.

Anche i sindacati e le associazioni dei datori di lavoro hanno fatto loro le raccomandazioni dell'ufficio governativo e l'industria australiana — tradizionalmente nemica dei laboristi — sta dando coi fatti completa fiducia al governo Whitlam investendo in nuovi impianti e beni strumentali più di quanto ha speso due anni fa sotto il governo liberale.

Il tesoriere Crean è stato ispiratore di due rivalutazioni del dollaro australiano e di due riduzioni sostanziali delle tariffe doganali ma rifiuta, almeno fino ad oggi, di adottare le medicine classiche dell'economia liberale: raffreddare la domanda aumentando le tasse e creando la disoccupazione.

Il problema del 1974 continuerà ad essere la scarsità di manodopera e di alcuni beni di consumo accompagnati da inflazione.

Crean ha preferito puntare sullo sviluppo del Paese piuttosto che minacciare il lavoro e il tenore di vita dei lavoratori australiani.

La visita del ministro Grassby in Italia va vista alla luce di questo nuovo sviluppo economico.

Grassby vuole più emigrati italiani soprattutto dalle zone della Calabria e del Veneto che egli visiterà nei prossimi giorni.

Oriundi italiani calabresi e veneti formano infatti — com'è noto — la maggioranza dei suoi attuali elettori nella zona irrigua del New South Wales chiamata "Riverina".

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale UMANITA' di ROMA del 28-1-74

CONSEGUENZA DELLA CRISI ENERGETICA

# LA RECESSIONE PRESENTA IL CONTO AGLI EMIGRANTI

Minacciata l'occupazione dei nostri lavoratori nei paesi comunitari. Il mancato accordo sul Fondo regionale potrebbe aggravare la situazione. I sindacati: "niente allarmismi, ma non minimizziamo"

**I**l campanello d'allarme, per la manodopera straniera occupata nei paesi comunitari, si è messo a squillare poco prima delle ferie natalizie di fine d'anno.

Al cupo pessimismo degli istituti di ricerca economica, posti in frenetica attività dal continuo aumento dei prezzi delle materie prime sui mercati internazionali e dai primi provvedimenti adottati dai singoli Governi, per fronteggiare l'andamento ondeggiante del prezzo del petrolio greggio, ha fatto riscontro una serie di dichiarazioni allarmanti da parte degli imprenditori e di uomini politici.

« Incremento zero » del prodotto nazionale, sembra essere lo slogan riecheggiante in Europa, e trasmesso dagli economisti ai politici e da questi ai lavoratori.

Nei ghetti dell'emigrazione le crisi non esplodono, si ripercuotono solo con tutti i loro effetti più negativi.

Circa quattro milioni di lavoratori stranieri attivi, nell'Europa comunitaria, si chiedono quando la crisi esploderà, e quanti di essi dovranno saldare questo conto, risucchiati in un'eventuale recessione, che

partendo dai paesi europei, inevitabilmente andrà a ripercuotersi nei paesi produttori di materie prime, per poi tornare indietro sotto forma di effetti riflessi.

Di questa massa di lavoratori, poco meno di un milione sono italiani. Un poderoso drappello d'avanguardia, costretto a partecipare alla costruzione dell'Europa fuori del proprio Paese, ma pronto ad edificare le nuove strutture sociali ed economiche nella propria terra d'origine, solo che l'Europa dei capitali metta a loro disposizione gli strumenti operativi, e non solo un accordo sulla libera circolazione degli uomini.

Il nucleo principale di questa emigrazione è collocato nella Repubblica Federale Tedesca. Secondo i dati più recenti, sono circa 650.000 gli italiani (senza contare i nuclei familiari) e rappresentano il 18 per cento. Al primo posto sono passati i lavoratori turchi (23 per cento) e al secondo gli jugoslavi (20 per cento).

Nella maggioranza dei casi i nostri connazionali occupati nelle aziende metallurgiche, nell'industria manifatturiera, nell'edilizia e nel settore dei ser-

vizi, operano in posizioni lavorative più difficili, spesso marginalizzati, ma rivelando una elevata propensione al risparmio al fine di poter rimettere la valuta al proprio nucleo familiare rimasto al paese d'origine.

Su molti di questi lavoratori, le notizie che li hanno accompagnati durante il lungo viaggio effettuato per trascorrere le festività in famiglia, hanno pesato come una spada

di Damocle sospesa sul capo.

I primi provvedimenti adottati dalle aziende, alla vigilia della chiusura per due settimane (giustificata con la crisi energetica) preannunciavano forti riduzioni di orario di lavoro, possibili sospensioni in alcuni reparti e licenziamenti per quanti non si fossero ripresentati puntualmente alla riapertura delle fabbriche.

Le industrie automobilistiche sono state le prime a prendere iniziative a seguito di momentanee contrazioni nelle ordinazioni. Alla Ford di Colonia, alla Opel, nell'industria chimica Hoechst si cominciavano a chiudere reparti, a ridurre gli orari di lavoro e a minacciare massicci licenziamenti. La perdita di valore del marco sul

mercato dei cambi, verificatesi contemporaneamente, contribuiva a spargere un certo timore sul futuro di un'economia che aveva conosciuto una espansione pressoché ininterrotta.

Le nubi che si addensavano sul futuro economico dell'Olanda e dalla Gran Bretagna, non lasciavano adito a previsioni ottimistiche. In Svizzera l'ondata nazionalista tornava alla carica per un rigido blocco all'immigrazione.

Oggi, a quindici giorni dalla ripresa dell'attività produttiva, sembra che la situazione si presenti in termini meno allarmistici, e abbiamo voluto ascoltare alcune voci di ambienti diversi e raccogliere testimonianze, che ci possano consentire se non di effettuare previsioni per il futuro, quanto meno di delineare un quadro della situazione valido nel breve e nel medio periodo.

« Ci sono state alcune centinaia di licenziamenti — ci dice un operaio della Ford di

Colonia — ma si riferiscono ad aziende di Monaco, Colonia e Francoforte, che operando nel campo dell'edilizia e della metallurgia, sono fallite o hanno ridotto la produzione. Personalmente ho conosciuto la crisi di cinque anni fa e questa volta mi sembra meno grave. L'economia tedesca è molto solida. Spero di non sbagliare. In Sicilia ho moglie e quattro figli, stanno cercando di costruirsi la casa al paese e di iniziare un'attività per il mio ritorno. Portare qui la famiglia costerebbe molto. Preferisco sacrificarmi da solo ».

### Disappunto tedesco

Wolfsburg, sede dell'industria automobilistica della Volkswagen, ci siamo recati a Berliner Bruchër, un centro residenziale conosciuto con il nome di « villaggio degli italiani ». Qui risiedono circa 5.500 operai italiani (su 8.800 occupati alla Volkswagen) e abbiamo parlato con alcuni di essi, tra i quali, con l'unico membro italiano della Commissione Interna.

« Nella nostra fabbrica — ci dice uno — almeno per ora la crisi non si è avvertita molto. La maggior parte della nostra produzione va all'estero e per diversi mesi le ordinazioni di vetture di piccola e media cilindrata non mancano. Il blocco delle assunzioni dei lavoratori provenienti dai paesi terzi, egoisticamente parlando, ci dà respiro. Debbo dire però che anche le assunzioni degli italiani sono bloccate per un periodo di diversi mesi ». « Ti con-

tattati, siamo quasi tutti iscritti al sindacato (Ig Metall) ma solo uno su 35 membri di Commissione interna è italiano. Sa le difficoltà per la lingua coriano. Ma se le cose dovessero andar male, che garanzie abbiamo che anche noi non torneremo al paese a morir di fame? ».

Garanzie sono state chieste dal nostro Ministro del Lavoro al collega tedesco, e gli stessi sindacati italiani si sono mossi, formulando proposte operative concrete e proponendo che una missione mista si rechi in diverse località per constatare da vicino lo stato dell'occupazione, i pericoli per un eventuale rientro massiccio di emigranti.

Alcuni nostri ambienti diplomatici non vedrebbero di buon occhio simile missione. Temono di suscitare il disappunto dei tedeschi, che a detta loro, verrebbero colpiti da un'eventuale recessione, senza alcuna discriminazione.

Di fronte a questa realtà indubbiamente complessa, alcuni licenziamenti si sono però verificati, come alla Warsenberger e alla Precisa, mentre l'industria tessile tedesca è in crisi per molteplici fattori e l'edilizia è attualmente in stasi.

Che la crisi non sia da sottovalutare è confermato da alcune dichiarazioni rilasciate dal Ministro del Lavoro della Repubblica Federale, Arendt, dal presidente dei sindacati tedeschi, Vetter, e dalle notizie che gli enti di patronato italiani all'estero inviano alle organizzazioni sindacali.

Su tutto questo, un rappor-

to fantasma della Comunità Europea, che calcolava in circa sei milioni i lavoratori disoccupati nel 1974, ha contribuito a diffondere ulteriori preoccupazioni, spingendo i sindacati italiani a sollecitare un incontro con i nostri rappresentanti di Governo, al fine di varare strumenti operativi idonei a fronteggiare possibili provvedimenti discriminatori contro i lavoratori italiani all'estero.

Le misure prospettate dai sindacati sono di varia natura. Si va a provvedimenti urgenti di assistenza e aiuti per gli emigrati, a proposte di aggiornamento costante dei dati occupazionali, alla possibile prospettiva di prolungare la durata delle varie prestazioni e dei sussidi, per terminare con indicazioni di lungo termine, nel cui contesto trovino collocazione, soluzioni globali comuni per tutti i Paesi interessati all'emigrazione in Europa.

Emerge chiaro il fatto che, se all'ulteriore acuirsi del problema dell'occupazione in Italia si dovesse aggiungere il forzato rientro di qualche centinaio di migliaia di emigranti senza lavoro, la situazione interna diverrebbe più drammatica sotto il profilo economico e sociale.

Sotto il profilo economico, le rimesse dei nostri emigranti hanno contribuito ad un apporto di valuta pari a 745 miliardi di lire (31 dicembre '72), con un incremento del 2,7 per cento rispetto all'anno precedente. In particolare sono aumentate le rimesse provenienti dalla Germania, dal Belgio e dal Regno Unito. Poco meno della metà di queste rimesse proviene dai paesi della Comunità, e ben 417,9 miliardi per regioni di destinazione vanno all'Italia meridionale ed insulare.

Sono molte le economie di paesi agricoli del nostro Mezzogiorno che riescono a sopravvivere grazie a questo apporto di denaro. Un ritorno a casa di molti di questi emigranti, significherebbe ancora miseria.

Ma al di là del lato economico del problema, le conseguenze che potrebbero derivare dall'attuale crisi, rivelano e denunciano il sussistere di un coacervo di problemi politici e sociali, più volte rinviati a livello nazionale ma di difficile soluzione a livello europeo, salvo a vedere quale dovrebbe essere il prezzo da pagare.

Il sostenuto ritmo di crescita delle economie europee nel corso degli ultimi anni, ha trovato maggior alimento nella grande elasticità del fattore lavoro che non in capacità solutorie delle nuove tecnologie o in comuni volontà politiche, dirette a sanare vecchi squilibri e a promuovere nuove e diverse condizioni di sviluppo.

Fasce di manodopera nuova e sempre di più remota provenienza sono andate a sostituire altra manodopera, secondo logiche rispondenti spesso al più assoluto spontaneismo.

Le difficoltà emerse in questi giorni a Bruxelles, per il varo di un Fondo Regionale, per gli interventi nelle zone più povere e forse più ricche di manodopera, rivelano il disaccordo tra i nove Paesi della Cee a trovare soluzioni per un differente modo d'essere dello sviluppo economico. Le pregiudiziali poste sulla politica energetica, da parte di alcuni Governi, e le difficoltà per passare alla seconda tappa dell'Unione economica e monetaria, sono tutti segni premonitori di possibili future ripercussioni negative per le economie più deboli.

E' arduo dire dove va l'Europa in questo momento. Di certo se dovessimo andare incontro ad una recessione che investisse l'area comunitaria nella sua globalità, il prezzo più pesante e il più duro lo pagherebbero ancora una volta i più deboli, le regioni più povere, gli emigranti.

Francesco Drago



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'Unità di Roma del 28-1-74

A Ginevra il 17 febbraio

## Assemblea unitaria della emigrazione italiana

ROMA, 27 gennaio. L'assemblea unitaria dell'emigrazione italiana in Svizzera, della quale abbiamo già dato notizia, è indetta per domenica 17 febbraio a Ginevra con la partecipazione di 1500 delegati. In un comunicato congiunto, reso noto ieri, le quattro organizzazioni che l'hanno promossa — la FILEF, le Acli, l'Istituto Fernando Santi e l'UNAIE — hanno anche indicato i problemi che saranno sottoposti al dibattito: 1) la situazione dell'emigrazione italiana in Svizzera e il movimento per un nuovo rapporto di parità; 2) lo statuto dei diritti ed una nuova politica dell'emigrazione; 3) la conferenza nazionale dell'emigrazione, la politica delle riforme e dello sviluppo in Italia.

Il comunicato informa che sono state invitate al-

l'assemblea le forze politiche e sindacali democratiche dell'Italia e della Svizzera, i rappresentanti dei due governi, le autorità della Comunità economica europea, le Regioni, l'Ufficio internazionale del lavoro e altri organismi internazionali. All'assemblea hanno già dato la loro adesione, annunciando la presenza di delegazioni, alcune regioni: le Puglie, l'Emilia-Romagna, l'Umbria, le Marche, la Lombardia, la Sicilia. Le Acli, la FILEF, l'Istituto Santi e l'UNAIE hanno anche comunicato che si incontreranno il 29 e 30 gennaio con il Comitato d'intesa delle associazioni dei lavoratori emigrati in Svizzera, che sarà a Roma per discutere presso il Ministero degli Esteri i problemi relativi agli accordi fra i due Paesi.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

del

28-1-74

Provenivano da tutto  
il Nord Europa

# Caloroso incontro tra gli emigrati e Berlinguer

BRUXELLES, 27 gennaio

Il compagno Berlinguer ha parlato questa sera, durante un intervallo dei lavori della Conferenza dei partiti comunisti dell'Europa occidentale, ad un attivo di comunisti italiani emigrati in Belgio, nel Lussemburgo, in Olanda, nella Germania Occidentale e in Inghilterra, cioè ad alcune centinaia di attivisti e dirigenti delle organizzazioni del nostro partito operanti nelle difficili e dure condizioni dell'emigrazione per tener viva, in quel grande esercito operaio formato da milioni di lavoratori costretti a cercare all'estero un impiego, non soltanto i legami affettivi con la madre patria, ma anche un interesse cosciente e una partecipazione attiva alle grandi battaglie che si sviluppano nel nostro Paese.

Venuti da Liegi, dal Limburgo, dal Borinage, da Colonia, da Francoforte, da Amsterdam, dal Lussemburgo e da Londra questi nostri compagni rappresentanti la parte più avanzata della nostra emigrazione hanno tributato al compagno Berlinguer una calorosa manifestazione di simpatia e di affetto. D'altro canto era la prima volta che un segretario generale del nostro partito si rivolgeva, all'estero, ad una rappresentanza così larga di lavoratori emigrati, di quei lavoratori che oggi, nell'Europa assillata dalla crisi monetaria, energetica, economica e politica sono in prima fila a sopportare i colpi della recessione, delle restrizioni economiche, della fluttuazione delle monete, di una inflazione che riduce ogni giorno di più il potere di acquisto dei salari duramente guadagnati.

Ma la riunione, tenutasi nella Salle de la Madeleine, nel centro di Bruxelles, ha avuto anche un altro grande significato politico: parlando a questo attivo, Berlinguer ha voluto rivolgersi e parlare a tutti gli italiani emigrati, informarli della situazione italiana, parlare agli emigrati della campagna per il referendum sul divorzio, di questa battaglia decisiva per la democrazia in Italia alla quale migliaia di lavoratori emigrati non mancheranno di partecipare, come sempre hanno fatto in tutte le precedenti consultazioni elettorali.

Berlinguer ha esordito con un ampio accenno alla Conferenza dei partiti comunisti della Europa occidentale. Voi sapete — egli ha detto — che siamo qui per questo avvenimento di grande importanza, un avvenimento, ne siamo certi, che avrà conseguenze non trascurabili per l'avvenire prossimo e più lontano in quanto segnerà l'avvio di nuove forme di lotta dei partiti comunisti dell'Europa capitalista.

In questa parte dell'Europa v'è una comunanza di problemi riguardanti le trasformazioni sociali, la difesa e lo sviluppo della democrazia, le lotte contro le tendenze autoritarie e reazionarie, per la pace e la sicurezza europea. Bisogna affrontare questi problemi, ha detto Berlinguer, in modo sempre più coordinato e questo è il compito che si sono posti i partiti comunisti europei, oltre a quello di sviluppare i rapporti con le altre forze democratiche per

— far avanzare la causa più generale del rinnovamento e del progresso sociale.

Tutta l'Europa capitalistica è scossa da una crisi profonda, mentre, e ciò non va dimenticato, nell'altra Europa, quella socialista, non si registrano fenomeni di crisi e questi Paesi vanno avanti a consolidare il progresso sociale e civile.

Di fronte a questa crisi, il compito dei comunisti è naturalmente quello di evitare che le sue conseguenze ricadano sulle spalle dei lavoratori e della classe operaia: per questo i comunisti combattono per la difesa del potere d'acquisto dei salari, per la difesa del posto di lavoro, per costringere i governi a scelte che rispettino gli interessi nazionali e delle masse popolari.

Davanti a questa crisi, ha proseguito Berlinguer, stanno ora due possibilità: da una parte, che la crisi possa segnare un momento di reazione, che da questa crisi i governi possano uscire con un colpo alle condizioni dei lavoratori, alle conquiste democratiche, alle prospettive di sviluppo della democrazia. Ma c'è, d'altra parte, la possibilità che da questa crisi esca un'avanzata generale che rafforzi la volontà di cambiamento, che, cioè, milioni di uomini comprendano non soltanto che la causa di questa

crisi sta negli errori dei governi ma anche nel funzionamento del sistema capitalistico. Un rafforzamento di questa coscienza porterà inevitabilmente milioni di uomini a orientarsi verso un'altra Europa, verso un'Europa che avanzi verso il socialismo.

Rivolgendosi a questo punto, direttamente, ai compagni presenti, Berlinguer ne ha ricordato con commosse parole l'attività in difficili condizioni materiali e politiche: e tuttavia, egli ha detto, ciò non impedisce a questi compagni « emigrati talvolta anche da molti anni, di conservare un profondo attaccamento al Partito comunista, una fedeltà certa agli ideali comunisti, una profonda passione per ciò che avviene nel nostro Paese, per le lotte e le battaglie del nostro Partito ».

Questi compagni assolvono i loro compiti in due direzioni: essere sempre nelle prime file del movimento operaio e sindacale del Paese in cui lavorano, rappresentando così una grande forza unitaria per i lavoratori italiani, per quelli emigrati da altri Paesi e per i lavoratori « nazionali »; partecipare alle lotte dei lavoratori italiani in ogni momento e soprattutto

nei momenti più difficili come quello che oggi sta attraversando l'Italia, un momento che richiede appunto la intensificazione di questa partecipazione di tutti gli emigrati del nostro Paese.

La situazione in Italia è difficile — ha detto Berlinguer — per le condizioni di vita, le minacce che già si profilano per il posto di lavoro, difficile dal punto di vista politico per la debolezza e le contraddizioni che caratterizzano l'azione del governo attuale, sul quale la pressione delle forze conservatrici si fa sempre più pesante. Non è un caso che i fascisti e le forze reazionarie cerchino di approfittare di questa situazione, per portare un colpo alle conquiste democratiche, per creare le condizioni di un mutamento verso destra, per operare il tentativo di una eventuale soluzione autoritaria.

In questa situazione, è evidente ciò che può significare per l'Italia il referendum sul divorzio, il pericolo per l'unità popolare ch'esso rappresenta, per lo schieramento a destra al quale esso può dare luogo, per l'elemento di diversione che esso costituisce e quindi di paralisi dei processi di sviluppo del nostro Paese.

Il nostro Partito, ed altre forze democratiche come i socialisti, strati di cattolici e perfino settori della DC, hanno lavorato per impedire che si giungesse alla prova del referendum, avanzando proposte ragionevoli.

Tutti sanno che i dirigenti democristiani hanno respinto queste proposte, dimostrando così di non avere alcuna visione degli interessi generali del Paese. Ora, poiché ormai si va verso il referendum, i comunisti italiani debbono prepararsi e mobilitare tutte le loro forze per affrontare questa difficile e importantissima battaglia.

Naturalmente, gli sforzi fatti per impedire il referendum non sono stati vani. Il giudizio di Berlinguer a questo proposito è netto e positivo. Si è largamente diffuso nel Paese, attraverso questi sforzi, la coscienza del carattere diversivo del referendum ed è stata smascherata la responsabilità delle forze che lo hanno voluto e di quelle che si sono rifiutate di evitarlo. Questi sforzi dunque hanno creato condizioni più favorevoli per affrontare la battaglia e per popolarizzare nelle masse popolari le posizioni del Partito comunista. « Noi — ha detto Berlinguer a questo proposito — affronteremo naturalmente nel corso della campagna i problemi specifici del divorzio e della famiglia. I comunisti sono per

la stabilità della famiglia e noi denunceremo dove stanno le responsabilità vere dei mali che colpiscono tante migliaia di famiglie italiane e tra questi mali porremo in primo piano il dramma dell'emigrazione».

DIREZ

I comunisti italiani sono per l'unità della famiglia a condizione che questa unità non venga imposta. I comunisti italiani pensano infatti che sia assurdo impedire il diritto di costruirsi una nuova famiglia nei casi in cui il matrimonio è già fallito. E poi, quando si esamina il problema di questa imposizione della indissolubilità del matrimonio, si scopre qualcosa di più: il tentativo di sopraffazione, una mentalità che è contraria ai principi di libertà e di democrazia. In questo senso la battaglia dei comunisti diventa dunque «una battaglia di libertà contro la sopraffazione, una battaglia di denuncia per far capire cosa c'è dietro questo referendum, il tentativo di colpire la libertà e la democrazia».

RASSEC

L'Italia è dunque davanti ad una scelta: «O si va avanti verso una svolta democratica — ha detto Berlinguer — realizzando l'incontro o, chiamiamolo come volete, il compromesso storico fra le componenti fondamentali del movimento popolare italiano, tra comunisti, socialisti, cattolici, democratici, incontro tale da stimolare la partecipazione del popolo alla realizzazione di un vasto programma di trasformazioni sociali e porre la democrazia al riparo da ogni

possibile attentato; oppure la situazione tenderà a scivolare a destra, verso un decadimento delle istituzioni democratiche. Questo spiega la nostra politica di unità dei lavoratori, operai, celli medi, contadini, studenti, per una più ampia convergenza antifascista».

OCIALI

Berlinguer ha continuato affermando che nonostante le difficoltà le cose vanno avanti come è provato dal riuscito sciopero della Fiat e dalla grande lotta degli studenti per obiettivi nuovi e concreti. Le cose vanno avanti anche tra le forze politiche, come ha dimostrato l'eco suscitata nelle settimane scorse e le discussioni sollevate dalla proposta di compromesso storico. «I nostri avversari — ha concluso Berlinguer calorosamente applaudito — fanno di tutto per impedire che vada avanti il processo di unità di tutte le forze democratiche. Spetta a noi comunisti di far fallire questo tentativo».

3 VII

Prima di Berlinguer avevano parlato davanti alla grande sala colma di centinaia di attivisti emigrati, il compagno Giuliano Pajetta, responsabile della sezione emigrazione del Comitato centrale, il segretario della Federazione di Bruxelles del PC belga, i compagni delle organizzazioni del Partito comunista italiano del Limburgo, di Colonia e il segretario della Federazione del PCI in Belgio. Un compagno emigrato ha offerto a Berlinguer un ritratto di Togliatti nel decimo anniversario della sua scomparsa.

del .....

Ritaglio dal Giornale .....

Violenti  
«Crisi»

IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere della Sera* di *Milano* del *29-1-74*

SI ACUISCONO I CONTRASTI ALL'INTERNO DELLA CEE

# Violenta nota di protesta del Belgio «Giocare all'Europa non è una cosa seria»

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

Bruxelles, 28 gennaio.

A Bruxelles ormai si gioca a carte scoperte: i contrasti che dividono gli organi di governo della Comunità Europea — la Commissione esecutiva da una parte, il Consiglio dei ministri dall'altra — sono all'ordine del giorno e non vengono più mascherati. Tutto quello che l'esecutivo propone — e non parliamo soltanto dei temi principali come potrebbero essere quelli del fondo regionale o della politica energetica comune ma anche delle iniziative più ragionevoli — non è minimamente preso in considerazione dal Consiglio dei ministri della CEE, non suscita cioè l'interesse dei governi nazionali, o almeno non di tutti e nove i governi come sarebbe opportuno.

All'indomani dello sganciamento dal «serpente» comunitario e della relativa fluttuazione libera del franco francese sul mercato internazionale dei cambi, il presidente della Commissione esecutiva, Ortoli, aveva chiesto — con un telegramma indirizzato al tedesco Walter Scheel, presidente di turno della CEE — la convocazione urgente di un Consiglio dei ministri delle finanze in seduta straordinaria.

Ma la presidenza tedesca non ha fatto conoscere il suo pensiero in proposito. Non ha risposto ad Ortoli.

Interpreti del malumore che serpeggiava nelle loro capitali, i rappresentanti permanenti di qualche paese membro hanno fatto pressioni sull'ambasciatore tedesco affinché fossero chiariti i motivi che erano alla base del rifiuto. Ma il rappresentante diplomatico della Germania federale non è stato in grado di fornire spiegazioni.

Particolarmente irritati della situazione di stallo che si è venuta a creare sono i belgi. E il ministro degli esteri belga, Van Elslande, benché dimissionario a seguito della crisi di governo che si è aperta nel paese ormai da dieci giorni — ha diffuso una secca nota di protesta. «Il ministro degli affari esteri Van Elslande — dice

la nota — farà conoscere il malumore del governo belga ai suoi colleghi in occasione del prossimo Consiglio dei ministri della CEE convocato il trenta gennaio per discutere soltanto sulla politica regionale».

Sin qui la nota ufficiale. Ma essa è seguita da una serie di apprezzamenti che la agenzia di stampa «Belga» definisce di «fonte governativa». Sostanzialmente il Belgio ritiene necessaria la convocazione di un Consiglio dei ministri finanziari della CEE non tanto per «penalizzare» i francesi quanto «per chiedere loro alcune spiegazioni».

Adottare una misura — come quella di far fluttuare il franco — «a freddo» (così si è espresso Giscard D'Estaing) significa, secondo il

governo belga, violare certe regole che costituiscono il fondamento dell'Europa monetaria, e cioè della Comunità europea.

«A queste condizioni — dicono sempre gli ambienti governativi belgi — giocare all'Europa non è una cosa seria. Van Elslande è anche disposto a rendere pubblica la disfatta purché ciascuno si assuma le responsabilità a viso scoperto».

Sembra che anche l'Italia — sia pure con un atteggiamento un po' meno deciso di quello belga — abbia chiesto la sollecita riunione dei ministri finanziari della CEE. Però, insieme alla Germania federale, nell'opporsi, ci sarebbero l'Olanda e la Francia.

Arturo Guatelli

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Osservatore Romano Città del Vaticano* del 28/29-1-74

## *I Vescovi italiani ringraziano i confratelli esteri che assistono gli emigrati nei loro Paesi*

Si è riunita in questi giorni a Roma presso la sede UCEI (Ufficio Centrale Emigrazione Italiana), sotto la presidenza di Mons. Mensa, Arcivescovo di Vercelli, la Commissione Episcopale Italiana per le Migrazioni ed il Turismo.

L'esame periodico della situazione sulla base delle relazioni dei direttori ha riguardato particolarmente in questa occasione gli effetti universalmente negativi della crisi economica attuale, che ricadono particolarmente sulle categorie più sprovviste e già provate, i lavoratori migranti e quelli dediti ai servizi nel turismo.

La crisi economica divenuta crisi occupazionale è una ulteriore prova — afferma un documento — di quanto la Commissione denunciò nel 1971, sulla responsabilità primaria del gioco delle forze economiche nelle migrazioni.

I Vescovi italiani esprimono il loro ringraziamento ai Confratelli nell'Episcopato europeo per avere chiaramente dichiarato che la situazione attuale non può divenire occasione di ulteriore aggravio ai migranti già vittime di altre discriminazioni.

D'altra parte i Vescovi italiani hanno favorevolmente constatato il crescente interesse di studio, impegni ed interventi delle chiese locali dei paesi di immigrazione, tendenti a rivedere la posizione dei migranti e ad inserirli in modo ade-

guato e responsabile nelle proprie strutture e nella propria vita. Particolarmente indicativi e validi al riguardo sono sembrati gli interventi dei Vescovi francesi contro la discriminazione legale nei confronti dei migranti, i documenti di lavoro del Sinodo svizzero e l'ultima stesura del documento sugli stranieri del Sinodo tedesco.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avanti! di Roma del 29-1-34

● 15.000 OPERAI SOSPE-  
SI ALLA «VOLKSWAGEN»

— La società automobilistica «Volkswagen» della Germania Federale ha disposto che vengano sospesi dal lavoro 15.000 operai per due settimane presso i propri impianti di Hannover.

Dal canto suo, il gruppo «Daimler Benz», che costruisce la gamma delle «Mercedes», ha preannunciato una prossima parziale sospensione delle attività presso i propri impianti di Duesseldorf, Brema e Amburgo. Il mese venturo misure analoghe per complessivi 55.000 operai, saranno prese dalla «Opel», dalla «Porsche» e dalla «BMW».

II

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Giorno*

di *Milano*

del *29-1-74*

## SU SCHWARZENBACH

Berna

Con sorpresa ho letto nel vostro giornale, sotto il titolo « Coalizione di forze democratiche contro l'erede di Schwarzenbach » che « il raggruppamento comunista è assente ancora una volta etc... ».

A questo proposito vorrei fare le seguenti precisazioni:

1) Tutta la sinistra svizzera si è schierata contro l'iniziativa contro l'inforestieramento del 1970, in particolare il Partito svizzero del lavoro;

2) l'organo di stampa da voi menzionato non è né rappresentativo della sinistra, né da prendere sul serio, in quanto organo — ma del resto non viene più pubblicato — di un sedicente par-

tito comunista creazione di un personaggio isolato;

3) per quanto riguarda la posizione del Partito svizzero del lavoro a proposito dell'iniziativa dell'Azione Nazionale del signor Oehen e Co, oggi in discussione, non può esistere alcun dubbio: il Partito svizzero del lavoro combatterà questa iniziativa in Parlamento come in votazione popolare. Il « raggruppamento comunista » farà tutto ciò che è nelle sue possibilità per far cadere questa iniziativa.

KARL ODERMATT

membro dell'Ufficio politico del Partito svizzero del lavoro e direttore del settimanale « Vorwärts »

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Momento sera di Roma

del 18/29-1-74

Ritaglio dal Giornale

# E la scarsa manodopera il problema dell'Australia

Nonostante l'inflazione che l'anno scorso è stata del 13,2 per cento e che quest'anno, secondo le previsioni degli esperti, è destinata ad aumentare, l'industria australiana è in piena espansione. La visita in Italia del ministro dell'immigrazione australiano Albert Grassby è una prova e una conseguenza indiretta di questa situazione quasi unica al mondo. Grassby riparte da Roma il 4 febbraio.

L'Australia che all'inizio del 1973 sembrava più preoccupata della qualità che della quantità degli emigrati e lamentava l'altissimo numero dei rimpatri (circa il 25 per cento degli arrivi) cercando di ovviarvi con una scelta e una informazione più accurata dei candidati all'emigrazione, sta lentamente tornando a una politica di immigrazione massiccia.

All'interno del governo e di alcuni circoli scientifici c'è ancora chi considera la difesa dell'ambiente compromessa da un'immigrazione che grava eccessivamente sulle risorse e le infrastrutture del paese: non mancano infine coloro che sostengono che l'immigrazione è sinonimo di inflazione e come tale va ancora ridotta e controllata. Sta di fatto che mentre nessuno all'inizio dell'anno scorso aveva obiettato sul drastico taglio imposto dal nuovo governo laborista sulla quota d'immigrazione, adesso l'ufficio governativo per la pianificazione delle immigrazioni ha consigliato al governo di reclutare nei primi sei mesi del 1974 almeno 20 mila immigrati in più: dal 110 mila previsti a 130 mila.

Anche i sindacati e le associazioni dei datori di lavoro hanno fatto loro le raccomandazioni dell'ufficio governativo e l'industria australiana — tradizionalmente avversaria dei laboristi — sta dando coi fatti completa fiducia al governo Whitlam investendo in nuovi impianti e beni strumentali più di quanto ha speso due anni fa sotto il governo liberale.

Il problema del 1974 continuerà ad essere la scarsità di manodopera e di alcuni beni di consumo, accompagnati da inflazione. Crean ha preferito puntare sullo sviluppo del paese piuttosto che minacciare il lavoro e il tenore di vita dei lavoratori australiani. La visita del ministro Grassby, noto amico dell'Italia, va vista alla luce di questo nuovo sviluppo economico. Grassby vuole più immigrati italiani, soprattutto dalle zone della Calabria e del Veneto che egli visiterà nei prossimi giorni.

## Visita a Urbino del ministro australiano per l'immigrazione

Urbino, 28 gennaio

Il ministro australiano per l'immigrazione on. Grassby è giunto ad Urbino per presenziare allo scoprimento di una lapide in onore dell'urbinate Rafaele Carboni. Il ministro Grassby, che si trova in Italia da alcuni giorni in visita ufficiale, è giunto in Urbino nel pomeriggio di domenica come ospite della città che ha dato i natali all'illustre concittadino considerato uno dei fondatori della democrazia in Australia.

Dopo una breve visita ai monumenti della città, il ministro Grassby è stato ricevuto in Comune dal sindaco, presenti le maggiori personalità della Regione. Rispondendo al saluto del sindaco, il ministro Grassby ha detto che il nome di Rafaele Carboni unisce Urbino all'Australia.

Questa mattina, nel corso della cerimonia di scoprimento della lapide posta sulla facciata della casa natale di Carboni, il professor Pasquale Salvucci, direttore dell'istituto di filosofia dell'aeneo urbinato, ha tenuto il discorso ufficiale per illustrare la personalità eccezionale e per alcuni versi ancora misteriosa di questo grande urbinato.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI  
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E AFFARI SOCIALI  
UFFICIO VII

RASSEGNA DELLA STAMPA ITALIANA, ITALIANA ALL'ESTERO ED ESTERA  
DI PROBLEMI SOCIALI E MIGRATORI  
DEL... 29 - 1 - 74

IN VISIONE... DIRETTORE GENERALE

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L' Eco

di San Gallo

del 30-1-74

Baden

# Un viceconsolato che scotta

**Nel corso di un'assemblea sui problemi dell'emigrazione, il segretario della federazione socialista italiana in Svizzera Giuseppe Fabretti allude a insistenti pressioni e basse manovre per allontanare il viceconsole Adolfo Treggiari.**

Non eravamo lontani dal vero quando, alcuni mesi fa, scrivevamo che la collettività italiana del canton Argovia sta diventando «adulta». Ne abbiamo avuto la conferma sabato scorso durante l'assemblea sui problemi dell'emigrazione svoltasi a Wettingen presso la sede del «Punto d'incontro», un'associazione che lo scorso anno si è distinta per tutta una serie di iniziative culturali e per aver dato un contributo notevole alla realizzazione del doposcuola per i bambini che frequentano le scuole elementari svizzere.

Per una volta condividiamo l'opinione delle solite malelingue, secondo cui i temi all'ordine del giorno (troppi per essere trattati esaurientemente nel giro di due ore) non erano altro che un pretesto per aprire pubblicamente un discorso sulle condizioni precarie in cui è costretto ad operare il viceconsolato di Baden e su certe manovre, più o meno occulte, volte a provocare la rimozione dell'attuale viceconsole Adolfo Treggiari.

L'argomento è stato introdotto da Umberto Manca, presidente del circolo sardo di Baden e membro del Comitato nazionale d'intesa, e poi trattato nei suoi risvolti più significativi da Giuseppe Fabretti segretario della federazione socialista italiana in Svizzera. La situazione in cui versa il viceconsolato di Baden è più o meno analoga a quella di tanti altri consolati (mancanza di personale, scarse disponibilità finanziarie per fini sociali, strutture che sanno ormai di muffa, ecc.), con l'aggravante però che il rapporto tra il numero degli impiegati del viceconsolato di Baden e il numero di italiani residenti nella circoscrizione è tale da provocare condizioni di estremo disagio per gli uni e

per gli altri (si parla di un rapporto di 1 a 5000—7000!).

## Un uomo scomodo

In Argovia, l'immagine di un viceconsolato inefficiente e votato alla rassegnazione si inseriva agevolmente nel quadro generale di una collettività italiana profondamente abulica e praticamente sensibile soltanto a certe attenzioni di tipo paternalistico, caduta in letargo sotto gli effetti afrodisiaci di iniziative nostalgiche e folclorico-umanitarie portate avanti a gran voce all'insegna del motto «vogliamoci bene».

Poi, non molto tempo fa, è arrivato al viceconsolato di Baden l'«uomo nuovo», Adolfo Treggiari. Gli è bastato un rapido giro d'orizzonte per rendersi conto che bisognava subito rimboccarsi le maniche e mettersi al lavoro: l'emigrazione italiana in Argovia — dice — è stata un po' trascurata, è stata tenuta in una condizione semicoloniale. La sua avversione per qualsiasi forma di rassegnazione, il suo inesauribile dinamismo («quando avremo finito di organizzare i pugliesi cominceremo subito con i calabresi»), il suo profondo attaccamento alla cultura e alla civiltà italiane hanno prodotto un effetto immediato. Gli emigrati italiani hanno riscoperto il gusto di ritrovarsi insieme, di organizzarsi, di pensare e decidere con la propria testa: quà e là sono sorti comitati di genitori, sono stati creati doposcuola e nuove associazioni, è stato formato un comitato cittadino, come pure il nuovo comitato consolare di coordinamento (comunque già bloccato sul nascere, voci amiche ci hanno confidato che il nostro ministero degli esteri considera lo statuto «troppo democratico»).

Dietro la spinta di Treggiari, gli italiani di Wettingen hanno intensificato i contatti con le autorità comunali: è di questi giorni la notizia secondo cui è stata formata una commissione comunale consultiva, di cui fanno parte anche otto rappresentanti delle associazioni italiane.

## Reazione inattesa

C'è però chi, evidentemente abituato all'andazzo in auge fino a poco fa, è del parere che il viceconsole di Baden fa troppo, pretende troppo, confonde il gioco delle parti e deve quindi essere silurato. Facendosi interprete della posizione assunta in merito dalla collettività italiana, il segretario della FSIS Giuseppe Fabretti ha detto, al cospetto del nostro ambasciatore a Berna: «Sia ben chiaro che gli italiani d'Argovia resteranno al fianco del viceconsole, che essi stimano come uomo e come funzionario. Se necessario, sapremo reagire con fermezza alle basse manovre messe in atto da persone di cui conosciamo nome, cognome e indirizzo». Questo, ci assicurano, è soltanto l'inizio. Il resto seguirà ...

E. Ravviso

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... Emigrazione Italiana, Legnano ..... del 30-1-74

Nella riunione del CCIE (3)

# Pensione sociale e maggiori stanziamenti per scuola e formazione professionale

Concludiamo con questa nota le informazioni sull'ultima riunione del CCIE (Comitato consultivo per gli italiani all'estero). Vale la pena segnalare ancora due temi sottolineati con particolare energia dai consultori:

1) La richiesta di estendere a tutti gli emigrati italiani, privi di ogni altro tipo di pensione, la **PENSIONE SOCIALE** come avviene ora per i cittadini che risiedono in Italia. Riproduciamo a fianco il testo della mozione presentata e firmata da tutti i consultori. Questa richiesta tende a colmare un grave vuoto che colpisce molti lavoratori anziani in diversi paesi del mondo. In risposta alla mozione, l'on. Granelli ha dichiarato che si impegnerà a fondo perché tale problema venga messo all'ordine del giorno sia del governo che del Parlamento.

2) L'adeguamento dei fondi a disposizione per la scuola e la formazione professionale degli emigrati. Dopo la mozione della Commissione nazionale scuola delle Colonie Libere Italiane (pubblicata nell'ed. n. 45/1973 del nostro giornale), che sosteneva e denunciava la mancanza di provvedimenti tesi ad aumentare gli stanziamenti per compensare la svalutazione della lira, al CCIE è stata presentata anche un'altra mozione redatta dagli enti di formazione di emanazione sindacale operanti in Svizzera ECAP-CGIL, e IAL-CISL e dall'ENAI-ACLI.

In questa mozione si sostiene la necessità che il fondo sociale europeo sia esteso anche ai lavoratori italiani emigrati in paesi non appartenenti alla Comunità, e quindi anche in Svizzera. E si insiste "affinché il bilancio, per scuola e formazione, sia proporzionato all'attività in atto, alla crescente domanda dei lavoratori emigrati e ai relativi costi reali".

Su questo punto, l'on. Granelli, dopo aver informato che in sede di discussione di bilancio il Parlamento ha aumentato lo stanziamento per la scuola di 700 milioni di lire - circa la copertura della svalutazione - è rimasto molto sulle generali. Ed è proprio su questo punto che si dovrà dare battaglia se non si vorrà che tutto il settore entri in crisi: unitariamente, comitati di genitori, gruppi scuola, enti di formazione, comitati sindacali, associazioni e organizzazioni politiche.

Ministero degli Affari Esteri

**MOZIONE**

I Consultori presenti nell'VIII Sessione del D.C.I.E. preso atto delle dichiarazioni e affermazioni di volontà espresse in più occasioni e nel corso del dibattito sul problema della "PENSIONE SOCIALE" per i lavoratori emigrati privi di qualsiasi diritto a prestazioni pensionistiche e con risorse minime economiche.

Sollecitano il Governo e per essi i Ministri competenti ad un urgente esame e soluzione del problema.

Inoltre ritengono che si debbano ricercare sollecitamente soluzioni al problema dell'Assistenza Sanitaria ai titolari di pensione dell'assicurazione obbligatoria italiana, che ne siano privi per altro titolo con conseguenze facilmente intuibili.

A questo fine, fermo restando la necessità di una azione più continua e incisiva a livello dei rapporti bilaterali internazionali, per la conclusione di nuove convenzioni in materia di sicurezza sociale o il loro perfezionamento, si ritiene che soluzioni transitorie possano essere adottate almeno per le prestazioni di rilievo come ad esempio ricoveri ospedalieri.

I Consultori auspicano risposte e prese di posizione precise attese dai lavoratori emigrati che si trovano nelle situazioni indicate.

*[Area containing numerous handwritten signatures and notes, including names like E. Vignolo (CGIL), F. Granelli, and others. Some notes are written vertically along the right margin.]*

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Emigrazione Italiana di Lufano* del *30-1-74*

EMIGRAZIONE

UN PROBLEMA RICICCATO ALLO STUDIO DELLA COMMISSIONE DELLA COMUNITA'

Quali saranno i risultati concreti?

## Alla Conferenza europea dell'OIL esaminati anche i problemi dell'emigrazione

A Ginevra si è riunita dal 14 al 23 gennaio la conferenza regionale europea dell'OIL (Organizzazione Internazionale del Lavoro) presenti delegati sindacali, governativi e padronali di tutti i paesi europei.

Purtroppo si è trattato di un avvenimento che, pur avendo all'ordine del giorno importanti temi (fra questi anche quelli dell'emigrazione) non ha sollevato molto interesse fra l'opinione pubblica, al punto che tutta una serie di organi di informazione l'hanno ignorata oppure ad essa hanno dedicato pochissimo spazio. Occorre dire subito che l'OIL è una istituzione esclusivamente di studio e di coordinamento degli sforzi fatti a livello internazionale per migliorare gradualmente le condizioni di vita e di lavoro di certe categorie di lavoratori. Le sue decisioni non hanno forza vincolante (questo in pratica, anche se formalmente dovrebbero averla) ma solo valore di raccomandazione per i paesi ad esso aderenti.

Questo principio vale purtroppo anche per i problemi dei lavoratori emigrati da un paese all'altro. Vale comunque la pena di esaminare brevemente i problemi presi in esame in questo campo dalla conferenza di Ginevra.

Nei paesi dell'Europa Centro-settentrionale — dice il rapporto dell'Ufficio dell'Organizzazione — sono occupati circa 7 milioni e mezzo di lavoratori provenienti da altri paesi. Questo significa che il numero dei lavoratori emigrati nella sola Europa sono di numero superiore ai salariati autoctoni in Austria, Belgio, Danimarca ed Irlanda messi assieme. I problemi fondamentali che la presenza di queste masse di lavoratori pongono ai paesi di immigrazione sono essenzialmente: 1) l'uguaglianza di trattamento legale ed economico; 2) l'unificazione delle famiglie; 3) la protezione della salute dei lavoratori; 4) la scolarizzazione e la formazione dei figli degli emigrati; 5) gli alloggi.

Occorre dire che l'OIL ha preso in esame questi problemi da parecchi anni ed ha continuato ad approvare risoluzioni e raccomandazioni formalmente giuste sin dal 1949, poi successivamente nel 1962, nel 1964, nel 1969, nel 1970 e, l'ultima, nel 1971 in occasione della 56a sessione.

Purtroppo tutti questi documenti sono stati quasi del tutto ignorati dal padronato e dai governi dei vari paesi che si sono visti costretti invece ad accettare qualche

modifica solo in seguito al fatto che i lavoratori stessi non hanno cessato di agire a tutela dei propri interessi.

Del resto destino più o meno simile hanno avuto anche le risoluzioni e le raccomandazioni votate dalle Nazioni Unite (quella del luglio '72 approvata dal Consiglio Economico e Sociale dell'ONU, quella del 15 novembre '72 approvata dall'Assemblea generale e la risoluzione della Commissione dei diritti dell'uomo del 13 marzo 1973).

Ha sollevato invece maggiore risonanza fra l'opinione pubblica l'incontro, avvenuto a Ginevra a lato della Conferenza dell'OIL, dei rappresentanti sindacali di vari paesi europei aderenti alle due centrali internazionali: la Federazione Sindacale Mondiale (alla quale aderiscono i sindacati dei paesi socialisti oltre alla CGIL italiana ed alla CGT francese) e la Cisl internazionale (alla quale fanno capo i sindacati occidentali, salvo CGIL e CGT). L'incontro è stato molto positivo ed ha realmente gettato le basi per una futura collaborazione che tutti si augurano possa rafforzarsi e divenire operante al più presto.

A.L.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Avvisatore* di *Palermo* del *30-1-76*

## EMIGRAZIONE

UN PROBLEMA DELICATO ALLO STUDIO DELLA COMMISSIONE DELLA COMUNITA'

# L'istruzione scolastica dei figli dei migranti

Il problema dell'istruzione scolastica dei figli dei lavoratori migranti è assai complesso e non ancora risolto in sede comunitaria date le difficoltà che si incontrano nella ricerca di una soluzione adeguata.

Tali difficoltà non derivano soltanto dall'obbligo morale e giuridico di garantire l'istruzione scolastica di oltre due milioni di figli di lavoratori migranti residenti negli Stati membri, ma anche dalla esigenza di impiegare tutti i mezzi atti a garantire che quest'istruzione scolastica sia efficace e risponda ad un duplice obiettivo: da un lato quello di familiarizzare i giovani immigrati con la lingua e la cultura del Paese che li ospita, per agevolarne il più rapidamente possibile l'adattamento e l'integrazione e, dall'altro, quello di preservare la loro cultura originaria, onde evitare una rottura con l'ambiente familiare e consentire loro di reintegrarsi nel Paese d'origine qualora desiderino ritornarvi. I problemi inerenti all'istruzione scolastica di questi ragazzi di età molto diverse (da quella prescolastica a quella post-scolastica), inegualmente ripartiti nel territorio della Comunità e di nazionalità, lingua e cultura molto diverse, sono tanto più gravi in quanto il livello socio-culturale e la situazione economica delle lo-

ro famiglie li pongono in condizioni particolarmente sfavorevoli.

Gli aspetti più evidenti di questo stato di cose sono i ritardi e gli insuccessi scolastici, nonché il mancato rispetto dell'obbligo scolastico. Per raggiungere gli obiettivi indicati bisogna ricorrere a misure pedagogiche speciali (classi d'accoglienza, corsi di recupero, assistenza linguistica, eccetera) nonché elaborare metodi e materiali pedagogici adeguati; inoltre, occorre preparare gli insegnanti mediante una formazione pedagogica e linguistica appropriata.

I governi di parecchi Stati membri hanno compiuto sforzi notevoli. Va inoltre segnalato l'interesse accordato all'

istruzione dei figli dei lavoratori migranti dalle organizzazioni professionali dei lavoratori e dei datori di lavoro nonché delle associazioni di lavoratori migranti e di insegnanti.

La Commissione delle Comunità, conscia dell'importanza e della complessità di tali problemi ha inserito l'istruzione scolastica dei figli dei lavoratori migranti fra le azioni prioritarie del suo programma. Inoltre, essa ha già compiuto studi ed organizzato incontri, a vari livelli, fra le persone responsabili del settore.

La Commissione sta esaminando le conclusioni tratte nei vari incontri allo scopo di elaborare le proposte da presentare al Consiglio.

A Niscemi, in provincia di Caltanissetta, si è svolto un convegno regionale delle ACLI siciliane sul tema «Sottosviluppo, emigrazione, iniziativa del movimento operaio», al quale hanno partecipato delegazioni di emigranti e delle loro famiglie, provenienti da ogni provincia siciliana. Al termine del convegno — il Presidente delle ACLI, Marino Carboni, ha ribadito che la questione meridionale costituisce il nodo fondamentale dello sviluppo economico, e soprattutto civile, dell'intero Paese. Dal '57 al '70 — ha detto Carboni — i lavoratori emigrati sono stati circa 4 milioni; il 16% di essi erano siciliani. E ancora: nel 1970 gli emigrati sono stati 151.854; di essi quasi 24 mila erano pugliesi, 21 mila campani, 19 mila siciliani, 17 mila calabresi. In sostanza queste quattro Regioni da sole hanno «fabbricato» il 50% degli emigrati.

Carboni ha quindi illustrato alcuni dei problemi connessi alla situazione scolastica dei figli degli emigrati italiani nei Paesi della CEE e nella Svizzera e quelli relativi alla salute e agli ambienti di lavoro, ricordando l'azione che le ACLI e i loro servizi di patronato conducono non solo nei Paesi europei, ma anche nell'America del Nord, nell'America Latina e in Australia.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Unione Sarda* di Cagliari del 30-1-74

## Gli alloggi popolari agli emigrati

Sassari, 29 gennaio

L'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Sassari ha pubblicato i bandi di concorso generali per i comuni di Sassari e Sorso ai fini della formazione delle graduatorie per la assegnazione degli alloggi che verranno realizzati entro l'anno. La graduatoria verrà aggiornata ogni anno mediante bandi integrativi che saranno pubblicati dall'Iacp.

Il termine per la presentazione delle domande è di 60 giorni a decorrere dal 16 gennaio scorso per il comune di Sassari e dal 22 gennaio per il comune di Sorso. Nel rendere nota l'avvenuta pubblicazione dei bandi di concorso l'Iacp ha altresì precisato che possono partecipare anche i lavoratori emigrati all'estero, per i quali il termine di presentazione delle domande è raddoppiato rispetto a quelli residenti nei due comuni.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia A.R.I. di Roma del 30-1-74

N. 5 = GRANELLI SOTTOLINEA CHE NON ESISTONO PER IL MOMENTO PERICOLI DI DISOCCUPAZIONE PER I NOSTRI LAVORATORI OCCUPATI NEI PAESI DELLA C.E.E. = LA PRESENTAZIONE DELLA RELAZIONE ANNUALE SUI "PROBLEMI DEL LAVORO ITALIANO ALL'ESTERO" A CURA DELLA DIREZIONE GENERALE PER L'EMIGRAZIONE E A.S..

Roma, 30 - ARI - L'on. Luigi Granelli, Sottosegretario di Stato agli Esteri per i problemi dell'emigrazione, ha presentato alla stampa i due volumi che la Direzione Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali ha, con il consueto impegno, predisposto sui "problemi del lavoro italiano all'estero" e relativi all'attività svolta nel 1972. L'on. Granelli, cui va riconosciuto il forte impegno sociale che lo spinge ad affrontare sul piano europeo i problemi dei nostri lavoratori all'estero, ha avvertito - riferisce l'ARI - che la relazione illustra una situazione che si è andata evolvendo nel 1973 e sulla quale oggi grava l'incognita della crisi energetica.

Il Ministero degli Esteri, in sintonia con quello del Lavoro, ne segue attentamente gli sviluppi mediante rilevazioni, le quali - almeno per il momento, viene fermamente ribadito - per quanto riguarda la occupazione nei paesi della CEE non sono preoccupanti. L'Italia ritiene comunque che i problemi occupazionali che dovessero eventualmente insorgere in conseguenza della crisi petrolifera, vengano affrontati e risolti in sede CEE.

Questa messa a punto, l'on. Granelli l'ha fatta rispondendo alle domande postegli dai giornalisti alla fine della sua esposizione per illustrare il contenuto dei due volumi sui "problemi del lavoro italiano all'estero".

Nella sua nota introduttiva alla Relazione il Sottosegretario Granelli afferma che "si è responsabilmente coscienti di non aver esaurito con tale pubblicazione i temi della problematica emigratoria. Ciò riflette l'impegno, peraltro in fase di concreta attuazione, di riunire la Conferenza Nazionale dell'Emigrazione al fine di approfondire, in un ampio confronto con le forze interessate, i fondamentali problemi che condizionano attualmente l'emigrazione italiana".

La relazione, come nel passato, si compone di due parti: la prima di natura descrittiva e la seconda di carattere statistico. In quest'ultima - riferisce l'ARI - sono contenute le appendici che documentano il volume delle correnti migratorie italiane, la loro composizione numerica delle nostre collettività all'estero, la loro struttura professionale e per sesso, età, regioni di provenienza. Le appendici portano altresì i dati di riferimento alle rimesse, ai mezzi di bilancio, all'at

tività di assistenza sociale e scolastica, alla stampa italiana all'estero ed agli altri mezzi di informazione nonché le statistiche riguardanti la composizione numerica delle collettività straniere nei principali paesi di emigrazione.

La parte descrittiva, invece, si sviluppa in quattro sezioni. La prima fa una rassegna dell'attività degli Enti pubblici considerandone l'evoluzione globalmente nell'ambito interno, nel quadro della politica sociale e regionale comunitaria e sul piano dei rapporti bilaterali. Nel contempo, il tema delle funzioni delle Amministrazioni regionali dà occasione per una approfondita disamina del problema della preparazione professionale e linguistica del lavoratore migrante. Nella seconda sezione si illustrano i flussi e la contingenza economica; nella terza la composizione e la struttura delle nostre collettività; nella quarta l'azione di tutela e di assistenza e si articolano documentando oggettivamente l'attività dell'Amministrazione come descritta nella prima sezione.

Nelle sezioni seconda e terza, l'andamento del movimento emigratorio viene fatto oggetto di particolare attenzione. Si registra nei valori totali una costante decrescenza dei flussi. Il fenomeno influenza il movimento emigratorio da oltre un decennio, a parte le impennate del 1965 e del 1971, subito riassorbite del resto. Comunque, la tendenza è la risultante di due componenti: l'emigrazione nell'area comunitaria e quella verso gli altri Paesi europei ed extraeuropei.

Nella sua nuova dimensione, la Comunità europea assorbe ormai più del 50% dell'intero flusso emigratorio italiano. Ma, mentre si osserva qualche crescita verso la Germania Federale, i flussi diretti negli altri Paesi comunitari vengono sostanzialmente equilibrati dai rimpatri.

Il movimento verso i Paesi extraeuropei ha confermato nel 1972 la tendenza decrescente che era andata manifestandosi con una costante incisiva nel quinquennio precedente: 62.567 espatriati nel 1967; 57.252 nel 1968; 43.059 nel 1969; 36.740 nel 1970; 34.589 nel 1971; 23.010 nel 1972.

Il fenomeno, a differenza di quanto registrato nei Paesi europei, si è dunque manifestato anche nel 1971 e si è vistosamente accentuato nel 1972 con una marcata caduta degli espatri verso tutti i Paesi, salvo gli Stati Uniti. (ARI)



IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Le Figaro

di Parigi

del 30-1-74

A L'UNESCO

# Pour améliorer le sort des travailleurs immigrés

## Juristes et syndicalistes internationaux recherchent de nouveaux schémas juridiques

Se scandaliser des conditions de vie et de travail des immigrés peut donner bonne conscience, mais cela est de faible utilité. Il y a dans les pays d'Europe un régime de droit — droit des libertés publiques, droit du travail, droit international privé. Inclut-il les travailleurs étrangers? C'est ce que devait expliquer, en substance, le professeur Gérard Lyon-Caen en ouvrant à Paris la première conférence internationale portant sur la situation juridique et sociale des travailleurs migrants en Europe.

L'Association internationale des juristes démocrates vient, en effet, de réunir pendant trois jours, à l'Unesco, 150 spécialistes venus de 19 pays d'Europe et d'Afrique (dont une importante délégation algérienne), des dirigeants de 27 organisations internationales et de syndicats nationaux et internationaux de différentes tendances, ainsi que des représentants de l'Unesco et du Bureau international du travail. Tous ces participants devaient analyser la situation juridique et sociale des travailleurs migrants en Europe (particulièrement celle des Turcs en R.F.A. et celle des Algériens en France) et essayer de trouver des schémas juridiques susceptibles d'améliorer leur sort.

Un premier point a été souligné: le dogme de l'égalité devant la loi ne peut résoudre les problèmes posés par les travailleurs étrangers. Il faut élaborer des mesures qui soient propres et adaptées. Pour rétablir une certaine égalité dans les faits, il convient de reconnaître aux migrants un statut spécial. Par nature, ce statut

ne doit pas être national, mais international. Les juristes proposent de s'adresser à l'O.I.T. et à la Communauté économique européenne.

En matière de droit syndical, les participants ont proposé d'accorder aux étrangers le droit d'être non seulement délégué du personnel et membre du comité d'entreprise, mais

aussi délégué syndical, administrateur de caisse de Sécurité sociale et contrôleur du travail. Cette idée de « délégation permanente » des travailleurs émigrés devrait même être étendue au-delà des relations de travail: « Ou'un étranger ne puisse être député, cela se comprend, ont-ils dit: qu'il ne puisse pas être conseiller municipal, administrateur d'une caisse de chômage, cela ne va pas de soi. »

Les juristes se sont enfin attachés à défendre les droits individuels et les libertés publiques des immigrés. Selon eux, cela n'est possible qu'à trois conditions: protéger les migrants contre le racisme, leur donner le droit de se réunir et de créer des associations, enfin leur donner des garanties contre l'expulsion.

N. F.

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Agenzia Ansa* di *Roma*

del 30-1-74

problemi emigrazione -

(ansa) - roma, 30 gen - il sottosegretario agli esteri on. granelli ha riferito oggi alla commissione lavoro del senato sui problemi dell'emigrazione. granelli si e' anzitutto soffermato sui riflessi della crisi energetica che investe la cee e che ha destato - ha detto - diffusi allarmi per quanto riguarda la stabilita' del posto di lavoro dei nostri emigrati. granelli ha ricordato che il 9 gennaio si e' tenuta alla farnesina una riunione con i rappresentanti delle organizzazioni sindacali, nella quale si e' convenuto di non considerare la situazione eccessivamente allarmante, nel senso che non si sono verificati provvedimenti restrittivi per la manodopera italiana all'estero; ha detto che non si possono, tuttavia, escludere in assoluto future conseguenze negative sull'occupazione italiana, ad esempio in concomitanza di processi di riconversione industriale, che potrebbero essere resi necessari proprio per fronteggiare la crisi.

per quanto riguarda la situazione dei rapporti con la svizzera, granelli ha detto che per il momento non ci sono motivi di preoccupazione, "anche se un certo allarme puo' destare l'atteggiamento del governo elvetico nei confronti del problema degli operai stagionali di piu' recente impiego".

il sottosegretario ha infine rilevato che una incisiva politica per la emigrazione presuppone l'attuazione di una politica economico-sociale all'interno in grado di assicurare lo sviluppo produttivo e dell'occupazione anche per far fronte ad eventuali rimpatri.

h 1759/gg

nnnn

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia AGIT di Roma del 30-1-74

**AGIT-EMIGRAZIONE**

COLLOQUI ALLA FARNESINA GRANELLI-GRASSBY:  
MIGLIORI CONDIZIONI PER L'EMIGRAZIONE ITALIANA

IN AUSTRALIA. - E' in questi giorni in visita ufficiale in Italia il Ministro australiano per l'immigrazione on. Albert D. Grassby, che si è incontrato con il Presidente del Consiglio on. Mariano Rumor, con il Ministro degli Esteri on. Aldo Moro e con il Ministro del Lavoro on. Luigi Bertoldi. Il Ministro Grassby ha avuto inoltre - segnala l'Agit - una serie di colloqui alla Farnesina con il Sottosegretario agli Esteri on. Luigi Granelli. Nel corso delle conversazioni sono stati passati in rivista gli sforzi condotti da entrambe le parti per migliorare le condizioni in cui si svolge il flusso migratorio italiano verso l'Australia.

Le conversazioni, svoltesi in un clima di reciproca cordialità e comprensione, hanno permesso di affrontare un vasto numero di questioni in uno sforzo comune compiuto dai due Paesi per inquadrare i problemi emigratori nel contesto delle relazioni economiche, sociali e culturali fra Italia e Australia. Il Ministro Grassby ha in particolare sottolineato il continuo interesse dell'Australia per un flusso di lavoratori qualificati italiani che, insieme alle loro famiglie, vengono da parte australiana considerati come futuri cittadini e membri della "famiglia nazionale australiana". Egli ha inoltre affermato la necessità di vedere il fenomeno emigratorio in una più ampia e comprensiva sfera che non si limiti agli aspetti economici ma tenga anche conto delle necessità umane e culturali dei lavoratori migranti e delle loro famiglie. (Agit)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agenzia AGIT di Roma del 30.1.74

CONCRETE INIZIATIVE A FAVORE DEGLI EMIGRANTI ITALIANI IN AUSTRALIA.

Il Ministro Grassby ed il Sottosegretario Granelli hanno concordato nel dare inizio sin dalla prossima estate ad un progetto pilota per visite in Italia di assistenti sociali australiani in modo da dar loro una più completa ed articolata conoscenza delle condizioni sociali e culturali degli emigranti italiani. Per quanto riguarda lo scambio di insegnanti - riferisce l'Agit - si è concordato che un programma iniziale potrà cominciare sin dal primo gennaio 1975. Grassby ha espresso inoltre il suo appoggio per il raggiungimento di un accordo culturale fra i due Paesi: un progetto di intese al riguardo sarà presentato dal Governo italiano attraverso i normali canali diplomatici. Nel corso della riunione è stato anche affrontato il problema del riconoscimento dei titoli professionali di tecnici italiani diretti in Australia. Il Sottosegretario Granelli ed il Ministro Grassby hanno constatato la reciproca concordanza di vedute sulla opportunità di collaborare per ampliare il numero dei corsi in lingua inglese realizzati in Italia per i lavoratori diretti in Australia al fine anche di migliorarne il contenuto informativo. Si è anche riconosciuta da ambo le parti l'utilità di giungere, sulla base delle intese raggiunte a Canberra dall'on. Granelli con il Ministro della Giustizia australiano sen. Murphy, ad una convenzione per il reciproco riconoscimento delle sentenze per i suoi benefici effetti sui problemi familiari dei lavoratori migranti. L'on. Granelli ha infine ringraziato l'on. Grassby per le dimostrazioni di effettivo interesse ripetutamente e generosamente date per i problemi umani dei nostri lavoratori in Australia e delle loro famiglie ed ha auspicato che il dinamismo e la concretezza che oggi caratterizzano le relazioni tra i due Paesi in campo migratorio possano condurre, insieme all'impegno politico del Governo italiano a risultati sempre più positivi; nell'interesse dell'inserimento dei lavoratori italiani e delle loro famiglie su solide basi sociali economiche e culturali. (Agit)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Agencia Anse di Roma

del 30-1-70

econo

granelli riceve ministro immigrazione del quebec -

(ansa) - roma, 30 gen - il sottosegretario agli esteri on. granelli ha ricevuto ieri alla farnesina il ministro dell'immigrazione della provincia canadese del quebec, jean bien-

venue, che era accompagnato da funzionari dell'ambasciata canadese a roma e da esponenti della comunita' italo-canadese del quebec.

al centro dei colloqui sono stati posti argomenti sui quali e' gia' in corso una attiva collaborazione fra le autorita' della provincia canadese, dove risiedono oltre 250 mila persone di origine italiana, e per iquali acquista particolare rilievo l'intervento del governo del quebec.

sono stati infatti passati in rassegna i recenti sviluppi dell'attivita' di quel governo nei settori della formazione professionale e del riconoscimento delle qualifiche professionali, in quello dell'indennizzo agli infortunati sul lavoro e dell'assicurazione di malattia. il sottosegretario granelli, nel constatare l'amichevole impegno e l'interesse con il quale il ministro bienvenue personalmente ed il governo del quebec seguono questi problemi, ha sottolineato l'urgenza di procedere alla elaborazione di criteri piu' rapidi e funzionali per il riconoscimento delle predette qualifiche, di superare le strozzature che ancora si presentano nella valutazione del grado di invalidita' degli infortunati trasferitisi in italia attraverso una piu' stretta collaborazione con l'inail e di stabilire criteri per l'assistenza ospedaliera diretta per gli emigranti giunti in quebec da meno di tre mesi.

i due uomini politici hanno anche sottolineato il ruolo positivo che la nostra comunita' giuoca nel favorire una migliore comprensione fra i due paesi e si sono impegnati ad un incontro in canada' nel corso di una visita che l'on. granelli, accogliendo l'invito rivolto, ha in programma di realizzare nel quadro dei suoi impegni di governo.

il ministro bienvenue si trova in italia in visita privata e dopo aver visitato alcune citta' del veneto, si rechera', prima di rientrare in canada', per alcuni giorni in sicilia.

h 1605/bon  
mnnn

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agenzia ASCA di Rome del 30-1-74

IN SEGUITO ALLA CRISI ENERGETICA

PREOCCUPA MA NON E' ALLARMANTE

LA SITUAZIONE DEGLI EMIGRATI

IL GOVERNO, COMUNQUE, SEGUE CON ATTENZIONE LA SITUAZIONE, PRONTO A PRENDERE TUTTE LE MISURE NECESSARIE PER LA SICUREZZA DELLA NOSTRA MANODOPERA -

(ASCA) - ROMA, 30 GEN. - IL SOTTOSEGRETARIO GRANELLI, ILLUSTRANDO ALLA COMMISSIONE LAVORO DEL SENATO, I PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE, SI E' SOFFERMATO ANZITUTTO SUI RIFLESSI DELLA CRISI ENERGETICA CHE INVERTE LA CEE E CHE HA DESTATO DIFFUSI ALLARMI PER QUANTO RIGUARDA LA STABILITA' DEL POSTO DI LAVORO DEI NOSTRI EMIGRATI. NELLA RIUNIONE TENUTASI IN GENNAIO ALLA FARNESINA, CON I RAPPRESENTANTI DELLE ORGANIZZAZIONI SINDACALI, SI E' CONVENUTO, HA RILEVATO IL SOTTOSEGRETARIO, DI NON CONSIDERARE LA SITUAZIONE ECCESSIVAMENTE ALLARMENTE, NEL SENSO CHE NON SI SONO VERIFICATI PROVVEDIMENTI RESTRITTIVI PER LA MANODOPERA ITALIANA ALL'ESTERO. CIO' VALE ANCHE PER LA REPUBBLICA FEDERALE TEDESCA, DOVE PER ALTRE MISURE RESTRITTIVE SONO STATE PRESE NEI CONFRONTI DELLA IMMIGRAZIONE DA PAESI EXTRA COMUNITARI.

TUTTAVIA NON SI POSSONO ESCLUDERE IN ASSOLUTO FUTURE CONSEGUENZE NEGATIVE SULL'OCCUPAZIONE ITALIANA, AD ESEMPIO, IN CONCOMITANZA CON PROCESSI DI RICONVERSIONE INDUSTRIALE, CHE POTREBBERO ESSERE RESI NECESSARI, PROPRIO PER FRONTEGGIARE LA CRISI. NELLA SUDETTA RIUNIONE SI E' ALLORA CONCORDATO DI PREDISPORRE MECCANISMI DI ACCERTAMENTO SISTEMATICO DEL MERCATO DEL LAVORO NELL'AMBITO COMUNITARIO, I CUI RISULTATI QUANTO PIU' POSSIBILE PUBBLICIZZATI. UN CENNO PARTICOLARE - HA AGGIUNTO GRANELLI - MERITA LA SITUAZIONE DEI RAPPORTI CON LA SVIZZERA POICHE' E' QUI IL RISCHIO DI UN'UTILIZZAZIONE STRUMENTALE DELLA CRISI ENERGETICA PER ATTUARE MISURE DISCRIMINATORIE A DANNO DEI NOSTRI LAVORATORI, TENENDO PRESENTE CHE LE NORME COMUNITARIE NON SI APPLICANO ALLA SVIZZERA

  
*Ministero degli Affari Esteri*

Rit

IN QUANTO NON FA PARTE DELLA CEE, PER IL MOMENTO ON VI SON COMUNQUE MOTIVI DI PREOCCUPAZIONE ANCHE SE UN CERTO ALLARME PUO' DESTARE L'ATTEGGIAMENTO DEL GOVERNO ELVETICO PER CIO' CHE RIGUARDA IL PROBLEMA DEGLI STAGIONALI DI PIU' RECENTE IMPIEGO. IL GOVERNO ITALIANO HA PERO' ADOTTATO UNA LINEA DI FERMA OPPOSIZIONE - CHE HA FATTO VALERE NELLA STESSA CEE - DICHIARANDOSI DISPONIBILE A DISCUTERE SU ALTRI ASPETTI DELL'EMIGRAZIONE IN SVIZZERA, COME SU QUELLO DEI FRONTALIERI. PIU' IN GENERALE - HA PROSEGUITO L'ON. GRANELLI - MENTRE ESISTE NELLA COMUNITA' UNA LEGISLAZIONE PIUTTOSTO AVANZATA A TUTELA DEI LAVORATORI, MANCANO PERO' STRUMENTI EFFETTIVAMENTE VALIDI PER GARANTIRNE L'EFFICACE APPLICAZIONE.

UN'INCISIVA POLITICA PER L'EMIGRAZIONE PRESUPPONE, TRA L'ALTRO, L'ATTUAZIONE DI UNA POLITICA ECONOMICO-SOCIALE ALL'INTERNO IN GRADO DI ASSICURARE LO SVILUPPO PRODUTTIVO E OCCUPAZIONALE, ANCHE PER FAR FRONTE AD EVENTUALI RIMPATRI. ACQUISTA COSI' UNA GRANDE IMPORTANZA LA CONFERENZA NAZIONALE DELL'EMIGRAZIONE CHE IL GOVERNO SI E' IMPEGNATO A CONVOCARE ENTRO L'ANNO. E' ESSENZIALE PERO' CHE LA CONFERENZA NO SI RIDUCA A DISCUSSIONI ED ANALISI BUCROCRATICHE, POICHE' IL SUO VALORE DEVE ESSERE POLITICO, NEL SENSO DI INDICARE LE PROSPETTIVE DI INTERVENTO ATTE A FAR ASSURGERE L'EMIGRAZIONE A FATTO DI IMPORTANZA NAZIONALE CHE RICHIEDERA' QUINDI LA PARTECIPAZIONE DI SETTORI DEL GOVERNO BEN PIU' VASTI DI QUELLO AFFIDATO ALLE CURE DEL MINISTERO DEGLI ESTERI.

DOPO L'INTERVENTO DEL SOTTOSEGRETARIO HA PRESO LA PAROLA IL SEN. AZIMONTI (DC) QUALE PRESIDENTE DELLA SOTTOCOMMISSIONE APPOSITAMENTE COSTITUITA PER I PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE, CHE HA INFORMATO L'ON. GRANELLI DELL'INTENZIONE DI TALE ORGANISMO DI FORMARE UNA SORTA DI AGENDA DEI LAVORI.-(ASCA).

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Avvenire Italia di Roma del 30-1-74

PROBLEMI EMIGRAZIONE: RELAZIONE GRANELLI  
(AGI) - ROMA 30 GEN. - CENTOCINQUANTADUEMILA SONO GLI EMIGRATI  
DALL'ITALIA NEL 1972, QUINDICIMILA IN MENO RISPETTO ALL'ANNO PRE-  
CEDENTE, TANTI QUANTI NEL 1970. MA NONOSTANTE QUESTA FLESSIONE,  
I PROBLEMI SI MOLTIPLICANO E PRESENTANO ASPETTI SEMPRE PIU' COM-  
PLESSI NELLA MISURA IN CUI GLI ADDENSAMENTI DEMOGRAFICI E LE CON-  
GESTIONI INDUSTRIALI METTONO DRAMMATICAMENTE ALLO SCOPERTO LA COM-  
PONENTE SOCIALE DEL FENOMENO CON TUTTE LE SUE IMPLICAZIONI DI NA-  
TURA UMANA. IL SOTTOSEGRETARIO ACLI ESTERI PER I PROBLEMI DELL'EMI-  
GRAZIONE ON. LUIGI GRANELLI HA PRESENTATO OGGI ALLA STAMPA L'AN-  
NUALE RELAZIONE SUI "PROBLEMI DEL LAVORO ITALIANO ALL'ESTERO",  
SPECIFICANDO CHE I PROBLEMI DELL'EMIGRAZIONE PRESENTANO ASPETTI  
SPECIFICI E DIVERSI IN RAPPORTO ALLE AREE GEOGRAFICHE: COMUNQUE LA  
DIMENSIONE DEL FENOMENO VIENE ILLUSTRATA EFFICACEMENTE DALLE CIFRE  
COMPLESSIVE. I NOSTRI CONNAZIONALI RESIDENTI ALL'ESTERO, IN CIRCA  
150 PAESI, SONO 5.158.772; IN EUROPA NE RISIEDONO 2.414.000, PER LO  
PIU' NEI PAESI DELLA CEE (1.783.000) E NELLA SVIZZERA (OLTRE 600 MI-  
LA). RIFERENDOSI ALLA CRISI ENERGETICA IL SOTTOSEGRETARIO GRANEL-  
LI HA AFFERMATO CHE LA SITUAZIONE PER QUANTO RIGUARDA IL LIVELLO DI  
OCCUPAZIONE NON E' PREOCCUPANTE, ANCHE SE NECESSITA DI PERIODICI CON-  
TROLLI. QUESTO RIDIMENSIONAMENTO DEI TIMORI PER QUANTO CONCERNE IL  
LEGAME TRA CRISI ECONOMICA MONDIALE ED OCCUPAZIONE NELL'AMBITO DELLA  
CEE E' STATO RICONOSCIUTO - HA AGGIUNTO GRANELLI - DAGLI STESSI RAP-  
PRESENTANTI SINDACALI NELL'INCONTRO DEL 9 GENNAIO: NEL CORSO DI QUE-  
STO INCONTRO E' STATA APPUNTO RICONOSCIUTA LA ESIGENZA DI ENTRARE  
IN POSSESSO DI DATI MENSILI SUL RAPPORTO CRISI ENERGETICA-OCCUPAZIO-  
NE.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Agencia Ansa di Roma del 30-1-76

relazione su problemi lavoro italiano all'estero

(ansa) - roma, 30 gen - il sottosegretario agli esteri on. granelli ha presentato ai giornalisti la relazione annuale sui problemi del lavoro italiano all'estero, curata dalla direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali. questi problemi interessano 5.158.772 connazionali residenti in circa 150 paesi; di essi 2.414.000 risiedono in europa, in prevalenza nei paesi della cee (un milione 783 mila) e in svizzera (oltre 600 mila).

secondo i dati contenuti nei due volumi della relazione, nel 1972 si e' confermata la tendenza alla contrazione della emigrazione. nel 1969 gli emigrati italiani erano 182.193 e nel 1970 erano diminuiti del 17 per cento, scendendo a 151.854; dopo una parziale ripresa nel 1971, con un incremento del 10,50 per cento e un totale di 167.721, nel 1972 si e' tornati ai valori del '70 con 152 mila unita' emigrate. il movimento verso i paesi europei e' salito dal 79,4 per cento nel 1971 all'84, 9 per cento nel '72. la meta' di questa emigrazione e' diretta all'area comunitaria.

i problemi sollevati dall'emigrazione italiana, a parte quelli di ordine economico, sono quelli dell'assistenza sociale, giuridico-amministrativa, scolastica, della formazione e riqualificazione professionale, del tempo libero. altri problemi emergono in rapporto all'informazione, alla partecipazione del lavoro migrante alle attivita' amministrative, sindacali e associative, all'integrazione nel paese di immigrazione, al reinserimento nel contesto socioeconomico nazionale.

L'on. granelli ha rilevato che dai dati della relazione emerge che questo fenomeno non e' piu' un problema settoriale ma e' divenuto di carattere generale e come tale sara' affrontato dalla conferenza nazionale sull'emigrazione che e' in corso di preparazione e che - ha detto - dovra' sostanzialmente indicare quali modificazioni in politica interna e in politica internazionale devono intervenire per affrontare e risolvere nel modo migliore il problema.

granelli ha poi espresso l'impegno del ministero affinche' per il futuro la relazione risulti piu' tempestiva fornendo dati piu' recenti. essa inoltre - ha aggiunto - non dovra' limitarsi alle rilevazioni statistiche sui fenomeni accaduti ed esistenti ma dovra' ricercare

a monte i dati relativi alle tendenze in atto in modo da adottare i possibili tempestivi interventi. per esempio, sarebbe fondamentale per una politica dell'emigrazione conoscere le tendenze del mercato del lavoro, gli obiettivi dei programmi economici dei vari paesi, gli eventuali progetti di fusioni di societa', di conversioni industriali, eccetera.

./

  
*Ministero degli Affari Esteri*

Ritagli

rikerendosi, quindi, ai dati sull'emigrazione nei vari anni, il sottosegretario ha detto che essi dimostrano la necessita' di una normativa internazionale che tenga conto di questa mobilita'. In particolare, il problema di una politica sociale comunitaria si impone in rapporto alla notevole aliquota del flusso migratorio nei paesi dell'europa unita.

granelli ha anche osservato che permane una prevalenza di emigrazione dalle regioni del sud d'italia (a parte i fenomeni del veneto e della lombardia che sono in prevalenza di emigrazione stagionale) da cui risulta che l'emigrazione non e' che una seconda faccia del problema di fondo del mezzogiorno italiano.

granelli ha quindi fornito assicurazioni circa la situazione dell'occupazione di mano d'opera italiana in rapporto alla crisi energetica che ha investito i paesi europei. contro le voci allarmistiche, da lui definite infondate, granelli ha detto che la situazione "non e' preoccupante", anche se deve essere tenuta sotto controllo perche' in futuro potrebbe avvenire quello che finora non e' avvenuto. a questo scopo, insieme con i sindacati, ci si e' proposti di fare periodicamente il punto sulla occupazione italiana fuori del territorio nazionale. ci si preoccupa anche che in certi paesi non si prenda a pretesto la crisi energetica per imporre restrizioni all'occupazione immigrata.

al riguardo, granelli ha detto che sono stati fatti passi presso la cee per lo svolgimento di indagini nei vari paesi; prossimamente una rappresentanza del governo e dei sindacati italiani si rechera' a bonn per un esame della situazione in germania dove peraltro - ha detto il sottosegretario - il lavoratore italiano e' considerato non tanto un immigrato quanto un lavoratore della comunita' europea. granelli ha di nuovo fornito assicurazioni circa l'occupazione italiana in germania che resta - ha detto - "nella soglia di sicurezza".

infine, a proposito della linea che il governo intende seguire in questo settore, granelli ha detto di rifiutare il concetto del lavoratore italiano all'estero secondo la tradizionale figura dell'emigrante. nella comunita' europea - ha sostenuto - tutti i lavoratori devono essere considerati e sentirsi lavoratori europei che devono integrarsi con il godimento dei diritti politici e civili nel paese ospitante. quanto agli altri paesi, granelli ha detto che

lla tendenza all'integrazione va incoraggiata ovunque, anche se questo non deve andare a scapito della lingua e della cultura italiana, che devono essere salvaguardate anche in vista di un eventuale ritorno in patria dei lavoratori emigranti.

h 1715/bra

IX

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO di MILANO del 30-1-74

### Bresciano arrestato a Budapest per contrabbando di preziosi

BRESCIA, 29 gennaio  
Giuseppe Pellini, 37 anni, un impiegato d'albergo di Brescia, si trova in carcere a Budapest dallo scorso ottobre in attesa di processo per contrabbando di preziosi ed orologi. Il fatto coinvolge anche 20 cittadini ungheresi della cui complicità si sarebbe avvalso il Pellini, secondo l'accusa, per smerciare la merce introdotta illegalmente in Ungheria.

L'atto di accusa afferma che Pellini, nel corso degli ultimi due anni, si è recato in Ungheria venti volte «divenendo un cliente ben noto dei night-clubs di Budapest». Pellini è stato arrestato lo scorso ottobre da agenti di dogana che trovarono 389 orologi svizzeri nascosti nell'auto sportiva dell'italiano.

Secondo la polizia ungherese, Pellini ha contrabbandato e venduto in Ungheria merce per un valore complessivo di oltre 17 milioni di lire. Il codice penale ungherese prevede sino a tre anni di carcere per il reato di contrabbando. Fonti della magistratura locale hanno detto che il processo avrà luogo entro breve tempo.



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*de* **Nazione**

di

*Firenze*

del

**30-1-74**

## TRE ITALIANE MUOIONO IN KENIA

Nairobi, 29 gennaio.

Tre italiane che lavoravano all'ospedale di Nairobi sono morte in un incidente stradale. Un portavoce dell'ospedale ha detto che si tratta della religiosa Edvige Rossi, di quarantasette anni, di San Salvatore Monferrato, della dottoressa Anna Tognolo, di ventotto anni, originaria di Torino; dell'infermiera Rina Nicco, di cinquantasei anni, anch'ella di Torino.

Le tre donne stavano rientrando da una vacanza trascorsa nella zona di Mombasa con i genitori della dottoressa Tognolo quando l'auto, per cause non accertate, è uscita di strada e si è capovolta. Alla guida si trovava la religiosa.

Il padre della dottoressa è rimasto incolume, la madre ha riportato ferite di lieve entità.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

IL FIORINO

di

MILANO

del

30-1-74

IL VIAGGIO DEL MINISTRO MORO IN MEDIO ORIENTE

# Una maggiore presenza italiana nei Paesi del Golfo Persico

AL KUWAIT, 29

Il viaggio del ministro degli Esteri Moro nel Medio Oriente potrebbe essere il primo passo verso una maggiore presenza italiana nei "regni del petrolio", cioè nei Paesi del Golfo Persico, dove oggi siamo pressoché assenti e dove si sta sviluppando invece una azione di penetrazione da parte degli Stati Uniti, del Giappone e di alcuni Paesi europei, come Francia e Inghilterra. E' questo il dato di fondo emerso dai colloqui avuti da Moro ad Abu Dhabi e nel Kuwait. Ad Abu Dhabi il più ricco ed esteso dei sette emirati del Golfo Persico uniti in federazione nel dicembre del 1971, Moro ha fatto solo una breve tappa, in tutto tre ore, proveniente dal Cairo. La disponibilità

dei dirigenti dell'unione degli emirati arabi a ricercare tutte le forme possibili di cooperazione con i Paesi industrializzati per convertire in investimenti produttivi e in opere pubbliche le royalties derivanti da una produzione annua di greggio attualmente intorno ai 60 milioni di tonnellate (Abu Dhabi è il quinto produttore del Medio Oriente) ha però compensato la brevità dei colloqui. L'incontro tra Moro ed il ministro di stato per gli affari esteri, Sayf Alqobash (a cui ha partecipato, da parte araba anche il ministro degli affari finanziari) ha dato, infatti, come risultato immediato un invito per l'invio nell'unione di una missione economica italiana e l'impegno reciproco ad esaminare le possibilità di

un accordo di cooperazione globale, che apra la strada all'inserimento di aziende pubbliche e private italiane nello sviluppo di quel Paese.

Da parte italiana si è prospettata anche la possibilità di una cooperazione finanziaria con enti di Stato italiani che già operano in collegamento con industrie nazionali e straniere. In realtà gli emirati offrono enorme possibilità. La loro unica risorsa, se si eccettua una esigua esportazione di prodotti ittici, è praticamente il petrolio e debbono importare dall'estero derrate alimentari, macchine, e perfino materiale da costruzione. Soprattutto hanno bisogno di assistenza tecnica per i loro progetti di industrializzazione, basati sulla trasformazione del greggio e

sullo sfruttamento di alcuni giacimenti minerari. Da parte italiana finora si è fatto poco, se si eccettua una missione nel maggio '73 e la presenza di tre aziende (tra cui la Saipem del Gruppo Eni) nei settori delle costruzioni e delle trivellazioni. I contatti diplomatici sono assicurati dalla nostra ambasciata nel Kuwait.

Ma gli italiani che vi risiedono (150-200) affermano che basterebbe un addetto commerciale come ha fatto la Francia che si è assicurata in un anno perfino il progetto di forestizzazione dell'oasi "Al-Ain, per circa 10 miliardi di lire (e che proprio oggi ha inaugurato la linea aerea Karaki-Dubai-Abu Dhabi-Gedda-Cairo-Parigi).

A.S



IV

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Messaggero di Roma

del 30-1-74

RIUNIONE DEI NOVE OGGI A BRUXELLES

# Si tenta di varare l'accordo Cee per le aree depresse

di FRANCO IVALDO

Bruxelles, 29 gennaio. Allontanatasi la tempesta valutaria, provocata dalla fluttuazione del franco, l'Europa è rimasta in balia di una profonda crisi che ha rimesso in discussione tutti gli obiettivi ed i programmi decisi al vertice di Parigi e confermati, più recentemente, dai capi di governo a Copenaghen.

I Nove fino ad oggi non sono riusciti a mettersi d'accordo sulle questioni energetiche e sulla politica regionale mentre l'Unione economica monetaria, proprio a causa della decisione francese, ha subito una grave battuta d'arresto. Per cercare una via d'uscita alla difficile situazione che paralizza attualmente la CEE, i ministri degli Esteri dei nove paesi si riuniranno domani a Palazzo Carlo Magno nel tentativo di superare almeno una controversia, quella riguardante la politica regionale.

Il nodo da sciogliere concerne l'ammontare del fondo per lo sviluppo delle aree depresse. L'esecutivo di Bruxelles aveva proposto una dotazione di duemila e 250 milioni di dollari (pari a 1400 miliardi di lire) per i primi tre anni. Tale somma era stata giudicata troppo elevata dalla Germania federale che dovrebbe essere la principale finanziatrice. Il governo di Bonn aveva suggerito la creazione di un mini-fondo la cui attività si sarebbe limitata ad un solo anno a titolo sperimentale. Italia, Inghilterra ed Irlanda, vale a dire i maggiori destinatari degli aiuti per lo sviluppo regionale, avevano invece chiesto una dotazione di 3 miliardi di dollari ed un impegno pluriennale. I tre paesi avevano inoltre subordinato qualsiasi progresso comunitario negli altri settori (energia ed unione economico-monetario) al varo della politica regionale. La flut-

tuazione del franco ha di per sé reso impossibile un rilancio della cooperazione europea in campo valutario malgrado la sopravvivenza del fragile serpente nel quale rimangono legati il marco, il fiorino, il franco belga e lussemburghese e la corona danese. La pregiudiziale rimane valida invece per quel che riguarda la politica energetica.

Il 5 febbraio prossimo i partners della CEE dovranno ritrovarsi a Bruxelles per preparare una strategia comune in vista della conferenza di Washington sul petrolio (11 e 12 febbraio). Se non sarà trovata un'intesa sul fondo regionale si allontanerà ancor più la prospettiva di una azione comune in materia energetica. I Nove sono poi divisi sul problema del petrolio, in quanto la Francia mantiene le sue riserve sulla conferenza proposta da Nixon.

Il fondo europeo di sviluppo regionale avrebbe dovuto, almeno sulla carta, correggere i principali squilibri risultanti da una prevalenza delle attività agricole, dalle trasformazioni industriali e da una sottoccupazione strutturale in determinate regioni e zone della Comunità (principalmente nel nostro Mezzogiorno). Il ministro per lo sviluppo del Mezzogiorno Donat Cattin, che domani a Bruxelles guiderà la

delegazione italiana, riproponendo le tesi del nostro paese sulla questione avrà per alleato l'inglese Douglas Home ed il rappresentante del governo di Dublino. All'Italia, all'Inghilterra ed all'Irlanda i soci del club europeo hanno spesso rimproverato l'emarginazione della lira e della sterlina dall'accordo di cambio comunitario (il serpente). Adesso gli stessi rimproveri vengono mossi alla Francia colpevole di aver deciso la fluttuazione della propria moneta senza consultare i partners.

Oggi alla vigilia del Consiglio della Comunità il ministro degli Esteri belga Van Eyslande ha proposto ai partners un dibattito politico di fondo sulla crisi in cui versa attualmente la comunità. Van Eyslande ha vivamente criticato l'atteggiamento assunto dalla Francia, ma si è pronunciato a favore delle tesi anglo-italiane sulla politica regionale. All'interno dei nostri paesi — ha affermato il ministro belga — noi consideriamo del tutto logico aiutare le aree depresse. Non vi è ragione per non seguire la stessa strada anche a livello europeo».

## Il compagno Bermani al Senato

# Più poteri al Parlamento europeo

Tutti i problemi di fondo relativi alla situazione della Comunità economica europea: dalla politica sociale a quella regionale, dalla crisi energetica alle difficoltà in cui si dibatte la nostra agricoltura e al deludente piano monetario comune, sono emersi dal dibattito svoltosi ieri nelle due sedute del Senato. Si è trattato di una discussione cui l'assemblea di Palazzo Madama è chiamata istituzionalmente, su relazione della giunta per gli affari della Comunità europea, in base a documenti elaborati dal passato governo in quanto riferentisi al 1972. Il sen. Pecoraro, che ha redatto la relazione per la giunta, affronta la gamma delle varie questioni e in particolare i problemi e le politiche culturali, la ricerca scientifica e tecnica, la politica dei trasporti, della difesa dell'ambiente e delle fonti di energia ed afferma che il futuro del nostro Paese, al punto in cui si è arrivati, non può essere disgiunto dalle fortune della Comunità. Quanto ai necessari collegamenti fra governo e Parlamento il relatore suggerisce al governo la costituzione di un ufficio europeo al fine di assicurare la coordinata esplicazione delle attività derivanti dall'appartenenza alla Comunità; ed auspica altresì la creazione di un ministero, anche senza portafoglio, incaricato di soprintendere, coordinare e controllare le attività comunitarie, e di rispondere istituzionalmente al Parlamento.

Il compagno Bermani, intervenuto nel dibattito per i socialisti, dopo essersi associato alla richiesta della creazione di un apposito ministero che appare la migliore delle soluzioni come ha riconosciuto già il Belgio attuando un simile provvedimento, ha osservato che a quindici anni dalla loro nascita le istituzioni europee appaiono invecchiate e sarebbe ora di porre fine a quella specie di dittatura che Parlamento e commissioni subi-

scono da parte del Consiglio dei ministri della CEE, unico e assurdo organo esecutivo il quale peraltro non deve neppure rispondere al suo Parlamento, se di Parlamento si può parlare non avendo esso funzioni legislative. Ribadita l'esigenza di una democratizzazione mediante elezione a suffragio universale diretto, il compagno Bermani ha aggiunto che il discorso sulle istituzioni si fa ancora più difficile dopo il vertice di Copenaghen che mentre ha fatto sì che l'Europa riuscisse a trovare una voce comune sui problemi energetici, ha completamente ignorato il problema istituzionale. Sotto questo aspetto il vertice di Copenaghen non può che essere considerato deludente in quanto non ha segnato nessun passo avanti sulla via dell'unificazione; ma tale delusione non rappresenta il fallimento delle politiche comunitarie emerse dalla conferenza di Parigi che restano sempre tutte sul tappeto della CEE pur procedendo in mezzo a grosse difficoltà soprattutto per ciò che riguarda la politica agricola comune. Bermani si è successivamente occupato della politica regionale e della politica sociale: in proposito esiste un impegno delle strutture comunitarie che però i problemi finanziari rendono ora di difficile attuazione. Il futuro del nostro Paese, ha concluso Bermani, non può essere disgiunto da quello della Comunità e perciò occorre evitare di assumere atteggiamenti sfiduciati.

Sono anche intervenuti nella discussione i senatori Treu e Giraud (dc), Balbo e Premoli (pli), Caretoni (i.s.), Livigni (pci) e Ariosto (psdi). Tutti hanno sottolineato la crisi grave che attraversa la Comunità, i risultati negativi della politica monetaria e di quella energetica. Per quest'ultima occorre potenziare — come ha sostenuto il sen. Treu — le fonti alternative e adottare un nuovo modello di sviluppo rifiutando di perseguire la strada del consu-

mismo. In particolare la sen. Caretoni ha detto che la vicenda comunitaria vive uno dei punti più bassi: eppure non esiste alternativa per i Paesi europei al di fuori della costruzione europea. Siamo di fronte ad un fallimento non dell'Europa ma dell'Europa del capitale, delle multinazionali e del suo gruppo dirigente. Bisognerà ripartire quasi da zero; lo si faccia dalla parte giusta seguendo moduli diversi basati sul consenso, sul controllo democratico e sulla partecipazione. A tutti ha replicato il sottosegretario agli Esteri on. Pedini, in sostituzione del ministro Moro, assente da Roma, come è noto, per un inderogabile impegno di carattere internazionale.

L'on. Pedini ha rilevato che la Comunità sta attraversando un momento di crisi che si inserisce nel delicato contesto di tutta la situazione internazionale. Il vecchio ordine economico è in liquidazione, le ragioni di scambio si vanno mutando e sono sconvolte dalla crisi monetaria e la guerra del Medio Oriente tocca da vicino la nostra sicurezza. E' naturale che fatti così gravi sconvolgano un organismo ancora in formazione quale la CEE. Ma la crisi mondiale è anche conferma che solo approfondendo sempre più i loro programmi di integrazione i paesi europei possono assicurarsi un avvenire. Secondo Pedini, sono pericolosi sia l'ottimismo di maniera che il pessimismo preconcetto: occorre coscienza delle difficoltà e volontà tenace di superarle.

L'impegno del governo italiano è ispirato alla coscienza che solo nel quadro europeo vi è certezza di libertà e di progresso.

Agli oratori intervenuti, fra cui il comunista Cipolla che ha illustrato un lungo o.d.g. sui problemi agricoli, ha replicato anche il sottosegretario all'Agricoltura Cifarelli,

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Popolo*

di

*Roma*

del

*30-1-74*

## Il ministro australiano dell'emigrazione nel Veneto

Vicenza, 29 gennaio

Il ministro dell'immigrazione australiana Albert J. Grassby è giunto stamani a Vicenza con alcuni funzionari del suo ministero per incontrarsi con rappresentanti dei familiari dei 20 mila vicentini che si trovano in Australia.

L'incontro, molto cordiale, è avvenuto nella sala del municipio, presente il sindaco dott. Sala, il sen. Oliva, il prefetto dottor Biondo ed esponenti delle varie attività economiche della provincia con il presidente della camera di commercio avv. Pellizzari.

Il ministro Grassby ha detto che l'Australia ricerca l'opera ed il talento, in particolare degli italiani, e specificamente dei veneti. Egli ha inoltre detto che il Governo australiano è animato dalla ferma intenzione di superare alcuni problemi di natura previdenziale che rappresentano ancora un ostacolo alla immigrazione.

Il sindaco Sala, rivolgendosi agli ospiti, ha detto che sono superati ormai i tempi della prima immigrazione, quella che spingeva molti all'estero per una ricerca di lavoro, e che oggi si è entrati nella seconda fase in cui l'emigrazione deve essere intesa come « libera circolazione di manodopera con intenti promozionali economici e sociali nei diversi Paesi in cui la manodopera stessa viene richiesta ».

Il ministro Grassby è partito in serata per Venezia dove, domani, si incontrerà con le autorità della Regione Veneta e con il sindaco di Venezia.



Ministero degli Affari Esteri

I 1

• ISTRUITEVI PERCHÉ  
ABBIAMO BISOGNO  
DI TUTTA  
LA VOSTRA  
INTELLIGENZA •

A. GRAMSCI

# L'Unità

DEI LAVORATORI EMIGRATI NELL'ASSIA

anno 2° numero 2  
gennaio 1974

Periodico della sezione del PCI di Francoforte

## ANDARE AVANTI PER UN '74 MIGLIORE

### LA VALVOLA

Mi sto riferendo alla famosa valvola della mano d'opera che noi emigrati conosciamo molto bene.

La valvola che finora ha un po' alleggerito la disoccupazione e la sott'occupazione in Italia facendo emigrare migliaia e migliaia di operai in Germania o in altri Paesi. Però stiamo assistendo a un fatto abbastanza grave e cioè si dà l'impressione che questa valvola si stia per chiudere.

Infatti la crisi attuale, non certo determinata solo dalla crisi energetica, si fa sempre più pesante qui in Germania e i primi a risentirne, come sempre, siamo noi emigrati.

Abbiamo più volte udito in questi ultimi tempi nuovi licenziamenti o sospensioni dal lavoro, ma cerchiamo di portare in termini di dati la situazione che si sta creando.

Attualmente ci sono in Germania 500mila disoccupati ha rilasciato detto il presidente dell'ufficio federale del lavoro Josef Stingl di Nurnberga.

A questo si deve aggiungere che in 1759 imprese è stato ridotto l'orario di lavoro con le conseguenze che ben 106mila operai si sono visti decurtati i salari di circa il dieci- quindici per cento.

I rami più colpiti sono quelli dell'industria tessile, automobilistica e del campo dell'edilizia.

Le prospettive di una ripresa produttiva a pieno ritmo sono peraltro molte dubbie per diversi motivi.

Anche se noi italiani, facenti parte del M.E.C., siamo per così dire un po' privilegiati nei confronti dei nostri colleghi provenienti da altri Paesi, l'ombra nera della disoccupazione si fa sempre più vicina.

Difatti con un pretesto o con altro per esempio il ritorno in ritardo dalle festività, i datori di lavoro colgono l'occasione propizia per un licenziamento.

Per non parlare dei frontalieri che terminato il contratto di lavoro difficilmente otterranno il rinnovo.

Però, in altri termini, i nostri privilegi comunitari svaniscono quando il padrone che qualche anno addietro veniva in Italia a farci un contratto di lavoro ci risponde: "la situazione è difficile non abbiamo più lavoro, siamo costretti a provvedere al licenziamento."

Per molti di noi ritornerà l'idea di una occupazione in Italia.

Un'idea che con l'andar del tempo si è sempre più svanita.

La politica della Democrazia Cristiana negli ultimi anni non ha creato posti di lavoro sufficienti per noi che siamo costretti a rientrare in Italia.

A questo punto ci si propone le nostre vecchie domande che non hanno mai trovato delle risposte.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Dove andremo a lavorare??? Certamente con le 800Lire al giorno di disoccupazione non si vive!!!  
Che cosa sara' dei nostri figli che hanno studiato nelle scuole tedesche? Dovremo portarli in un'altra nazione ad apprendere un'al-

Ritagli

AMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

15-3/4/1

..... di ..... del .....

tra lingua senza terminare di im-  
parare questa?  
Cosa sara' della poca esistenza che ci siamo creati qui in Germania? Tutto ad un tratto ci svanisce anche quel poco di amara sopravvivenza che abbiamo qui.  
Quei pochi risparmi che abbiamo accumulato con sacrifici non sono sufficienti per molto tempo con il caro-vita che incalza sempre piu'.  
Tutti noi in un modo o nell'altro ci siamo sempre battuti e ci batteremo per una politica in Italia per assicurarci un posto di lavoro. Si', sicurezza della nostra sopravvivenza, sicurezza del del posto di lavoro e questo in Italia.  
Perche' dobbiamo sempre andare all'estero per guadagnarci da vivere? Perche' dobbiamo avere i figli che non parlano piu' l'italiano?  
Noi tutti sentiamo la necessita' di un ritorno in Italia e di trovare cola' quello che ogni individuo gli spetta: Un posto di lavoro.

*Un licenziato.*

# In attesa di accordi in sede internazionale



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

NOI 0661

di Roma

del 15-31/1/74

La nostra espulsione e la confisca dei beni si potevano evitare o attenuare nella loro portata; abbiamo perduto la faccia e subito umiliazioni; abbandonati a noi stessi dalla Patria indifferente.

Abbiamo sempre denunciato tale situazione, ma solo oggi gli italiani cominciano a rendersi conto che i modi urbani e fin troppo concilianti dell'Onorevole Moro sono assolutamente contro indicati con gli arabi; anche se attualmente hanno il coltello dalla parte del manico.

Il Governo e l'ENI dovrebbero apprezzare il nostro senso di responsabilità che ci ha indotti a resistere da qualsiasi azione, anche soltanto dimostrativa, nei confronti dell'Ambasciata libica. Abbiamo più volte calmato gli animi ai più esagitati, ma non sempre si può riuscire. Pertanto sta soltanto al Governo, con un giusto comportamento nei nostri riguardi, evitare che ciò accada. Non è una minaccia né un ricatto; è un ennesimo appello, difatti basterebbe evidenziare che in tre anni non siamo mai andati oltre Porta Pia benché avessimo e abbiamo un argomento al confronto del quale lo scio-

Quando dalle colonne di questo giornale e nei vari raduni tenuti abbiamo, più volte, lanciato l'avvertimento al Governo che un gesto violento contro l'Ambasciata libica, di uno o più profughi — disperati per la lentezza e l'inadeguatezza dei provvedimenti concernenti lo indennizzo per i beni confiscati — avrebbe generato violente e inconsulte reazioni e ritorstioni, non bluffavamo.

L'incidente de « La Stampa » insigni. Sono a conoscenza di tutte le reazioni del col. Gheddafi per l'articolo dei giornalisti Fruttero e Lucentini: un incidente che ha finito di coinvolgere lo stesso direttore del quotidiano Arrigo Levi, reo di essere ebreo, anche se cittadino italiano.

All'opinione pubblica italiana le minacce e le richieste del colonnello libico sembrano grottesche e inammissibili. Difatti lo sono; ma non per mentalità araba. L'arabo e il libico in particolare, è di una permalosità congenita quindi le richieste e la minacciata ritorsione sono, a loro giudizio, perfettamente logiche e legittime. C'è anche da aggiungere la quasi totale mancanza di senso dell'umorismo.

In eventuali trattative con gli arabi, guai a farsi vedere remissivi, miti, civili: è considerato segno di debolezza e sono subito arroganti e pretenziosi. Solo con le maniere decise, ferme, e, se occorre, forti, si ottengono risultati

pero, con cui in Italia si ottiene tutto, diventa uno scherzo.

Esiste una legge che ci riguarda, la 1066, che prevede la concessione di anticipazioni « in attesa di accordi in sede internazionale ». Questa premessa si fa sempre più anacronistica, improbabile, sfottente; sono passati ormai tre anni e in tale periodo di tempo di accordi se ne potevano discutere a dozzine.

Venendo alla conclusione, chiediamo al Governo:

- 1) che le nostre pratiche vengano avase con la massima celerità;
- 2) che i parametri di valutazione per i beni confiscati vengano adeguati ai reali valori di comune commercio al 21 luglio, come previsto dalla legge;
- 3) che venga adottato il cambio della lira libica in vigore al 2 gennaio 1972 in base ai dati forniti dall'Ufficio italiano dei Cambi;
- 4) che venga, quanto prima, emanata la legge definitiva sull'indennizzo;
- 5) che la suddetta legge definitiva contempli inoltre che — per



# Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

## RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... di ..... del .....

un numero di anni pari a quelli che intercorrano tra la data di confisca dei nostri beni (21-7-1970) e quindi dalla forzata cessazione delle nostre attività, e quella dell'effettivo pagamento del saldo dell'indennizzo, ci venga concessa l'esenzione fiscale totale. In alternativa chiediamo a corresponsione degli interessi legali per lo stesso periodo indicato.

La richiesta di cui al paragrafo 5, è fatta in quanto noi siamo giuridicamente CREDITORI dello Stato italiano quindi il termine indennizzo è improprio. Gheddafi, in un suo discorso, a giustificazione (e una giustificazione di fronte alla opinione pubblica mondiale doveva darla) della confisca dei beni della collettività italiana in Libia, affermò che i nostri beni rappresentavano un acconto su quello che andava a chiedere all'Italia (mille miliardi!) in riparazione dei ... danni causati alla Libia dal 1911 al 1943.

In definitiva chi ci ha rimesso siamo soltanto noi, in quanto il saldo Gheddafi non l'ha più preteso. A oltre due anni dall'uscita del

la legge 1066 col famoso preambolo, abbiamo sì o no acquisito il diritto — come parte interessata — di conoscere se questi accordi ci sono stati e l'esito di essi?

Ma forse siamo degli ingenui ad aspettarci risposta dal Governo.

Ora però si parla di una visita ufficiale in Italia del Primo Ministro libico Jallud. Nessun commento da parte nostra sull'opportunità della visita in questo momento, ma non possiamo fare a meno di far presente al Governo che l'occasione è propizia per prendere quei famosi accordi sul nostro caso approfittando nel contempo per ottenere il benessere affinché una commissione governativa italiana possa reperire e controllare sul posto tutti i dati inerenti i nostri beni confiscati. Ciò per l'equità dell'indennizzo.

E' appena il caso di aggiungere che di detta commissione debbono assolutamente far parte 2 o più rimpatriati dalla Libia come consulenti e come unici e veri esperti dei problemi libici e della ex collettività italiana di Libia.

Francesco FINOCCHIARO

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Corriere Italiano* di *Piacenza* del *gennaio '74*

## IL «NUOVO MODELLO DI SVILUPPO ITALIANO»



Di rimando in rimando, siamo arrivati all'anno in cui sembra si possa realizzare la Conferenza Nazionale dell'Emigrazione.

È stato costituito, fra infinite difficoltà, con infinite dosature, un Comitato per la preparazione della Conferenza, Comitato che dovrà tenere un occhio al programma da preparare e un occhio alla borsa del Ministro del Tesoro, da vigilare perchè non venga tagliata o non risulti insufficiente la somma stanziata allo scopo.

Per quanto riguarda il programma, abbiamo ripetutamente ricordato che una raccolta corale di «casi» e di «doléances» (qui «il consolato non funziona», là «manca la scuola», a destra «la Casa d'Italia è monopolio di una cricca», a sinistra «c'è un giornale che divide la collettività» ecc.) lascerebbe indifferente l'opinione pubblica italiana, allergica, a causa dei guai interni, alla riflessione su quanto avviene oltralpe o oltre oceano.

Per noi, oggetto delle discussioni in seno alla Conferenza dovrà essere soprattutto il problema (al singolare) dell'emigrazione: il perchè, cioè, a cento anni dall'Unità d'Italia si trovi ancora alle prese con un problema migratorio di tali dimensioni e in tali condizioni.

Qual è la piega che potrà prendere la conferenza?

Se al mattino si conosce il meriggio, dobbiamo temere che alla Conferenza Nazionale sentiremo le denunce e gli alibi che ci hanno deliziato durante l'ottava sessione del Comitato Consultivo degli Italiani all'Estero (Roma, 19-21 dicembre 1973): dominerà cioè il tema della congiuntura. Sentiremo parlare della «stretta energetica», del «nuovo modello di sviluppo» del «consumismo deprecabile» e tutto aiuterà a distrarre l'attenzione dal problema vero, fondamentale: dal fatto che da cento anni lo stato italiano non sa rinunciare all'emigrazione, ci sia o non ci sia la congiuntura, perchè il fenomeno rappresenta una valvola di sicurezza, economica attraverso il rivolo delle rimesse, e sociale, attraverso la distensione sociale che l'esodo porta nelle zone stollate.

Da cento anni, dunque, la musica è sempre quella e l'alternativa (il portare il capitale dove c'è la gente, anzichè costringere la gente ad inseguire il capitale) è considerata una utopia, nel senso vecchio e deterioro del termine, cioè una affermazione bella nei libri e nei documenti pontifici, ma non applicabile nella realtà.

Cosa rimane da fare? Occorre vigilare in sede di preparazione e di conferenza, per impedire le divagazioni e per impegnare a far seguire i fatti alle parole, anche se ciò volesse dire partire in perdita per una impresa che pospone l'«economico» al «sociale».

Sarebbe ora, del resto, che ciò avvenisse, per dar vita ad un vero «nuovo modello di sviluppo italiano».

G.B. Sacchetti

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Giornale di Brescia* di *Brescia*

del 31-1-74

PRESENTATA DALL'ON. GRANELLI LA RELAZIONE ANNUALE

## Sono più di cinque milioni gli italiani residenti all'estero

Per la metà vivono in Europa - In maggioranza si tratta di meridionali - Ma i dati si riferiscono al '72: rilevata la necessità che siano forniti più tempestivamente e che si cerchino le cause dei fenomeni legati alla emigrazione - Auspicata una politica sociale comunitaria

Roma, 30 gennaio

Il sottosegretario agli Esteri on. Granelli ha presentato ai giornalisti la relazione annuale sui problemi del lavoro italiano all'estero, curata dalla direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali. Questi problemi interessano cinque milioni 158 mila 772 connazionali residenti in circa 150 Paesi; di essi 2.414.000 risiedono in Europa, in prevalenza nei Paesi della CEE (un milione 783 mila) e in Svizzera (oltre 600 mila).

Secondo i dati contenuti nei due volumi della relazione, nel 1972 si è confermata la tendenza alla contrazione dell'emigrazione. Nel 1969 gli emigrati italiani erano stati 182.193 e nel 1970 erano diminuiti del 17 per cento, scendendo a 151.854; dopo una parziale ripresa nel 1971, con un incremento del 10,50 per cento e un totale di 167.721, nel 1972 si è tornati ai valori del '70 con 152 mila unità emigrate. Il movimento verso i Paesi europei è salito dal 79,4 per cento nel 1971 all'84,9 per cento nel '72. La metà di questa emigrazione è diretta all'area comunitaria.

I problemi sollevati dall'emigrazione italiana, a parte quelli di ordine economico, sono quelli dell'assistenza sociale, giuridico-amministrativa, scolastica, della formazione e riqualificazione professionale, del tempo libero. Altri problemi emergono in rapporto all'informazione, alla partecipazione del lavoro migrante alle attività amministrative, sindacali e associative, all'integrazione nel Paese di immigrazione, al reinserimento nel contesto socio-economico nazionale.

L'on. Granelli ha rilevato che, dai dati della relazione, emerge che questo fenomeno non è più un problema settoriale, ma è divenuto di carattere generale e come tale sarà affrontato dalla conferenza nazionale sull'emigrazione che è in corso di preparazione e che — ha detto — dovrà sostanzialmente indicare quali modificazioni in politica interna e in politica internazionale devono intervenire per affrontare e risolvere nel modo migliore il problema.

Granelli ha poi espresso l'impegno del Ministero affinché per il futuro la relazione risulti più tempestiva fornendo dati più recenti. Essa inoltre — ha aggiunto — non dovrà limitarsi alle rilevazioni statistiche sui fenomeni accaduti ed esistenti, ma dovrà ricercare a monte i dati relativi alle tendenze in atto in modo da adottare i possibili tempestivi inter-

venti. Per esempio, sarebbe fondamentale per una politica dell'emigrazione conoscere le tendenze del mercato del lavoro, gli obiettivi dei programmi economici dei vari Paesi, gli eventuali progetti di fusioni di società, di conversioni industriali, ecc.

Riferendosi, quindi, ai dati sull'emigrazione nei vari anni, il sottosegretario ha detto che essi dimostrano la necessità di una normativa internazionale che tenga conto di questa mobilità. In particolare, il problema di una

politica sociale comunitaria s'impone in rapporto alla notevole aliquota del flusso migratorio nei Paesi dell'Europa unita.

Granelli ha anche osservato che permane una prevalenza di emigrazione dalle regioni del Sud d'Italia (a parte i fenomeni del Veneto e della Lombardia che sono in prevalenza di emigrazione stagionale) da cui risulta che l'emigrazione non è che una seconda faccia del problema di fondo del Mezzogiorno italiano.

I e II 2

# Gli emigrati italiani nell'occhio del ciclone

RASS

Ritaglio dal Giornale .....

In difesa delle condizioni di lavoro degli emigrati nei paesi dell'Europa la Federazione CGIL-CISL-UIL ha avanzato, al Presidente del Consiglio on. Rumor e ai ministri, on. Moro per il Ministero degli Esteri e on. Bertoldi per il Ministero del Lavoro, delle proposte al fine di tutelare i nostri lavoratori all'estero

LAVORO  
ITALIANO di ROMA del 31-1-74

LAVORO ITALIANO di ROMA del 31-1-74

l'invio a Roma di un proprio rappresentante per accertare la nostra effettiva capacità a soddisfare prontamente le pressanti (?) richieste di manodopera da parte del mercato tedesco. Nel frattempo, si effettuano massicci

licenziamenti nei settori tessile, manifatturiero, del legno e delle calzature. La Svizzera, invece, sulla scia dell'onda sciovinista, invoca la scusa degli aumenti dei costi di produzione a causa della crisi energetica con i conseguenti sfavorevoli riflessi della situazione economica internazionale e si dice costretta ad un minor ricorso alla manodopera straniera e cioè italiana che, però, verrebbe sostituita con lavora-

cura il mantenimento del livello occupazionale dei nostri lavoratori, ma, contemporaneamente, si prospettano riduzioni di orari di lavoro, mentre la Peugeot ha annullato 800 contratti di operai stranieri.

In Belgio è previsto per il 1974 un aumento dei disoccupati da 95.000 a 155.000; nei Paesi Bassi la tendenza al riassorbimento della disoccupazione ha subito una battuta di arresto e i disoccupati italiani sono passati da 250 (ottobre 1973) a 297.

Per la Repubblica Federale di Germania il discorso è un po' ambiguo perché mentre negli ultimi mesi del 1973 i licenziamenti dei lavoratori italiani si sono mantenuti ai livelli degli anni scorsi, si preannuncia, da parte dell'Istituto Federale del Lavoro di Norimberga,

**L**a crisi che travaglia il mondo occidentale, della quale quella energetica è una semplice componente, da un lato denuncia in tutta la sua drammaticità, la carenza strutturale del sistema e dall'altro investe pesantemente le condizioni di vita dei lavoratori minacciati non solo nel loro tenore di vita, ma soprattutto nei livelli occupazionali. Minaccia questa che per i nostri connazionali costretti a prestare la loro opera nei paesi della Comunità assume caratteri eccezionalmente gravi. Le previsioni di impiego, fatte nel gennaio 1974 dal Ministero degli Affari Esteri, riguardanti i lavoratori emigrati nei paesi dell'Europa lasciano intravedere una situazione non molto rosea.

Nel caso della Francia, c'è una ripetuta dichiarazione del Ministro Gorse che assi-



# Ministero degli Affari

29

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI

tori di altre nazionalità, disposti, come sembra, a condizioni di vita di lavoro avvilenti e mortificanti.

Ri.

In difesa delle condizioni di lavoro degli emigrati nei Paesi dell'Europa la Federazione CGIL-CISL-UIL ha avanzato, prima della riunione tra i capi dei governi europei tenutasi a Copenaghen il 14 dicembre 1973, delle proposte al presidente del Consiglio On. Rumor e ai ministri, on. Moro per gli Este-

ri e on. Bertoldi per il Ministero del Lavoro, al fine di tutelare i nostri lavoratori all'estero.

E' evidente, infatti, che l'ulteriore aggravarsi della crisi occupazionale nel nostro Paese, il ricorso alla cassa integrazione, assumerebbe aspetti drammatici se si dovesse aggiungere il forzato rientro di qualche centinaio di migliaia di emigrati senza lavoro. Per scongiurare un simile pericolo è necessario,

RA DELL

di .....

quindi, un costante impegno delle strutture consolari all'estero e un maggior appoggio e valorizzazione in questo campo all'opera dei Patronati di assistenza per poter fare settimanalmente il punto tra Ministero del Lavoro e la Federazione CGIL-CISL-UIL; costituire una commissione d'indagine composta da funzionari del Ministero degli Esteri, dal Ministero del Lavoro e di rappresentanti sindacali confederali e delle federazioni di categoria, la quale (con l'ausilio degli operatori in loco: patronati, organizzazioni sindacali, associazioni e lavoratori) nel raccogliere i dati indicativi, potrebbe, soprattutto, cogliere le tendenze emergenti nell'economia locale, nell'attuale crisi, e controllare l'effettiva ripresa del lavoro e se sono stati effettuati licenziamenti discriminatori.

1-74

Bisognerà inoltre prendere, e potenziare dove esistono già, contatti bilaterali con gli altri governi per salvaguardare la capacità d'acquisto dei redditi dei lavoratori immigrati, richiedendo, contemporaneamente, un intervento straordinario del Fondo Sociale Europeo (CEE) in difesa di quei lavoratori che dovessero rimanere disoccupati, onde riquificarli professionalmente sul posto, difesi nel salario e nell'assistenza previdenziale, garantendo loro l'indennità sostitutiva del salario.

Il Ministero degli Affari Esteri ha accettato queste proposte impegnandosi a portarle avanti; il Ministro del Lavoro, on. Bertoldi, nel recepire le istanze dal movimento sindacale, ha, per la prima volta, stabilito contatti permanenti con i sindacati per affrontare i problemi dei nostri lavoratori all'estero. Noi ci auguriamo che questi contatti non rimangano solo delle iniziative personali.

Foto di Iano V. Anino

Gioacchino Ferioli



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Vicentini nel Mondo* di *Vicenza* del *Gennaio '74*

Dal Comitato Veneto dell'Emigrazione riunito a Belluno

## SOLLECITATE NUOVE PROVVIDENZE REGIONALI IN FAVORE DEI LAVORATORI ALL'ESTERO

Sabato 12 gennaio, presso la sede della Camera di Commercio di Belluno, si è riunito il Comitato Veneto dell'Emigrazione presieduto dall'on. Storchi. Erano presenti l'assessore regionale all'assistenza cav. Molinari e i dirigenti delle associazioni emigranti delle province di Belluno, Padova, Rovigo, Treviso, Verona e Vicenza. L'Ente « Vicentini nel mondo » era rappresentato dal sen. Oliva e dal cav. uff. Mosele. Sono state innanzitutto esaminate le leggi recentemente emanate dalla Regione in favore dei lavoratori all'estero e dei loro familiari, riservando una particolare attenzione, anche ai fini della loro migliore applicazione, ai due provvedimenti già operanti che, rispettivamente, prevedono la concessione di contributi e sussidi in specifiche circostanze e fissano determinate provvidenze per coloro che dopo il rimpatrio intraprendono attività artigianali.

Si è quindi preso atto con soddisfazione della legge riguardante il potenziamento turistico del Veneto che, tra l'altro, stabilisce speciali agevolazioni per il riatto delle vecchie case di proprietà degli emigranti. Questa legge, che è ora all'esame delle autorità centrali, eviterà la cessione delle abitazioni da parte dei lavoratori all'estero e consentirà il recupero di un importante patrimonio ricettivo nelle zone di montagna. Tale provvedimento contribuirà altresì ad attenuare la delusione e il malcontento registratisi

L'assessore cav. Molinari ha assicurato che, entro i limiti concessi dalle norme che regolano, al pari del Veneto, le Regioni a statuto ordinario, saranno comunque tenute in debita considerazione le esigenze degli emigranti, sottolineando che un primo passo in questo senso è costituito appunto dalla legge sul potenziamento turistico.

È stata poi concordata la necessità di arrivare al più presto alla convocazione della Conferenza regionale dell'emigrazione in preparazione di quella nazionale, per la quale le Associazioni provinciali del Veneto sono da tempo attivamente impegnate.

Di ampia discussione hanno formato oggetto le difficoltà che si frappongono all'immediato riacquisto della cittadinanza italiana da parte di coloro che rientrano in patria da paesi con i quali non esistono convenzioni in regime assistenziale e previdenziale e, di conseguenza, restano per lungo tempo scoperti da ogni assicurazione. Poiché il diritto all'immediata acquisizione della cittadinanza venne a suo tempo riconosciuto con esplicite dichiarazioni fatte in Parlamento, l'on. Storchi, che è anche Presidente della Commissione permanente della Camera per l'emigrazione, ha assicurato il suo vivo interessamento per la corretta applicazione della legislazione vigente che risale al 1912, ribadendo, nel contempo, l'impegno a sollecitarne una revisione in modo da risolvere anche l'annoso problema della doppia cittadinanza.

In ordine alle pensioni in convenzione con l'estero, il Comitato ha ancora una volta messo in risalto le gravi carenze di funzionalità del Centro compartimentale veneto di Udine, esprimendo la sua profonda perplessità circa l'intendimento della Direzione Generale dell'INPS che, anziché istituire in Belluno un apposito centro INPS decentrato, intenderebbe sopprimere tutti i centri esistenti per costituirne uno solo con giurisdizione nazionale.

L'esito negativo di precedenti analoghi esperimenti fanno invece ritenere più valida la soluzione già proposta dal Comitato stesso per la creazione a Belluno di un ufficio decentrato per il Veneto.

In seguito della mancata approvazione della legge regionale per lo sviluppo residenziale che, prevedendo anche per gli emigranti adeguate e doverose facilitazioni per la costruzione e l'acquisto di alloggi di tipo economico e popolare, lascia inevasa una delle più pressanti e legittime richieste dei nostri lavoratori all'estero, i quali non comprendono come mai siano possibili in sede regionale le limitate provvidenze di carattere nazionale, difficilmente a loro accessibili, mentre nelle confinanti regioni a statuto speciale si può fruire di cospicui e vantaggiosi finanziamenti.

# L'UNITA' NELLA SINISTRA E' LA FORZA DELL'EMIGRAZIONE

## Duemila persone all'assemblea PSI - PCI - CLI di Zurigo

Chi nutriva ancora dei dubbi, delle perplessità circa l'attrattiva che i due grandi partiti politici della sinistra e la più importante associazione dell'emigrazione italiana riscuotono presso i lavoratori è stato servito. Duemila persone hanno gremito la sala della Casa del Popolo di Zurigo, domenica 20 gennaio, per ribadire che l'unità della sinistra è la forza dell'emigrazione.

L'assemblea unitaria, che il nostro Partito ha voluto ed organizzato in collaborazione con il PCI e le Colonie libere, si situa in un momento estremamente importante e rappresenta l'apertura di un nuovo discorso tattico in vista della tanto attesa conferenza nazionale dell'emigrazione.

Nella sua grande maggioranza - non va dimenticato che siamo ancora all'inizio della stagione, con gli stagionali assenti, altrimenti la partecipazione a Zurigo sarebbe sicuramente stata di gran lunga superiore - l'emigrazione italiana in Svizzera, sicura di poter fare affidamento sulle grandi forze della sinistra, ha recepito la necessità di preparare unitariamente il pacchetto delle rivendicazioni che poi, in sede di conferenza, saranno postulate in favore di un riconoscimento del lavoratore costretto a lasciare il proprio Paese per poter lavorare.

E' questo, ci sembra, l'elemento più qualificante scaturito dall'assemblea unitaria a Zurigo. E ribadiamo qui, in questa sede, quanto abbiamo avuto modo di scrivere su un altro organo di stampa: "...Il successo dell'assemblea zurigese va ricercato, a nostro parere, nel fatto che l'emigrazione sa dibattere unitariamente i propri problemi. Abbiamo sempre sostenuto la tesi secondo cui è necessario che il discorso unitario tra gli emigrati, tra i lavoratori venga rafforzato in modo da poter opporre un blocco efficiente al potere padronale..."

La chiara posizione dei socialisti è stata evidenziata, nel suo brillante intervento, dal compagno Claudio Signorile, membro della segreteria del PSI. Egli ha ribadito come i socialisti intravedano nel discorso unitario l'unica possibilità concreta per imporre alla controparte quelle concessioni che la stessa ben difficilmente vorrà fare.

Il compagno Signorile ha duramente criticato la classe politica dirigente che l'Italia ha avuto dal momento della costituzione della Repubblica. Una dura critica, in special modo, alla DC che ha usato il potere non per lo sviluppo dello Stato, ma per lo sviluppo di un suo ben specifico tipo di politica basato sul clientelismo e gli scandali. Per questo la presenza socialista in Governo dev'essere

vista non come un'accidescenza ai voleri democristiani, ma come una precisa volontà di realizzare quelle riforme sociali che il Paese giustamente richiede. E la presenza socialista in Governo sarà più determinante se i lavoratori la sosterranno unitariamente.

Rieccoci quindi di nuovo al tema centrale: quello dell'unità. L'impulso ve-

nuto da Zurigo non dovrà rimanere qualcosa di isolato, ma dare invece avvio ad una più vasta confrontazione di idee tra socialisti, comunisti, Colonie libere e tutti coloro i quali si dichiareranno disposti ad un simile tipo di discorso unitario; per far sì che l'emigrazione italiana in Svizzera possa portare avanti in un sol blocco la sua lotta.

Il nuovo discorso tattico che è stato aperto potrebbe insomma dar avvio ad un interessante periodo di verifica per la sinistra organizzata.

MARCO TOGNOLA

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

ornale *Avvenire dei Lavoratori* di *Luzern* del *31-1-74*

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Corriere d'Italia di Francoforte del 31-1-74

# L'emigrante, eterno assente dai dibattiti sulla sorte del Sud

Umberto Cassini

Quando si riaccende il dibattito sul più che secolare problema del Mezzogiorno, quando si stringono le fila e si cerca di trovare nuove soluzioni, o perlomeno procedure più rapide e snelle, nell'ambito delle vigenti leggi, per accorciare i tempi di realizzazione dei vari programmi, vi è sempre un grande assente alle varie tavole rotonde o rettangolari, alle conferenze o ai seminari di studio. Si scaricano sui tavoli pesanti cifre di migliaia di miliardi, spesi o ancora da spendere, si fanno consuntivi di industrie realizzate e di occupazione aggiuntiva creata, si discutono progetti speciali di massiccio intervento in questa o quella area, in questo o quel settore, ma del grande assente si preferisce non parlare.

Il grande assente è l'emigrante meridionale: il silenzioso "cafone" della vecchia letteratura meridionalistica, il quale quando realizza che nel suo piccolo arido mondo non c'è veramente più nulla da fare, raccoglie le sue poche cose e decide di partire, di cercarsi altrove un lavoro. Per lui Milano o Francoforte, Torino o Zurigo, Genova o Parigi non fanno differenza: sono sempre e comunque "estero". Città e terre a lui ostili, dove si parla sempre una lingua sconosciuta, quasi incomprensibile, dove i costumi e le scale di valore sono diversissime da quelli di casa sua, dove sa solo che potrà farsi raggiungere appena potrà dalla sua famiglia che è stato costretto a lasciare. Oppure accettare l'inevitabile, lungo e duro esilio e inviare ai suoi cari i mezzi per sostentarsi.

In merito c'è da chiedersi se sia mai studiato e valutato l'apporto annuo dei milioni di emigranti meridionali all'ascesa del reddito individuale del Sud, passato negli ultimi venti anni 1951-1971 da 236 mila a 580 mila lire. Crediamo di no: difatti all'incontrario tale incremento di reddito è attribuito all'industria, al turismo e ai servizi. Va anche doverosamente notato che il reddito individuale del Sud è meno della metà di quello del Nord, asceso a sua volta negli stessi venti anni a 1 milione e 300 mila lire, grazie anche alla silenziosa ondata dei "cafoni", ai quali va il merito di avere largamente contribuito al progresso delle regioni centrosettentrionali.

Sempre nelle stesse assise surricordate, nelle giornate e tavole rotonde dedicate alla questione meridionale, oggi considerata problema centrale e prioritario della economia nazionale, non si accenna quasi mai alla più grave conseguenza di questo massiccio e continuo esodo. E cioè al fatto che negli ultimi venti anni la popolazione residente del Sud è aumentata di appena il 6,3 per cento (contro il 13,7 per cento della media nazionale), passando da 17.685.424 abitanti del 1951 a 18.801.503 del 1971, mentre la popolazione attiva è calata del -13,7 per cento (contro il -4,2 della media nazionale) e l'occupazione

nel complesso del -0,6 per cento (contro il più 4,9 della media nazionale).

Ora, poichè il Mezzogiorno da solo contribuisce all'incremento demografico nazionale nella misura del 55 per cento, esso vede di poco aumentare la sua popolazione residente e, nei soli ultimi dieci anni, subisce anzi una perdita secca di 2.317.840 unità emigrate. Nel decennio precedente la perdita era stata di 1.882.738 unità emigrate. La cifra dell'ultimo decennio intercensurale si ricava dal confronto fra l'eccedenza del numero dei nati su quello dei morti che appunto nel decennio scorso è stato di 2.543.342 unità e il numero degli abitanti censiti, che nello stesso intervallo di tempo ha registrato un aumento di appena 225.502 persone. In altre parole su una eccedenza "naturale" di 100 persone il Mezzogiorno è riuscito a trattenerne solo 9 nei suoi confini e le altre 91 sono emigrate all'estero o al Centro Nord.

Quanto sopra è quello che ci dicono le statistiche ufficiali. Poichè tuttavia molti emigranti mantengono la loro iscrizione anagrafica nei comuni di provenienza, data la temporaneità del loro lavoro all'estero e al Nord, è molto probabile (anche se statisticamente non accertabile) che la popolazione residente, nella effettiva realtà, risulti diminuita in tutto il Sud. Lo starebbero implicitamente a dimostrare le regioni meridionali più colpite dall'esodo, quali la Basilicata, la Calabria e gli Abruzzi e Molise, le quali registrano rispettivamente diminuzioni del -4,0 per cento le prime due e del -11,9 per cento l'ultima.

Il "cafone" prosegue pertanto ad emigrare: così come fece fra il 1870 e 1880, facendo esaurire le conseguenze della spaventosa guerra del brigantaggio; nei primi anni del 1900 quando gravissima era la crisi agricola del Sud; nel 1947 per sfuggire alla fame del dopoguerra nel 1950 spopolando i vasti paesi delle Puglie e della Sicilia e abbandonando i campi insanguinati dalla ribellione contadina, insoddisfatta della riforma agraria; nel 1960 per rispondere al "boom" economico del Nord che richiedeva numerose "fanterie" proletarie e sottoproletarie per potersi sviluppare.

L'emigrazione meridionale prosegue anche nei correnti anni '70, anche se a ritmi più lenti, meno intensi, anche se con caratteri di assoluta temporaneità. E' ancora l'unico mezzo che i lavoratori del Sud hanno di fronte a loro, se vogliono sopravvivere, non potendo certo attendere i lunghi tempi di realizzazione delle promesse "capital" e "labor intensive" industrie. Lo testimoniano ad abbondanza il milione e 350 mila lavoratori italiani ancora in possesso del passaporto, che lavorano oggi soltanto in Europa, dei quali la stragrande maggioranza (forse il 70 per cento) proviene dalle regioni meridionali. Questa è ancora oggi la dura realtà del tormentato e sottosviluppato Mezzogiorno.  
da "Il Globo"

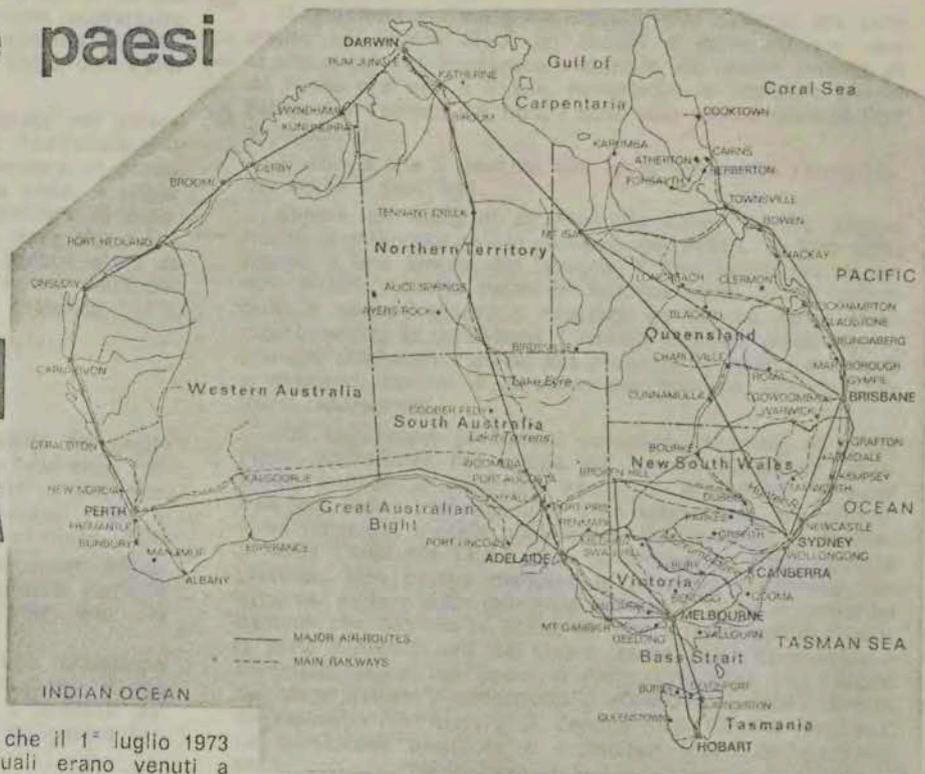
RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *GOOD BYE PAISA'* di *Roma* del *Gennaio '74*

# Continenti e paesi

di Amilcare Torriani

## GLI EMIGRATI IN AUSTRALIA



« SALUTAMI L'ITALIA »

E' stata l'ultima parola di commiato che il 1° luglio 1973 mi dissero commossi gli italiani i quali erano venuti a salutarmi all'aeroporto. Mi sembrava l'eco dei 283.705 emigrati italiani in quel vasto continente di circa 13 milioni di abitanti.

L'Australia è un Paese dal sottosuolo ricchissimo, dalla vegetazione tropicale e subtropicale, dal clima che varia moltissimo secondo l'ampia gradazione della latitudine, dagli sconfinati e desolati deserti, dalle lussureggianti e interminabili foreste dove vivono ogni specie di animali, caratteristico fra tutti il canguro. Un continente immenso, ma giovane; infatti i palazzi più antichi risalgono alla fine dell'ottocento.

Gli aborigeni (quelli veri) sono ben pochi, e non hanno una loro storia, non portano con sé nessuna propria cultura. Oggi il mondo civile si interessa di loro ed essi si accorgono di essere diventati finalmente... famosi.

Tuttavia mentre la società australiana cerca le vie per assimilare a sé questi primi autentici australiani, essi preferiscono la libertà della foresta, la cui unica legge è 'sopravvivere'.

**Nostalgia della patria  
Cento anni di migrazioni**

La vera storia dell'Australia la stanno scrivendo soprattutto gli europei, gli italiani fra i primi; solo tra cent'anni si potrà parlare di una vera e propria cultura australiana. Infatti gli europei, sbarcati in Australia fino ai nostri giorni e regolarmente giunti qui alla fine di ogni guerra, che in Europa portava disoccupazione e miseria, non avevano altra mira che quella di lavorare, farsi una fortuna e poi... tornare in Patria.

Perciò nei primi anni affrontavano durissimi lavori nei boschi e nelle miniere; pur di guadagnare non si contavano le ore. Impresa ardua quella di imparare la lingua inglese, con i pochissimi studi elementari fatti... e dimenticati.

Il denaro incominciava ad arrivare, la casa propria non era più un miraggio, il costo della vita non era più tanto esagerato (ora si però), la tranquillità del paese rendeva l'Australia meno ingrata. Soprattutto sono « arrivati » i giovani venuti da piccoli dall'Italia, oppure nati in Australia, comunque cresciuti laggiù. Tutto questo rendeva impossibile o per lo meno difficile il ritorno in Patria. Eppure moltissimi hanno tentato.

Non credevo che un emigrato partito dalla Madre-Patria perché disoccupato, non permettendogli la Patria di esprimersi con tutte le sue capacità ed i suoi talenti, sentisse tanto forte ed insopprimibile la nostalgia della terra natia. E' un sentimento radicato in tutti quelli arrivati alle soglie della maturità. A questi chiedevo una spiegazione, tutti mi rispondevano allo stesso modo: « Siamo venuti qui con una valigia in mano in cerca di fortuna. Il giorno dopo lo sbarco ci sentivamo smarriti e sgomenti e ci chiedevamo: "chi melo ha fatto fare?". Ma ormai si era qui... la Patria era troppo lontana. Allora ci si buttava nel lavoro per gua-

dagnare e per... dimenticare. Gli anni sono poi passati veloci, un po' di fortuna è quindi arrivata, e ora ci ritorna in mente la Patria della nostra gioventù, la si sogna, se ne parla sempre in casa e fuori, si fanno progetti di viaggi per visitarla o addirittura per tornarvi definitivamente, come si pensava all'inizio ».

E oggi basterebbe andare in un aeroporto dell'Australia quando parte un aereo per l'Europa per udire la lingua italiana in tutte le sue cadenze o addirittura nei dialetti di ogni Regione della Penisola: l'ultima parola: « **Salutami l'Italia!** ».



Quelli invece che partono per sempre si servono della nave per portare con sé tutto quello che possono. In troppi casi però questa partenza definitiva si concluderà con una delusione e con un amaro ritorno, quasi un esilio forzato. La Patria non ha soddisfatto le loro aspettative? O piuttosto essi non hanno fatto bene i calcoli? La vita nei loro paesi di origine non è più come dieci, venti anni fa, quando essi partirono la prima volta. L'insediamento ed il nuovo adattamento in Patria costa molto di più di quanto previsto e di quanto descritto da coloro che in Italia erano tornati solo per un periodo di vacanza. I figli stentano, soprattutto se già grandicelli, ad adattarsi al nuovo sistema di vita. L'emigrato che torna è guardato e trattato come uno « che ha fatto fortuna ».

Fatto sta che dopo qualche mese l'emigrato per vivere deve continuare ad attingere alla fortuna australiana. Si accorge che di questo passo rischia di arrivare al punto di partenza, quando lasciò il Paese la prima volta; e allora si nota il triste ritorno in Australia per cominciare da capo. E' una storia che si ripete ogni giorno. Ogni nave che salpa alla volta dell'Italia porta il suo carico di Italiani pieni di gioia e di speranza. Ed ogni nave che arriva dall'Italia riconduce in Australia Italiani amareggiati e delusi.

**Ombre e luci**

Fortunatamente la maggioranza degli Italiani ha capito che il sacrificio deve essere consumato fino alla fine. Perché c'è un altro aspetto della vita dell'emigrato in Australia: un aspetto meno vistoso forse, ma non meno reale e drammatico. L'emigrato che sente forte il richiamo della Patria e non è mai riuscito ad affezionarsi al nuovo Paese, deve molto spesso assistere in seno alla propria famiglia ad un vero dramma ed esseine egli stesso uno dei protagonisti.

L'emigrato ha ricevuto e portato con sé una formazione morale, psicologica, religiosa tipicamente italiana e più precisamente legata alla mentalità, agli usi e costumi del proprio paese di origine. E' così radicata in lui questa for-

mazione che difficilmente si adatta completamente all'ambiente australiano, anzi immediatamente tuosci l'italiano quando lo incontri per strada. Ma i suoi figli si distaccano, si vogliono distaccare da questo modello; si sentono e vogliono essere australiani.

Non è raro il caso di figli di italiani che a scuola scelgono, come lingua facoltativa, il francese, e non perché sappiano già l'italiano!

A questo riguardo però bisogna dire che una parte di colpa c'è l'hanno i genitori. Essi in casa hanno sempre parlato con i figli il dialetto della regione di origine. I figli fino all'età della scuola sapevano solo quel dialetto. Quando sono andati a scuola, il confronto con i figli degli australiani che parlavano solo inglese è stato per loro un vero schok, tanto che non hanno più voluto saperne di italiano.

Il dramma diventa addirittura pericoloso se la mamma (che secondo la mentalità italiana, per niente giusta, è la sola responsabile della educazione dei figli), non ha imparato l'inglese; allora la mamma non capisce più i figli e i figli non capiscono più la mamma!

Comunque, è un fatto comunissimo che i figli dell'emigrato siano costretti a vivere una specie di doppia vita: in casa all'italiana, fuori casa all'australiana. Ci sono genitori che si sforzano di adeguarsi alla mentalità del Paese ospite, ma resta sempre uno sforzo che all'emigrato costa!

Un bravo bresciano, ormai ultra ottantenne, che andò in Australia nel 1925, e che non ha più rivisto l'Italia, ha la moglie anch'essa ottantenne, che non parla né capisce l'inglese, e ha tanti nipoti ai quali vuole che i genitori insegnino l'italiano « perché quella è la nostra lingua ». Una mamma calabrese piangeva disperata perché due figlie, da quando frequentano la scuola, parlano solo in inglese, ed essa non li capisce.

L'intransigente severità dei genitori italiani... di un tempo verso i figli è spesso ancora praticata dagli emigranti. Ma questo atteggiamento rischia di acuire il doppio sistema di vita dei figli, i quali cercano l'appoggio di educatori australiani...

EM Il sacrificio dell'emigrato dunque, che all'inizio era consistito nel lavoro duro dei boschi e delle miniere, ora continua pur col benessere materiale, nel dover restare in un Paese che non è il suo, nonostante la nostalgia per la Patria, per l'amore dei figli, i quali non amano sentirsi figli di emigrati!

PA E' chiaro che il dramma non tocca solamente l'emigrato, ma anche i suoi figli.

Eppure gli emigrati in Australia hanno scritto pagine ricche di interesse per lo sviluppo del Paese. La loro laboriosità, il loro amore alla famiglia, il loro senso del risparmio, il loro rispetto verso le Autorità locali hanno contribuito a renderli graditi e ricercati. Le Banche fanno facilmente credito ad un italiano. L'edilizia ha preso pieno vigore, con uno stile nuovo, grazie alla presenza di valenti architetti e ingegneri italiani e di numerose imprese edili italiane molto apprezzate.

Nel commercio gli italiani occupano un posto di primo piano, soprattutto nel campo dei generi alimentari: grandiose aziende a carattere nazionale producono alimenti « italiani style », propagandati dalla televisione, dai giornali e da numerosi cartelli pubblicitari. Nell'industria è famosa in tutta l'Australia l'E.P.T., per la produzione della energia elettrica. Non poteva mancare la presenza qualificata italiana nel settore della musica e del canto. Oltre ai numerosi cantanti che battono le scene di tutti i teatri dell'Australia, ci sono professionisti dell'Opera, come Luigi Campeggio e Bertinazzo tenori dell'Opera di Perth. Chi tiene alto l'onore del canto italiano è soprattutto il « CORO ITALIANO » diretto da Valentino Andreatta di S. Zenone degli Ezzelini (Treviso). La televisione nazionale e i migliori teatri dell'Australia se lo contendono.

C'è da augurarsi che questi traguardi raggiunti dagli emigrati, arrivati in Australia poveri, disorientati, privi di studi superiori, siano completati perfezionati dai figli degli emigrati italiani, i quali grazie ai sacrifici dei genitori possono prepararsi meglio a portare il loro contributo di cultura e di progresso.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere d'Italia* di Francoforte del 31-1-74

# Ha picchiato la polizia?

DA QUALCHE TEMPO SI RINNOVANO LE ACCUSE DI LAVORATORI STRANIERI CONTRO GLI ABUSI DELLA POLIZIA TEDESCA - CONTRO DI LORO I POLIZIOTTI SPORGONO DENUNCIA PER RESISTENZA A PUBBLICI UFFICIALI - PERCHE' TUTTO QUESTO? SI TRATTA DI CASI SINGOLI O DI DIRETTIVE PRECISE CONTRO GLI STRANIERI? ABBIAMO RACCOLTO ALCUNI CASI SIGNIFICATIVI SUCCESSI NEL 1973 AGLI ITALIANI IN FRANCOFORTE

FRANCOFORTE, gennaio "SCHLUG DIE POLIZEI DEN AUTOFAHRER?" Ha picchiato la polizia? Con questo titolo il quotidiano di Francoforte NEUE PRESSE del 22 gennaio scorso presenta il caso più recente d'intervento violento della polizia contro un lavoratore italiano, colpevole solamente di avere parcheggiato male l'auto. L'italiano si chiama RIZZO NICOLA, 40 anni, nato a Catanzaro e residente a Bolzano, sposato con una tedesca e padre di un bambino di 13 anni che frequenta la scuola locale e non parla l'italiano. Dal 1971 lavora presso la tipografia A. LEICHUM KG di Neu Isenburg che l'ha descritto così in un attestato, spontaneamente rilasciato: "Svolge il suo lavoro con diligenza, puntuale e sempre pronto ad aiutare anche fuori orario di lavoro; professionalmente preparato può essere inserito in molteplici reparti produttivi; con l'automezzo della ditta ha provveduto da anni alla consegna della merce ai clienti senza mai rendersi colpevole di violazioni del regolamento stradale; anche sotto l'aspetto umano possiamo attestare la sua buona reputazione: non vogliamo rinunciare alla collaborazione del sig. Nicola Rizzo". Dieter Laux, il titolare della ditta, è scandalizzato per il comportamento della polizia ed è intervenuto personalmente in difesa dell'italiano, che ha sporto denuncia contro due poliziotti colpevoli di per-

cosse contro di lui nel pomeriggio dell'11 gennaio 1974. Il dott. Richter di Neu Isenburg ha emesso una prognosi di 12 giorni dopo aver visitato il Rizzo, che inutilmente aveva cercato di farsi curare al pronto soccorso dell'ospedale Dreieichenheim, dov'era stato accompagnato da una signorina tedesca, Schreiner: appena hanno dichiarato che le ferite erano state provocate da un intervento della polizia, il medico si rifiutava di curarlo! Contro il Rizzo anche la polizia ha sporto denuncia per "resistenza alla forza pubblica". I fatti si sono svolti così: con l'auto della ditta l'italiano s'era portato sulla Weserstrasse, una strada a tre corsie a senso unico nel centro di Francoforte, per consegnare un pacco di stampati ad un cliente che ha un cortile interno di parcheggio. L'ingresso al cortile era bloccato da un camion cosicché il Rizzo fermava momentaneamente la sua auto, a motore acceso e con il lampeggiatore innestato, chiedendo di liberare il passaggio. La sua manovra provocava un lieve ingorgo nel traffico, sempre intenso su quella via, bloccando tre o quattro auto che seguivano. Una pattuglia di servizio della polizia gli gridava dall'altro lato della strada, facendo cenno di proseguire, ma egli replicava di dover entrare per la consegna della merce. Raggiunto dai due poliziotti, mostrava i documenti ma rifiutava di pagare una multa di 20 marchi. Volendo telefonare al titolare non appena accennava di allontanarsi per recarsi nell'ufficio del cliente, i poliziotti l'immobilizzavano e cominciavano a picchiarlo per la strada, provocando le proteste anche da parte di una piccola

folla di passanti che nel frattempo s'era radunata. I poliziotti caricavano allora il Rizzo sulla loro auto e lo portavano al presidio, picchiandolo durante il percorso e poi, più violentemente, nel garage della stazione di polizia. Dopo circa tre ore, Rizzo veniva rilasciato e contro di lui sporta una denuncia per "resistenza alla forza pubblica". Nel rapporto dei due poliziotti si legge per contro che il Rizzo s'era mostrato prepotente contro di loro, gridando: "Voi non avete niente da dire, io scarico la merce qui" mentre dietro alla sua auto s'era formata una lunga colonna. Quando poi loro, i poliziotti, cercavano di controllare i documenti, l'italiano aveva dato in smanie, picchiandosi da solo e colpendo anche un poliziotto alle spalle, gesticolando e gridando, forse per attirare in maniera teatrale l'attenzione della gente. Alla stazione di polizia, sempre secondo il rapporto, il Rizzo avrebbe aggredito un poliziotto con queste parole: "Sii contento di avere l'uniforme, ma se t'incontro in borghese t'aggiusto io" Fra le due versioni dei fatti, di concreto restano i lividi delle percosse su tutto il corpo dell'italiano e la prognosi del dott. Richter: dodici giorni d'invalidità al lavoro.

## CASO ISOLATO?

Quello di Nicola Rizzo resterebbe un semplice caso di cronaca cittadina se non fosse l'ultimo di una serie che ha avuto per protagonista la polizia da una parte e i lavoratori stranieri dall'altra. Risalendo solo al 1973, ne abbiamo raccolti alcuni fra i più significativi e documentati,

avvenuti in Francoforte. Abbiamo limitato la nostra inchiesta fra gli italiani, ma sappiamo che anche fra gli altri gruppi stranieri non mancano casi analoghi.

1) APRILE 1973: Tre italiani, Smaniotto, Todesco e Provvionato, sono colti sul fatto mentre tentano di svaligiare una gioielleria. Arrestati e portati in caserma, durante gli interrogatori,

mentre sono ammanettati, mostrandosi reticenti nelle risposte sono fatti assalire dai cani poliziotto che li mordono gravemente alle cosce. Sanguinanti, vengono chiusi in celle separate e lasciati senza cure mediche, con appena qualche disinfettante dell'infermeria del carcere. Un medico di fiducia del consolato italiano interviene poi, in un secondo tempo, documentando

tutto. La sentenza del tribunale al processo (furto con scasso) è stranamente mite: due anni di carcere.

2) SETTEMBRE 1973: Il cancelliere del Consolato d'Italia, Carmelo Cernigliaro, mentre sta uscendo da un grande magazzino in pieno centro di Francoforte, è bloccato da due sconosciuti che gli puntano una rivoltella allo stomaco. Qualificatisi come poliziotti, sotto gli occhi della numerosa folla, viene ammanettato nonostante le sue proteste e le sue dichiarazioni d'essere un funzionario consolare italiano e trascinato in questura. La sua automobile con targa consolare viene perquisita; la sua carta di riconoscimento consolare non è presa in considerazione. Per quasi due ore deve subire un interrogatorio dove gli si contesta

DELL'UFFICIO VII

..... del .....

d'essere un pericoloso malvivente certo Egidio Della Puppa della banda di Felix Lesca. A lui i poliziotti sono stati indirizzati da una segnalazione a dito di un cittadino jugoslavo mezzo scemo, che li ha accompagnati all'agguato. Finalmente i poliziotti si decidono a telefonare al Consolato italiano ma non contenti, accompagnano lo sfortunato cancelliere fino al suo ufficio per il riconoscimento. Poi si scusano e se ne vanno. La risposta ufficiale della polizia alle proteste delle autorità italiane è di questo tenore: ci dispiace, ma i nostri uomini hanno fatto bene il loro dovere.

3) NOVEMBRE 1973: Sotto gli occhi del sottosegretario Graneli, in visita ufficiale nella Repubblica Federale, durante un sopralluogo alle abitazioni di famiglie italiane nella Scheffelstrasse, l'italiano Urso Antonino

è arrestato dalla polizia per falsificazione di patente. Nonostante le proteste è trascinato al presidio e liberato dopo due ore per intervento del console italiano perchè l'accusa risulta infondata. Alle proteste delle autorità italiane per il comportamento scorretto degli agenti e per l'estrema scortesia nei confronti del console e del sottosegretario, la risposta ufficiale della polizia è sempre la stessa: ci dispiace, ma i nostri uomini hanno fatto bene il loro dovere.

4) DICEMBRE 1973: Verso le 20,30 l'italiano Mariano Leo, in compagnia di un amico tedesco, entra nella Gastätte "Zu Alte Schmiede" per bere una birra. Mentre aspettano inutilmente d'essere serviti, entrano improvvisamente due poliziotti che senza dir niente li trascinano fuori e sulla strada li malmenano. Contro i due è in corso una denun-

cia del malcapitato tedesco che cita l'amico italiano come testimone: l'ha consigliato l'avvocato per avere più probabilità di successo nella discussione della causa!

5) GENNAIO 1974: Stipi Giuseppe, già maestro elementare a Stoccarda, è colto sul fatto mentre viaggia sul tram della linea 5 senza biglietto (80 pfennig). Il controllore chiama la polizia che interviene con estrema violenza per la strada e in caserma. La prognosi del medico dott. Dolce, inviato del consolato all'ospedale Heiligen Gesst, dove lo Stipi era stato ricoverato, è di venti giorni per ferita lacero-contusa alla testa ed ematomi vari. La denuncia della polizia è quella di "resistenza a pubblico ufficiale" e le percosse sono giustificate nel rapporto, per il comportamento violento dell'italiano che avrebbe picchiato il

controllore ed alcuni passeggeri, cadendo poi contro uno spigolo e ferendosi alla testa. Contro la polizia lo Stipi ha sporto a sua volta denuncia per maltrattamenti.

**PERCHE' TUTTO QUESTO?**

Di fronte a questa breve e triste antologia, nascono spontanee alcune domande: perchè succede tutto questo? Come è possibile credere che cittadini che si sono comportati bene per anni, come il Rizzo, si rivelino di colpo criminali tali da costringere la polizia a ricorrere alla violenza per ridurli alla ragione? Come si può giustificare il sequestro di persona, su semplice segnalazione non controllata, in pieno giorno e di fronte a tutti (vedi il caso Cernigliaro)? Dov'è il rispetto della personalità di un cittadino solo sospettato di avere falsificato un documento e ciò nonostante fermato e tradotto in questura (vedi il caso Urso)? Anche ammettendo una certa resistenza all'arresto, come si giustifica la violenza della po-

lizia fino a provocare ferite e lesioni per le quali i medici hanno emesso prognosi di 15-20 giorni? Si tratta di casi isolati? In tal caso come deve interpretarsi il coro unanime degli arrestati che accusano la polizia di ingiustificata violenza? E' pensabile che tutti abbiano avuto la malasorte di cadere sotto il maltrattamento degli unici due poliziotti sadici di Francoforte?

Non vorremmo pensare che invece la direttiva delle autorità superiori sia quella di trattare duramente gli stranieri. Le recenti campagne stampa sulla presunta loro delinquenza, nonostante la chiara smentita delle statistiche ufficiali, ha già provocato la reazione di un gruppo di associazioni straniere che hanno sporto denuncia contro un periodico di Monaco. Ma il clima che nel frattempo si è creato nell'opinione pubblica è già più sfavorevole. La nostra indagine si è limitata alla città di Francoforte per il solo 1973. Ci chiediamo: se fosse estesa a tutta la Germania e per tutti i gruppi stranieri, quali sarebbero i risultati?

Ritaglio dal



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Stolici nel Mondo di Roma*

del *febbraio '79*

## EMIGRAZIONE ANNO ZERO

Pluralismo di libri scolastici, di articoli e saggi, per non citare altri mezzi di comunicazione per le masse, consentono di rilevare agevolmente una singolare forma mentis, un atteggiamento ormai divenuto abituale, una regola senza eccezioni, consistente nel censurare, ignorare, tagliare interi periodi della nostra vita nazionale.

Ciò non desta più alcuna meraviglia, di cui è oggetto casomai l'eventualità opposta, invero rarissima; quando ci si trova di fronte a un quadro obiettivo, completo, senza soluzione di continuità.

Ma di recente, salvo errore di interpretazione, in tema di emigrazione, in fatto di censura e di tagli si è andati ben oltre. Un richiamo più o meno pertinente (questo comporterebbe un altro discorso) alla responsabilità spettante all'attuale classe dirigente per la soluzione dei problemi connessi al lavoro e ai lavoratori italiani all'estero, dava l'opportunità di un preciso riferimento a « settanta anni di liberalismo » ed a « venti di fascismo », mentre il trentennio dal dopoguerra ad oggi rimaneva avvolto in un ovattato silenzio.

Una condanna globale, dunque, senza possibilità di appello, di oltre un secolo di storia unitaria, durante il quale nessuno avrebbe fatto qualcosa in campo migratorio per meritare di essere ricordato. Saremmo all'anno zero dell'emigrazione italiana? (v. b.)

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL' UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*l'Espresso nel Mondo* Roma

del *Gennaio '74*

## LA PARABOLA DEL C. C. I. E.

« Fu al ritorno della visita del Presidente della Repubblica in America Latina che il Ministero degli Affari Esteri formulò un primo progetto di organo rappresentativo e deliberante. Su parere della Commissione parlamentare prevista dalla legge di delega per la riforma dell'Amministrazione degli Esteri si addivenne poi alla redazione dell'articolo 28 del decreto delegato che nel gennaio scorso ha istituito il Comitato italiani all'estero per i problemi delle nostre collettività in Paesi stranieri. Nello scorso agosto fu infine nominato il Comitato che si insedia oggi per la prima volta ».

Con queste parole pronunciate dall'allora Ministro degli Affari Esteri on.le Fanfani — ne ricordiamo anche il tono pacato e signorile — prendeva avvio la prima sessione del Comitato consultivo degli italiani all'estero, ai cui membri venivano consegnate le insegne di commendatore dell'Ordine della solidarietà italiana. Era il 12 ottobre del 1967; e la ricorrenza della Giornata di Colombo sembrò dare particolare significato all'inaugurazione dei lavori con cui ci si proponeva « la migliore conoscenza dei problemi che interessano le collettività italiane all'estero e la predisposizione dell'azione per tutelarle ed assisterle ».

Sulle profonde diversificazioni esistenti tra le nostre collettività di oltremare non è necessario insistere: basti pensare, da un lato a quelle prevalentemente formate da espatri temporanei, anche se con carattere di qualche stabilità; dall'altro a quelle ormai permanenti dell'America Latina, ad esempio; da un altro ancora a quelle dei vecchi e nuovi Paesi dell'Africa, la cui importanza è soprattutto qualitativa; e infine a quelle costituite da maestranze specializzate occupate in lavori impegnativi nella vastissima area dei Paesi in via di sviluppo.

Di questi differenti fattori si cercò di tenere conto nella scelta dei componenti del Comitato, con l'intento di far sì che i trenta membri prescelti fossero l'espressione quanto più possibile fedele della multiforme realtà costituita dagli italiani all'estero. Al criterio puramente geografico si associò quindi quello della consistenza delle singole collettività, avendo cura soprattutto di inserire nel Comitato elementi provenienti dal mondo del lavoro nella sua accezione più vasta, non trascurando né le attività economiche, né quelle culturali, né le libere professioni.

La creazione del Comitato rappresentò indubbiamente un deciso passo avanti verso la partecipazione delle nostre collettività all'estero allo studio ed alla soluzione dei loro problemi, suscitò senza dubbio consensi e creò aspettative; tuttavia alcune riserve che trovarono eco in parte della stampa specializzata, nell'ambito dello stesso Comitato e soprattutto negli ambienti sindacali, vennero sollevate particolarmente a causa della mancata consultazione delle collettività in merito alla designazione dei consultori e dell'esclusione dal Comitato di taluni organismi che maggiormente si dedicano allo studio dei problemi del lavoro e dell'emigrazione.

Al fine di ovviare a quanto sopra, il Parlamento approvava la legge 15 dicembre 1971, n. 1221, legge risultante dalla fusione di un progetto elaborato a cura del Ministero degli Affari Esteri e di un altro analogo schema di provvedimento di iniziativa parlamentare, con la quale il Comitato veniva ristrutturato su nuove basi nel tentativo di conferirgli una veste maggiormente rappresentativa e per ampliare il numero dei suoi componenti.

Secondo le nuove norme fissate da detta legge, entrata in vigore il 22 gennaio 1972, il Comitato si compone infatti come segue: 39 rappresentanti delle collettività

*o/.*



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal G.

vità italiane (questo numero è soggetto ad aggiornamento triennale da attuarsi con decreto del Ministro per gli Affari Esteri, in relazione ad eventuali variazioni nella consistenza delle collettività); sette rappresentanti di altrettante Amministrazioni dello Stato (Presidenza del Consiglio, Esteri, Interno, Tesoro, Bilancio e Programmazione Economica, Pubblica Istruzione, Lavoro e Previdenza Sociale); tre rappresentanti delle Confederazioni sindacali maggiormente rappresentative; dieci esperti designati da Patronati, Organizzazioni o Associazioni operanti nel settore emigratorio ed aventi sede centrale in Italia. Ne fanno infine parte opportunamente due rappresentanti della stampa italiana all'estero.

In mancanza della possibilità di vere e proprie elezioni, che tra l'altro presupporrebbero un censimento non più effettuato dal 1927, i rappresentanti delle collettività venivano designati nel corso di assemblee convocate dalle Ambasciate competenti, formata dai delegati delle Associazioni costituite fra italiani e loro discendenti, riconosciute in possesso di determinati requisiti, e che fossero state iscritte preventivamente in apposito registro. Si procedeva poi alla suddivisione del Comitato in Commissioni competenti per aree geografiche.

Se questo è l'iter delle disposizioni legislative, all'atto pratico si verificavano ed era agevole constatare alcuni fatti. I consultori chiamati a far parte del Comitato originario erano senza dubbio elementi che per l'attività svolta in genere per lungo tempo e l'esperienza acquisita nei vari Paesi del mondo si presentavano con le carte pienamente in regola; ma tranne qualche eccezione accusavano alcuni difetti oggi imperdonabili: profonda, confessata nostalgia per la terra d'origine; inadeguata sensibilità per i problemi sociali; scarsa dimestichezza con l'eloquenza.

Intuibili le conseguenze. Innanzitutto il facile sopravvento, nell'impostazione e nella conduzione dei lavori, degli elementi inseriti in un secondo tempo rappresentanti di Associazioni, Sindacati, Enti per lo più con sedi centrali in Italia, dotati talvolta di competenza specifica in questo o quel settore, allenatissimi comunque all'esercizio oratorio e alla pratica assembleare. Di qui e dal fatto difficilmente negabile della sistematica politicizzazione di Associazioni, Sindacati, Enti e così via, l'ingresso a vele spiegate della politica nell'ampio porto del C.C.I.E..

E dalle misurate espressioni della lontana seduta con cui il Comitato iniziava la sua vita si è potuti giungere, di recente, ad accenti ed applausi sulla cui opportunità sono state sollevate parecchie riserve.

\*

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Corriere Canadese* di *Toronto* del *31-1-74**Nella relazione annuale presentata alla stampa dall'on. Granelli*

# Superficialita' e disinformazione nei confronti dei nostri emigrati

TORONTO — Il testo del discorso del Sottosegretario agli Esteri, onorevole Luigi Granelli e' fatto di migliaia di parole retoriche sulla necessita' di "studiare" il problema dell'emigrazione. La parte che riguarda le ragioni vere che spingono gli italiani ad emigrare e' sbrigata in solo sei parole: "A parte i problemi economici" dice esattamente il testo.

A Roma, evidentemente, credono che la gente emigri per risolvere i propri problemi di coscienza e non i propri problemi economici.

L'onorevole Granelli, come certi parlamentari che vengono in visita qui ha improvvisamente scoperto il problema dell'emigrazione.

Nel suo discorso non c'e' una sola parola che indichi che cosa esattamente il governo italiano abbia fatto finora per contenere l'emigrazione e che cosa abbia fatto, non "studiato di fare" in materia di scuole specializzate, di corsi di lingue straniere. Ci dice invece che una delle so-

lite commissioni si trasferira' a Bonn, in Germania, per continuare a studiare i problemi.

In Germania, in Europa, naturalmente. Per i nostri onorevoli di Roma gli emigranti sono quelli che vanno a lavorare in Svizzera. Dei milioni di italiani emigrati in America, neanche una parola, eppure in Canada vi sono piu' italiani (un milione) di quanti ve ne siano in Svizzera e la sola provincia dell'Ontario, conta 550.000 nostri compatrioti.

Se e' con queste idee che i nostri governanti si preparano alla Conferenza sull'Emigrazione, c'e' poco da sperare per quanto riguarda i risultati.

L'onorevole Granelli dice che la situazione dell'emigrazione "non e' preoccupante" anche se va tenuta sotto controllo. Secondo noi, invece, la situazione e' grave ma non e' seria, se trattata con tanta superficiale disinformazione.

ROMA (Ansa) — La radiografia dell'emigrazione italiana ed i problemi del lavoro italiano all'estero in tutti i suoi aspetti sono l'argomento della annuale relazione sull'emigrazione presentata oggi a Roma ai giornalisti dal Sottosegretario agli Esteri, Luigi Granelli.

Questi problemi interessano 5.158.772 italiani residenti in circa 150 Paesi. Di essi, 2.414.000 risiedono in Europa, in prevalenza nei Paesi della CEE (un milione 783 mila) e in Svizzera (oltre 600 mila).

Secondo i dati contenuti nei due volumi della relazione, nel 1972 si e' confermata la tendenza alla contrazione dell'emigrazione. Nel 1969 gli emigrati italiani erano 182.193 e nel 1970 erano diminuiti del 17 per cento, scendendo a 151.854; dopo una parziale ripresa nel 1971, con un incremento del 10,50 per cento e un totale di 167.721, nel 1972 si e' tornati ai valori del '70 con 152 mila unita' emigrate.

Il movimento verso i Paesi europei e' salito dal 79,4 per cento nel 1971 all'84,9 per cento nel '72. La meta' di questa emigrazione e' diretta all'area comunitaria.

I problemi sollevati dall'emigrazione italiana, a parte quelli di ordine economico, sono quelli dell'assistenza sociale, giuridico-amministrativa, scolastica, della formazione e riqualificazione professionale, del tempo libero. Altri problemi emergono in rapporto all'informazione, alla partecipazione del lavoro migrante alle attivita' am-

ministrative, sindacali e associative, all'integrazione nel Paese di immigrazione, al reinserimento nel contesto socioeconomico nazionale.

L'on. Granelli ha rilevato che dai dati della relazione emerge che questo fenomeno non e' piu' un problema settoriale ma e' divenuto di carattere generale e come tale sara' affrontato dalla Conferenza Nazionale sull'Emigrazione che e' in corso di preparazione e che - ha detto - dovra' sostanzialmente indicare quali modificazioni in politica interna e in politica internazionale devono intervenire per affrontare e risolvere nel modo migliore il problema.

Granelli ha poi espresso l'impegno del Ministero affinche' per il futuro la relazione risulti piu' tempestiva fornendo dati piu' recenti. Essa inoltre ha aggiunto - non dovra' limitarsi alle rilevazioni statistiche sui fenomeni accaduti ed esistenti ma dovra'

ricercare a monte i dati relativi alle tendenze in atto in modo da adottare i possibili tempestivi interventi. Per esempio, sarebbe fondamentale per una politica dell'emigrazione conoscere le tendenze del mercato del lavoro, gli obiettivi dei programmi economici dei vari Paesi, gli eventuali progetti di fusione di societa', di conversioni industriali, eccetera.

Riferendosi, quindi, ai dati sull'emigrazione nei vari anni, il Sottosegretario ha detto che essi dimostrano la necessita' di una normativa internazionale che tenga conto di questa mobilita'. In particolare, il problema di una politica sociale comunitaria si impone in rapporto alla notevole aliquota del flusso migratorio nei Paesi dell'Europa unita.

Granelli ha anche osservato che permane una prevalenza di emigrazione dalle regioni del sud d'Italia (a parte i fenomeni del Veneto e della Lombardia che sono in prevalenza di emigrazione stagionale da cui risulta che l'emigrazione non e' che una seconda faccia del problema di fondo del Mezzogiorno italiano.



Ministero degli Affari Esteri

2

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RA  
 Granelli ha quindi fornito assicurazioni circa la situazione dell'occupazione di mano d'opera italiana in rapporto alla crisi energetica che ha investito i Paesi europei. Contro le voci allarmistiche, da lui definite infondate, Granelli ha detto che la situazione "non e' preoccupante", anche se deve essere tenuta sotto controllo perche' in futuro potrebbe avvenire quello che finora non e' avvenuto. A questo scopo, insieme con i sindacati, ci si e' proposti di fare periodicamente il punto sulla occupazione italiana fuori del territorio nazionale. Ci si preoccupa anche che in certi Paesi non si prenda a pretesto la crisi energetica per imporre restrizioni all'occupazione immigrata.

Al riguardo, Granelli ha detto che sono stati fatti passi presso la CEE per lo svolgimento di indagini nei vari Paesi. Prossimamente una rappresentanza del governo e dei sindacati italiani si rechera' a Bonn per un esame della situazione in Germania, dove peraltro - ha detto il sottosegretario - il lavoratore italiano e' considerato non tanto un immigrato quanto un lavoratore della Comunita' Europea.

MI  
 Granelli ha di nuovo fornito assicurazioni circa l'occupazione italiana in Germania che resta - ha detto - "nella soglia di sicurezza".

Infine, a proposito della linea che il governo intende seguire in questo settore, Granelli ha detto di rifiutare il concetto del lavoratore italiano all'estero secondo la tradizionale figura dell'emigrante. Nella Comunita' Europea - ha sostenuto - tutti i lavoratori devono essere considerati e sentirsi lavoratori europei che devono integrarsi con il godimento dei diritti politici e civili nel Paese ospitante. Quanto agli altri Paesi, Granelli ha detto che la tendenza all'integrazione va incoraggiata ovunque, anche se questo non deve andare a scapito della lingua e della cultura italiana, che devono essere salvaguardate anche in vista di un eventuale ritorno in Patria dei lavoratori emigranti.

ICIO VII

..... del .....

Ritaglio dal Giornale .....



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Equipe* di *Montreuil* del *Giugno '76*

# Una garanzia urgente lo Statuto degli immigrati

**L**E gravi minacce che gravano sui lavoratori immigrati e sulle loro famiglie, date le misure autoritarie di austerità prese in Francia e nei diversi paesi europei, fanno che viene all'ordine del giorno con estrema urgenza il problema d'un vero statuto degli immigrati che garantisca i loro diritti e la loro dignità in tutti i campi della vita economica e sociale.

Quante volte, il nostro giornale ha preconizzato questa soluzione giusta, umana e corrispondente alla volta agli interessi degli immigrati e a quelli dei lavoratori dei paesi dove essi risiedono? Quante volte ha sottolineato l'importanza, l'attualità e il bene fondato dell'unico progetto di statuto esistente per l'immigrazione, quello proposto e sostenuto dal 1967 dal gruppo parlamentare del Partito Comunista Francese. Quante volte ha chiamato gli immigrati a sostenerlo, a discuterlo con i loro amici e compagni di lavoro, a farlo conoscere largamente, a fare ch'è l'idea della sua necessità guadagni un sempre maggiore numero affinché imponesse la discussione e l'adozione al parlamento? Ancora, e di nuovo, in questo numero del giornale, noi chiamiamo i nostri lettori a farsi gli artigiani, assieme ai comunisti francesi ed altri democratici, d'una grande campagna di petizione destinata a sostenere lo statuto. Quante volte, nelle nostre colonne abbiamo smascherato coloro che ne combattevano il principio e che, coscientemente o no, portavano un diretto contributo alle campagne anti-immigrati.

Oggi, certi atteggiamenti stanno cambiando: coloro che condannavano lo statuto stanno zitti; coloro che su di esso tacevano, cominciano a parlarne, a scrivere sulla sua necessità. Ce ne rallegriamo. Non saremo mai abbastanza numerosi per difenderlo e imporlo. Notiamo con soddisfazione che negli ambienti cattolici, particolarmente, si alzano sempre più numerose voci autorizzate che reclamano con forza l'istituzione d'una statuto degli immigrati.

Crediamo dal canto nostro — e l'urgenza lo esige — che alle esigenze verbali o scritte deve aggiungersi l'azione unita di tutti gli ambienti dell'immigrazione e delle forze politiche, sociali e sindacali le più rappresentative e più vicine ai lavoratori. Da questa azione, da questa unione, dipende infatti la fine delle campagne anti-immigrati e la garanzia dei diritti di tutti i lavoratori senza distinzione di nazionalità. Da questa azione, da questa unione dipende un cambiamento della politica

d'immigrazione praticata finora e che non può inserirsi se non nel quadro d'una politica globale nuova, come lo preconizza il programma comune della sinistra.

## IL PAPA PAOLO VI

Ricevendo in udienza i partecipanti al congresso europeo della pastorale dei migranti, il Papa Paolo VI, ha auspicato uno statuto degli immigrati. Egli ha dichiarato: «Noi speriamo sempre che questa solidarietà, sanamente educata, affretterà la venuta di un vero statuto dei lavoratori migranti. Questo statuto che potrebbe variare secondo le nazioni garantirebbe i diritti dei migranti al rispetto della loro dignità, alla sicurezza del lavoro, alla formazione professionale, alla vita in famiglia, alla scuola adatta per i figli, alla previdenza sociale, alla libertà di espressione e di associazione. Come è stato detto giustamente: i paesi industriali chiamano o accettano una manodopera a buon mercato, ma sono uomini quelli che essi ricevono, uomini che hanno una testa e un cuore.»

Benissimo. Noi condividiamo questa dichiarazione. Essa corrisponde a quanto abbiamo sempre affermato. Il contenuto dello statuto preconizzato dal Papa è quasi identico allo statuto presentato

dal Partito Comunista Francese. Perché, allora, comunisti, cattolici e socialisti non agirebbero insieme?

## IL GIORNALE « LA CROIX »

Dopo aver condannato le menate razziste, il giornale cattolico «La Croix» del 3 gennaio 1973, scrive: «I rischi di divisione fra lavoratori francesi e stranieri sono altrettanto più grandi in quanto stiamo forse entrando in un periodo di aggravamento della disoccupazione... E' evidente che se, in questo periodo, il controllo dell'immigrazione dev'essere rafforzato, particolarmente con una accresciuta repressione dei trafficanti di manodopera e l'interdizione temporanea ai datori di lavoro di reclutare all'estero, delle misure di licenziamento prioritario getterebbe dell'olio sul fuoco. E' soprattutto una garanzia d'impiego uguale a quella dei lavoratori francesi che è rivendicata dagli stranieri, nonché un vero statuto sociale dell'immigrato che potrebbe essere discusso sin da quest'anno al parlamento.»

La conclusione di questo giornale è il nostro più caro augurio. Auspichiamo che, come noi, esso chiamerà i suoi lettori e tutti i lavoratori ad agire perché ne sia così.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Emigrante* di *Montreuil* del *gen. '64*

## IL «DOSSIER» DELLA CRISI

## Gli immigrati in prima linea

Una società in cui il profitto è re, tutto è messo in opera per portarlo al sommo grado. E tutto quanto possa opporsi a questa scalata viene umiliato, combattuto. Di più, tutto viene intrapreso per servirsi dell'ostacolo come pedana per una nuova ascensione dorata. Così, i popoli arabi giunti ad una fase d'indipendenza in cui possono pretendere di utilizzare le proprie ricchezze nazionali a scopo di migliorare il loro sviluppo economico, vengono accusati, oggi, di essere responsabili d'una crisi energetica, allorché questa crisi è il risultato d'una politica imprevedente fondata sul profitto, e per quanto concerne il petrolio, d'una politica subordinata agli interessi delle grandi società petrolifere multinazionali le quali fino a ieri spoliavano i paesi arabi dei loro beni.

Così, davanti alle misure di recessione economica, decise dal padronato e i governi al loro servizio, e davanti alle minacce di aggravamento della disoccupazione che ne deriva, gli immigrati vengono utilizzati come valvola di sicurezza. Pur essendo designati, ieri e oggi, come una necessità per l'economia, essi vengono nello stesso tempo designati ad essere le prime vittime dei licenziamenti.

Il Sig. André Bergeron, segretario generale della centrale F.O., è per così dire all'origine d'una vasta campagna anti-immigrati dichiarando che dinanzi alle minacce di disoccupazione bisognava fermare l'immigrazione. Certo, davanti alle proteste del Partito Comunista, della C.G.T., della C.F.D.T., egli ha dovuto retrocedere ed affermarsi poi per la difesa degli immigrati e contro qualsiasi misura di carattere razzista. Ma l'idea era lanciata, giustificata e sviluppata innanzitutto dal padronato, e in seguito da una serie di commenti della stampa scritta e parlata.

Il turbamento venuto a crearsi dopo quelle dichiarazioni e dopo le misure prese da certe fabbriche, come Peugeot, di annullare i rinnovi dei contratti di centinaia d'immigrati, ha fatto fare marcia indietro ai porta-

voce del padronato. Lo stesso Ministro del Lavoro ha dovuto intervenire nel dibattito, ed ha dichiarato: « Bisogna dare la priorità al mercato nazionale dell'impiego — ha dichiarato il Sig. Georges Gorse al giornale « Les Echos ». Ciò significa che, all'occorrenza, i flussi migratori possono essere diminuiti, oppure fermati ». Ed aggiunge: « Conviene proporzionare i

flussi migratori all'evoluzione della situazione economica e dell'impiego ».

Esprese in questo modo, tali incitazioni del governo non possono essere respinte. Infatti, è naturale che al momento in cui i salariati hanno buone ragioni di inquietarsi dell'aggravamento della disoccupazione, si pensi a saper frenare l'entrata in Francia dei lavoratori stranieri.

Se i propositi del ministro del Lavoro non ci soddisfano è che permane il rischio di vedere gli immigrati diventare le vittime privilegiate — se si osa dire — degli effetti della crisi economica. Un rischio che, d'altronde è reale, tanto che il giornale « Les Echos » scrive: « In ogni modo, come in altri paesi europei, i lavoratori immigrati vengono a trovarsi in prima linea ».

Il Sig. Gorse, certo, su questo piano vuol essere rassicurante, e dice: « A proposito degli stranieri già in Francia, il governo è sempre stato guidato dal pensiero di assicurare ad essi una ragionevole sicurezza dell'impiego. » Purtroppo, questa affermazione è contraddetta dai fatti. Si contano a migliaia gli esempi dove il datore di lavoro licenzia l'immigrato senza altra forma di processo, semplicemente perché non ne ha più bisogno. La pratica dei contratti successivi a durata determinata, stimata dal Sig. Gorse come un progresso, è invece una deliberata segregazione che ne dice abbastanza sui limiti di questa famosa « ragionevole sicurezza dell'impiego ».

Si può comprendere che la parola d'ordine « nessun licenziamento prioritario per gli immigrati » possa non essere accettato da tutti i lavoratori. Quando la disoccupazione colpisce,

non è affatto eccezionale il fatto di vedere che dei salariati stringendo le spalle preferiscano che ciò si faccia « al vicino ». Il 1934 (vi erano allora due milioni e mezzo di immigrati e oltre un milione di disoccupati) non è poi tanto lontano e i ricordi non sono svaniti.

Questa parola d'ordine è, pertanto, la sola che sia conforme all'interesse di tutti. La disoccupazione dev'essere combattuta dall'insieme dei salariati, qualunque essi siano. Tollerare senza reagire che il padronato scelga di licenziare degli immigrati non garantisce nulla, nemmeno il prossimo avvenire. Oggi si sceglie l'Algerino o lo Jugoslavo, ma domani la scelta porterà sulle donne, o i giovani ultimi arrivati, a meno che sia sui più anziani.

Nessuna introduzione nuova di manodopera straniera, certo, ma innanzitutto, occorre regolarizzare la posizione di tutti gli immigrati che si trovano in Francia. E' questa, per loro, la vera sicurezza.

Frenare le entrate? Certo. Ma se si deve controllare l'immigrazione ufficiale e chiudere gli occhi sui trafficanti di manodopera clandestina, è pura ipocrisia. Ci si sbarazza — è la parola adatta — dei Turchi nella R.F.T., ma si sa dove essi vanno? In Francia particolarmente. E il loro passaggio non è clandestino per tutti. Il Sig. Gorse dirà che lo ignora?

Possano gli attuali avvenimenti permettere ai partiti di sinistra e ai sindacati d'ottenere dal governo un vero statuto dell'immigrato, uno statuto democratico che preserverebbe i lavoratori stranieri. E ciò anche col vostro appoggio cari lettori, firmando e facendo firmare la petizione lanciata dal giornale in questo senso.

Reclamando questo testo, opponendosi contro i licenziamenti d'immigrati, i salariati non fanno solo il loro dovere di classe. E' essi stessi che difendono contro i tentativi del potere e del padronato di mordere sul loro potere d'acquisto e sugli effettivi adoperati al solo fine di garantire i profitti.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Giornale di Sicilia* di *Palermo* del *31-1-74*

Il sottosegretario Granelli in commissione ha definito non allarmante la situazione degli italiani all'estero

# Per il lavoro degli emigrati può esserci qualche pericolo

Roma, 30 gennaio

Il sottosegretario agli Esteri on. Granelli ha riferito oggi alla commissione Lavoro del Senato sui problemi dell'emigrazione. Granelli si è anzitutto soffermato sui riflessi della crisi energetica che investe la CEE e che ha destato — ha detto — diffusi allarmi per quanto riguarda la stabilità del posto di lavoro dei nostri emigrati. Granelli ha ricordato che il 9 gennaio si è tenuta alla Farnesina una riunione con i rappresentanti delle organizzazioni sindacali, nella quale si è convenuto di non considerare la situazione eccessivamente allarmante, nel senso che non si sono verificati provvedimenti restrittivi per la manodopera italiana all'estero; ha detto che non si possono, tuttavia, escludere in assoluto future conseguenze negative sull'occupazione italiana, ad esempio in concomitanza di processi di riconversione industriale, che potrebbero essere resi necessari proprio per fronteggiare la crisi.

Per quanto riguarda la situazione dei rapporti con la Svizzera, Granelli ha detto che per il momento non ci sono motivi di preoccupazione, «anche se un certo allarme può destare l'atteggiamento del governo elvetico nei confronti del problema degli operai stagionali di più recente impiego».

Il sottosegretario ha infine rilevato che una incisiva politica per la emigrazione presuppone l'attuazione di una politica economico-sociale all'interno in grado di assicurare lo sviluppo produttivo e dell'occupazione anche per far fronte ad eventuali rimpatri.

Granelli ha poi presentato ai giornalisti la relazione annuale sui problemi del lavoro italiano all'estero, curata dalla direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali.

Questi problemi interessano 5.158.772 connazionali residenti in circa 150 paesi; di essi 2.414.000 risiedono in Europa, in prevalenza nei paesi della CEE (un milione 783 mila) e in Svizzera (oltre 600 mila).

Secondo i dati contenuti nei due volumi della relazione, nel 1972 si è confermata la tendenza alla contrazione della emigrazione. Nel 1969 gli emigrati italiani erano 182.193 e nel 1970 erano diminuiti del 17 per cento, scendendo a 151.854; dopo una parziale ripresa nel 1971, con un incremento del 10,50 per cento e un totale di 167.721, nel 1972 si è tornati ai valori del '70 con 152 mila unità emigrate. Il movimento verso i paesi europei è salito dal 79,4 per cento nel 1971 all'84,9 per cento nel '72. La metà di questa emigrazione è diretta all'area comunitaria.

I problemi sollevati dall'emigrazione italiana, a parte quelli di ordine economico, sono quelli dell'assistenza sociale, giuridico-amministrativa, scolastica, della formazione e riqualificazione professionale, del tempo libero. Altri problemi emergono in rapporto all'informazione, alla partecipazione del lavoro migrante alle attività amministrative, sindacali e associative, all'integrazione nel paese di immigrazione, al reinserimento nel contesto socio-economico nazionale.

Granelli ha anche osservato che permane una prevalenza di emigrazione dall'Italia (a parte i fe-

## Riduzioni dell'occupazione potrebbero essere connesse alla riconversione delle aziende

nomeni del Veneto e della Lombardia che sono in prevalenza di emigrazione stagionale) da cui risulta che l'emigrazione non è che una seconda faccia del problema di fondo del Mezzogiorno italiano.

Granelli ha quindi fornito assicurazioni circa la situazione dell'occupazione di mano d'opera italiana in rapporto alla crisi energetica che ha investito i paesi europei. Contro le voci allarmistiche, da lui definite infondate, Granelli ha detto che la situazione «non è preoccupante», anche se deve essere tenuta sotto controllo perché in futuro potrebbe avvenire quello che finora non è avvenuto. A questo scopo, insieme con i sindacati, ci si è proposti di fare periodicamente il punto sulla occupazione italiana fuori del territorio nazionale. Ci si preoccupa anche che in certi paesi non si prenda a pretesto la crisi energetica per imporre restrizioni all'occupazione immigrata.

Al riguardo, Granelli ha detto che sono stati fatti passi presso la CEE per lo svolgimento di indagini nei vari paesi; prossimamente una rappresentanza del governo e dei sindacati italiani si recherà a Bonn per un esame della situazione in Germania dove peraltro — ha detto il sottosegretario — il lavoratore italiano è considerato non tanto un immigrato quanto un lavoratore

della Comunità Europea. Granelli ha di nuovo fornito assicurazioni circa l'occupazione italiana in Germania che resta — ha detto — «nella soglia di sicurezza»

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Giorno*di *Milano*del *31-1-74*

Gli italiani giudicati dagli altri

# Come ci vedono in Svizzera

## A poco a poco si accorgono di non essere diversi da noi

Anche di là dalla frontiera di Chiasso traffico ridotto, benzina cara, luci spente presto - I tradizionali cliché cari allo svizzero medio: il milanese ricco che esporta capitali nella Confederazione, l'operaio meridionale emigrato che non riesce a integrarsi - Ma con i tempi le cose cambiano

di **SILVIO BERTOLDI**

Il cittadino svizzero, benestante e benpensante, è perplesso. Finora, i suoi giudizi sull'Italia erano severi per comparazione. Mi spiego meglio: erano severi perché fondati sul paragone con le cose, l'organizzazione, il « welfare state », la disciplina, la ragionevolezza e l'ordine nazionali. Con un po' di buona volontà e di rispetto per l'interesse proprio e altrui, la Svizzera funziona benissimo. Possibile che, appena passata la frontiera di Chiasso, si trovi un Paese tanto più grande, più industrializzato, più intraprendente, dove però tutto funziona male? Possibile che gli italiani non sappiano darsi un minimo di tranquillità, che non pensino se non a rompere il bel giocattolo appena costruito? Possibile che si siano già stancati del boom e del consumi-

smo? Che abbia ragione Jean-François Revel, il quale dice che gli italiani scoprirono il consumismo verso il 1960, ma che dopo cinque anni avevano già finito di consumare, per passare alla contestazione?

Questo, fino a qualche tempo fa. Ma oggi il giudizio del cittadino svizzero benpensante e benestante è più cauto. Le cose cominciano ad andare, a casa sua, in un modo che somiglia assai a quello dell'Italia. Anche in Svizzera le macchine sono ferme di festa e nei giorni comandati. La benzina è cresciuta di prezzo. Chi entra nella Confederazione deve avere almeno tre quarti del serbatoio pieno: perché gli svizzeri non hanno abbastanza carburante da venderne agli altri e da far beneficenza.

Le luci si spengono in anticipo, la sera: l'energia elettrica è scarsa. La televisione trasmette tavole rotonde di uomini politici e di dirigenti industriali preoccupa-

ti: sembrano le facce degli stessi personaggi che vanno in onda alla TV italiana, dicono le stesse cose, parlano di recessione nella stessa maniera e propongono gli stessi rimedi. Molte industrie sono in crisi per la mancanza di gasolio. Gli operai stranieri, il cui numero ha già subito ripetute contrazioni, vivono nella logorante attesa di licenziamenti per riduzione di mano d'opera. Sanno che se torneranno in patria non avranno più il permesso di rientrare.

La settimana scorsa sono arrivato verso le 8 di sera all'aeroporto di Zurigo. Vengo da un Paese dell'Est. Il primo impatto è stato il solito, quello con una realtà economica lussureggiante, una impeccabile organizzazione, quasi un'ostentazione da vetrina di benessere e di sicurezza. L'abituale spettacolo della Svizzera ricca ed efficiente. Ma, uscito dall'aerostazione e salito su un taxi, l'aspetto delle cose mutava. Era una domenica, pioveva, la strada dallo scalo al centro era deserta, la pioggia batteva su un asfalto male

illuminato da luci fioche. Incontrammo tra auto e pullman non più di cinque o sei veicoli, su un percorso di una ventina di chilometri. Non c'era gente, le case apparivano chiuse nell'inverno e prive d'allegria. Parlai con persone senza gaiezza. Sembrava d'essere in Italia; con in più la mancanza dell'estro, della rivolta vitale, anche della maleducazione irridente, ma reattiva, di cui gli italiani danno prova in simili casi. Il cittadino svizzero vede queste cose e annota. Allora, non è che vada così male solo all'estero, solo nella scompagnata e simpatica terra al di là del Canton Ticino.

E' difficile prevedere se, per una contingenza probabilmente provvisoria, cambieranno antiche e radicate opinioni nei nostri confronti. Per gli svizzeri, l'idea che gli italiani portino clandestinamente i loro denari nelle loro banche, perché non si fidano dell'economia nazionale, è antica. Così è antica la prospet-

tiva di trovare in Italia, arrivandovi, qualcosa di imprevedibile e di imprevedibile: gli alberghi in sciopero per cui i clienti (a 18 mila lire per notte, prima colazione esclusa) sono costretti a rifarsi i letti da soli, il litigio in stazione tra tassista autorizzato e tassista abusivo mentre il passeggero resta in attesa della soluzione della battaglia senza saper da che parte andare, la visione delle auto che sulle autostrade dove è vietato superare i 120 all'ora passano scomparendo a 180, gli aerei che arrivano con tre ore di ritardo e che ripartono se il personale a terra non ha motivi per scioperare, l'esistenza di certi poveretti che sembrano tirar la vita coi denti e poi pagano un centinaio di milioni di riscatto se i delinquenti gli hanno rapito un figlio o un parente.

Tutto ciò fa parte delle immagini tradizionali, le quali non scandalizzano. Nelle scorse settimane, le banche di Lugano dovevano respingere i clienti italiani che volevano portare a qualsiasi costo miliardi in Svizzera, oasi sicura contro le tempeste d'un continente sconsiderato. Non se ne meravigliavano, né se ne formalizza-

deforma per irrisione o per comodo.

Dalle nostre vicende politiche restano meno impressionati. Gli svizzeri si occupano poco di politica, ma molto di economia. Ci giudicano per i riflessi che la nostra condotta politica ha sui nostri fatti economici. Anche dal dibattito sul « compromesso storico » tra democristiani e comunisti ricavano analisi di produttività, di complicazioni doganali, di inversione di esportazioni, di reazioni nell'ambito del MEC, più che di eventualità di svolte nelle alleanze, di crisi nei partiti, di interventi militari, di nuovo atteggiamento degli Stati Uniti. Sì, questo forse se lo chiedono, per curiosità: se gli Stati Uniti assisterebbero senza reagire a un instaurarsi del predominio sovietico sull'Italia, se si comporterebbero come hanno fatto nel caso della Cecoslovacchia e dell'Ungheria. Per gli Stati Uniti, l'Italia ha la stessa posizione delle altre due nazioni. lo stesso peso? Non è un membro della NATO? E' una curiosità legittima. Avere a Chiasso un'Italia brezneviana, piuttosto che nixoniana, vorrebbe dire molti nuovi pensieri anche per la Svizzera. Paese che notoriamente i pensieri non li ama.

Sono cambiati i tempi, in tante cose. Sono quasi scomparsi gli italiani che, ad ogni fine settimana, venivano a Chiasso e a Lugano a fare il pieno di sigarette, di cioccolata, di medicinali per non invecchiare, di maglioni di cashemere, di benzina. Fioriva un commercio di frontiera che aveva arricchito il Canton Ticino.

La svalutazione della lira e il costo del franco svizzero hanno di colpo annullato quelle consuetudini e quei traffici. I negozi cresciuti a centinaia proprio in funzione degli acquisti degli italiani sono in crisi. Molti chiudono. Sono tanti gli svizzeri che, almeno fino a ieri, avevano convenienza a venir loro a fare la spesa nei supermercati di Como e di Varese. C'è stata, in passato, la attrattiva dei film « spinti » a Mendrisio. Intere comitive arrivavano dall'Italia a vedere certe pellicole, che del resto erano proiettate in tutto il mondo, sia pure in piccole sale, ma da noi no. Fine anche di quel mercato. Adesso, gli italiani i film sconci se li fanno loro, in casa, e sono i più sconci possibile: sicchè li vendono dovunque, con profitto.

vano: e meno ancora giudicavano con disprezzo quelle persone, accusandole di scarso patriottismo. Succede ora — a loro avviso — ciò che è sempre successo: gli italiani nascondono capitali nella Confederazione fin dai tempi del Risorgimento: i milanesi di Carlo Cattaneo, preoccupati dei loro denari, avevano paura di Radetzki non meno che di Carlo Alberto, così come ne hanno oggi del loro fisco.

C'è un'idea base dell'italiano tradizionale, nel concetto che se ne è fatto lo svizzero medio. Un'idea duplice: o si tratta del milanese ricco, che paga qualsiasi somma per le proprie comodità spesso ridicole, che si sfoga a sperperar milioni al Casino di Campione, che evade il fisco, esporta clandestinamente capitali e riceve gli amici di Ginevra e di Losanna nella sua bellissima villa in Brianza; oppure si tratta dell'operaio emigrato per lavoro, che non riesce ad integrarsi anche perchè è spesso razzisticamente respinto, che porta dentro di sé le antiche preclusioni di un Sud emarginato da secoli, e dal quale si pretenderebbe subito tutto, conoscenza della lingua e dei regolamenti, rifiuto delle colorite costumanze natiche, estraneità a qualsiasi iniziativa politica e sindacale, accettazione rapida e rispettosa del punto di vista di chi gli dà lavoro.

Nell'uno e nell'altro caso, però, si tratta di identificazioni-robot, giudizi qualunquistici d'una realtà che si

Ritaglio dal Gio

*Esterni*

LAFFARI SOCIALI

L'UFFICIO VII

del



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale agencia ANSA di Roma del 31-1-74

PH. 200/2

ester  
accordo italo-brasiliano su previdenza

(ansa) brasilia 31 gen - nel quadro dell'accordo di emigrazione, stipulato fra brasile e italia nel dicembre 1960, il ministro delo lavoro julio barata e l'ambasciatore d'italia enrico carlo giglioli hanno firmato un protocollo aggiuntivo in materia di previdenza sociale il cui testo fu concordato dopo incontri ad alto livello, da esperti dei due paesi in occasione di una serie di riunioni tenutesi a brasilia nell'ottobre dello scorso anno. il protocollo unitamente all'accordo firmato a brasilia nel marzo 1973 disciplina l'intera materia relativa alla previdenza e sicurezza sociale per i lavoratori dei due paesi. esso contribuisce a dare loro completa protezione ed assicura al trasferimento di tecnici tra i due paesi per la realizzazione di attivita' industriali e commerciali di reciproco interesse, un inquadramento piu' preciso dal punto di vista sociale. il nuovo accordo entrera' in vigore non appena le procedure previste a tal fine dalle rispettive disposizioni costituzionali verranno completate.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Le Monde

di Parigi

del 31-1-74

## TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Après l'expulsion des travailleurs africains  
du foyer de la rue Raymond-Losserand

### Mieux logés qu'avant, mais...

« On n'est pas des voleurs ni des assassins, mais on nous traite de la même manière. » Les anciens locataires du foyer de la rue Losserand ne sont pas près d'oublier comment, au petit jour du samedi 26 janvier, ils furent expulsés de l'immeuble insalubre qu'ils habitaient « provisoirement » depuis dix ans.

« Tout s'est passé dans les meilleures conditions », affirmait M. Guy Maillard, directeur adjoint au cabinet du préfet de Paris, alors que l'évacuation n'était pas encore tout à fait terminée.

Le soulagement satisfait de l'administration, qui — à voir l'importance du dispositif policier mis en place — devait craindre des réactions plus violentes, n'est pas du goût des Africains expulsés : « On raconte qu'un huissier est venu nous notifier l'arrêt de la préfecture avant toute autre intervention. En fait, la première chose qu'on ait vu, c'est le bulldozer qui a enfoncé la porte. Aussitôt après, des policiers casqués ont occupé tout l'immeuble, les chambres et les toits. »

Qui croire ? Une chose est sûre : le commissaire Beaudoin, chef du sixième district, qui dirigeait les forces de l'ordre, ne tenait pas à être « gêné dans son travail » par la présence de journalistes devant le foyer. Quant aux photographes, on les a priés de ranger leur matériel, car « les Africains ne veulent pas être pris pour des sauvages ».

Les anciens locataires de la rue Losserand sont maintenant tous relogés. Mieux qu'avant, sans aucun doute, et sans mal. Au foyer de la rue des Partants, aménagé dans un hôtel rénové, la satisfaction est pourtant loin d'être totale : « Deux toilettes pour soixante occupants, c'est peu ; trois personnes dans une chambre de 12 ou 15 mètres carrés, on ne peut même pas se croiser entre le placard et le lit. » Et cette autre chambre que le locataire retrouve inondée en revenant du travail sans savoir d'où l'eau a bien pu couler.

La plupart des nouveaux arri-

vants espèrent trouver rapidement un lit au foyer de la rue Chevaleret (Paris 13<sup>e</sup>) qu'on a récemment surélevé de quatre étages. Cent dix « anciens de Losserand » y sont déjà installés dans de bonnes conditions, et ils ont eu vite fait de prévenir les autres que deux étages entiers de l'immeuble étaient inoccupés : de la place pour cent six personnes. Certes, toutes ces chambres doivent encore être aménagées, et les travaux ne sont pas encore terminés. Mais ne devaient-ils pas l'être depuis novembre dernier ? Ne les a-t-on pas accélérés pour ouvrir deux étages avant l'expulsion de samedi ?

Il serait sans doute possible de regrouper dans des délais assez brefs la majorité des anciens locataires du foyer Losserand dans ce centre de la rue Chevaleret. On répondrait ainsi à leur volonté, maintes fois exprimée, de ne pas être dispersés. La préfecture de Paris a elle-même affirmé tenir compte de ce désir.

Mais, selon M. Guy Maillard, « la mauvaise volonté des délégués du foyer a empêché de discuter dans le détail les modalités de relogement ». « Aujourd'hui, ajoute-t-il, ce qui est fait est bien fait, et, sous réserve de quelques cas individuels, l'opération est close. » Les travailleurs africains devraient donc attendre dix-huit mois pour voir leur communauté reconstituée dans deux foyers neufs du 14<sup>e</sup> arrondissement. On leur a promis qu'ils y seraient « prioritaires ». Mais les promesses, ils n'y croient plus. — D. P.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Globo

di Roma

del 31-1-74

COMUNITA' EUROPEA

Si cerca ancora un compromesso

# No francese: il fondo regionale in alto mare

Dall'invio

BRUXELLES, 30. — E' in una atmosfera di grande incertezza politica, dovuta al progressivo decadimento della vita comunitaria, che sono iniziati oggi a Bruxelles i lavori del Consiglio affari esteri della CEE, chiamato a decidere una volta per tutte sull'adozione della politica regionale. Ormai, il terreno di scontro non è più quello che era scaturito dal vertice di Copenaghen, e che aveva visto il fronte anglo-italiano contrapporsi frontalmente alla Germania sulla dotazione complessiva del Fondo di sviluppo. Se l'orologio comunitario continua quindi ad essere fermo, ciò è dovuto essenzialmente al ruolo chiave che è ormai assegnato, in un negoziato che diventa sempre più complicato, alla Francia.

La Repubblica federale ha così ottenuto un primo successo diplomatico. Essa è riuscita cioè a coagulare un certo consenso

— sia italiano che inglese che olandese — intorno alle sue nuove proposte (1.400 milioni di unità di conto in tre anni, con una attribuzione delle stesse somme previste dalla Commissione ai tre paesi che necessitano di aiuti maggiori, isolando i francesi nella loro funzione di unici — e ultimi — difensori delle proposte elaborate dall'esecutivo CEE (2.250 milioni di unità di conto in tre anni per un Fondo da destinarsi al 52% dell'area comunitaria). La Francia, secondo il nuovo progetto tedesco in discussione, passerebbe da beneficiaria della politica comunitaria di aiuto allo sviluppo a pagatrice netta della politica regionale: il che significa, in cifre, che se prima era previsto un contributo francese al Fondo di 45 milioni di unità di conto, per un periodo di tre anni, oggi il contributo dovrebbe passare a 212 milioni di unità di conto. Solo a queste condizioni, la Germania federale è disposta a partecipa-

re in maniera determinante alla dotazione del Fondo (312 milioni di uc) e a permettere che la parte destinata alle aree più depresse resti invariata (402 milioni di uc all'Italia, 260 milioni alla Gran Bretagna, 63 milioni all'Irlanda).

E' evidente che la politica solitaria che Parigi sta conducendo sia in materia monetaria che in materia energetica ha facilitato l'opera di isolamento messa in atto dai tedeschi. Il maggior aiuto è venuto loro dal ministro degli Esteri inglese Douglas Home, che ha tolto oggi la "pregiudiziale regionale" che Londra ha negli ultimi due mesi imposto all'attuazione della politica energetica comune della CEE. Questo perché, di fronte alla nuova accentuazione bilaterale della politica estera francese, Londra comincia a temere che Parigi sia innanzitutto interessata — usando il pretesto della politica regionale — a boicottare una presa di posizione CEE sull'in-

tera problematica petrolifera. Su incarico dei ministri quindi, la Commissione esecutiva potrà finalmente sottoporre, domani, le sue proposte per un'azione comune in campo energetico. L'azione dei Nove dovrà essere concordata per la fine di febbraio.

Per quanto riguarda la pregiudiziale italiana invece, che collegava la politica regionale al passaggio alla seconda fase dell'Unione economica e monetaria, nulla di nuovo è emerso dalla riunione di oggi. Il ministro Donat Cattin non aveva ancora espresso il parere del nostro paese in merito alle proposte tedesche, prima che il Consiglio si interrompesse e iniziasse le consultazioni tra i singoli paesi e il presidente dell'esecutivo comunitario Ortoli. Tale interruzione è stata provocata dall'atteggiamento inflessibile della Francia, che ha dimostrato di voler resistere fino all'ultimo alla nuova offensiva tedesca.

La politica regionale rischia però, in questo quadro, di naufragare. E i francesi sembrano esserne coscienti, visto che continuano a difendere una proposta della commissione che lo stesso Ortoli giudica oggi superata dai fatti: «E' assurdo non risolvere oggi il nodo della politica regionale» ha detto il presidente dell'esecutivo comunitario «anche perché, per una cifra di 150 milioni di dollari (corrispondente, cioè, al contributo aggiuntivo della Francia, ndr) non si giustifica nessuna crisi della Comunità». Ortoli ha quindi accettato l'invito rivolto dal ministro degli Esteri tedesco Scheel — che assicura la presidenza del Consiglio — di interrompere la seduta.

La Commissione si è quindi riunita per varare una soluzione di compromesso, da sottoporre nella notte ai ministri. E' pertanto possibile superare l'impasse, nella misura in cui la soluzione viene incontro alle richieste francesi.

Barbara Spinelli



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Observateur Romand* di *Citta del Vat.* del *31-1-74*

## I VESCOVI DELLA SVIZZERA DI LINGUA TEDESCA

### Rispetto, giustizia e carità per i lavoratori migranti

BASILEA, gennaio.

Un pressante invito a offrire ai lavoratori immigrati la testimonianza di uno spirito autenticamente cristiano è stato rivolto dai Vescovi di Basilea, Coira e San Gallo della Svizzera di lingua tedesca al clero e ai fedeli delle proprie circoscrizioni. I presuli si dicono consapevoli dei gravi problemi che scaturiscono dalla presenza di numerosi stranieri nella regione verso i quali, essi sostengono, occorre dar prova di rispetto, di giustizia e di carità. I Vescovi si rivolgono quindi soprattutto al clero e ai religiosi esortandoli ad avere la massima cura per la vita spirituale degli immigrati operando in stretta collaborazione con i missionari provenienti dagli stessi Paesi. Per questi ultimi essi consigliano l'inserimento nei Consigli di evangelizzazione e nei Consigli pastorali. I presuli si mostrano quindi preoccupati per l'assistenza agli stranieri in campo giuridico e scolastico e per quanto concerne gli alloggi e altri problemi simili. Chiedono pertanto alle parrocchie di offrire agli immigrati ogni possibile assistenza sociale oltre che religiosa e auspicano infine che cessando ogni forma di discriminazione verso i lavoratori stranieri e le loro famiglie, questi siano considerati membri di pieno diritto delle Chiese locali.



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Avvenire*

di *Milano*

del *31-1-74*

## CHIESTA DAI VESCOVI SVIZZERI

### Giustizia per gli emigrati

#### No ad ogni forma di discriminazione

BASILEA, 30 gennaio

Un pressante invito a offrire ai lavoratori immigrati la testimonianza di uno spirito autenticamente cristiano è stato rivolto dai vescovi di Basilea, Coira e San Gallo della Svizzera di lingua tedesca al clero e ai fedeli delle proprie circoscrizioni. I presuli si dicono consapevoli dei gravi problemi che scaturiscono dalla presenza nella regione di numerosi stranieri, verso i quali occorre dar prova di rispetto, di giustizia e di carità.

I vescovi si rivolgono, quindi, soprattutto al clero e ai religiosi, esortandoli ad avere la massima cura per la vita spirituale degli immigrati, operando in stretta collaborazione con i missionari provenienti dagli stessi paesi. Per questi ultimi essi consigliano l'inserimento nei consigli di evangelizzazione e nei consigli pastorali.

I presuli si mostrano quindi preoccupati per l'assistenza agli stranieri in campo giuridico e scolastico e per quanto concerne gli alloggi e altri problemi similari. Chiedono pertanto alle parrocchie di offrire agli immigrati ogni possibile assistenza sociale oltre che religiosa. Auspicano infine che, cessando ogni forma di discriminazione verso i lavoratori stranieri e le loro famiglie, questi siano considerati membri di pieno diritto delle Chiese locali.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di Roma

del 31-1-74

## CONFERENZA STAMPA DI GRANELLI

# Nessuna preoccupazione per il lavoro nella CEE

*La Farnesina tuttavia vigila per tenere i nostri connazionali al riparo dalle ripercussioni della crisi petrolifera - Tende a calare l'emigrazione*

Ricevendo la stampa alla Farnesina, per la relazione annuale sul lavoro italiano all'estero, il sottosegretario Granelli ha fornito assicurazioni sulla tenuta dell'occupazione di fronte alla crisi energetica che ha investito i Paesi europei. Contro le voci allarmistiche, da lui definite infondate, Granelli ha detto che la situazione « non è preoccupante », anche se deve essere tenuta sotto controllo perché in futuro potrebbe avvenire quello che finora non è avvenuto. A questo scopo, insieme con i sindacati, si è proposti di fare periodicamente il punto sulla occupazione italiana fuori del territorio nazionale. Ci si preoccupa anche che in certi Paesi non si prenda a pretesto la crisi energetica per imporre restrizioni all'occupazione immigrata.

Al riguardo, Granelli ha detto che sono stati fatti passi presso la CEE per lo svolgimento di indagini nei vari Paesi; prossimamente una rappresentanza del Governo e dei sindacati italiani si recherà a Bonn per un esame della situazione in Germania dove peraltro — ha detto il sottosegretario — il lavoratore italiano è considerato non tanto un immigrato quanto un lavoratore della Comunità europea. Granelli ha di nuovo fornito assicurazioni circa l'occupazione italiana in Germania che resta — ha detto — « nella soglia di sicurezza ».

Infine, a proposito della linea che il Governo intende seguire in questo settore, Granelli ha detto di rifiutare il concetto del lavoratore italiano all'estero secondo la tradizionale figura del

l'emigrante. Nella Comunità europea — ha sostenuto — tutti i lavoratori devono essere considerati e sentirsi lavoratori europei che devono integrarsi con il godimento dei diritti politici e civili nel Paese ospitante. Quanto agli altri Paesi, Granelli ha detto che la tendenza all'integrazione va incoraggiata ovunque, anche se questo non deve andare a scapito della lingua e della cultura italiana, che devono essere salvaguardate anche in vista di un eventuale ritorno in patria dei lavoratori emigranti.

Nel complesso, i connazionali all'estero sono 5.158.772 residenti in circa 150 paesi; di essi 2.414.000 risiedono in Europa, in prevalenza nei paesi della CEE (un milione 783 mila) e in Svizzera (oltre 600 mila).

Nel 1972 si è confermata la tendenza alla contrazione della emigrazione. Nel 1969 gli emigrati italiani erano 182.193 e nel 1970 erano diminuiti del 17 per cento, scendendo a 151.854; dopo una parziale ripresa nel 1971, con un incremento del 10,50 per cento e un totale di 167.721, nel 1972 si è tornati ai valori del '70 con 152 mila unità emigrate. Il movimento verso i Paesi europei è salito dal 79,4 per cento nel 1971 all'84,9 per cento nel '72.

Sempre ieri il sottosegretario agli Esteri Granelli ha ricevuto ieri alla Farnesina il ministro dell'immigrazione della provincia canadese del Quebec, Jean Bienvenue, che era accompagnato da funzionari dell'ambasciata canadese a Roma e da esponenti della comunità italo-canadese del Quebec (250 mila persone).

Sono stati infatti passati in rassegna i recenti sviluppi dell'attività del governo del Que-

bec nei settori della formazione professionale e del riconoscimento delle qualifiche professionali, in quello dell'indennizzo agli infortunati sul lavoro e dell'assicurazione di malattia. Il sottosegretario Granelli, nel constatare l'amichevole impegno e l'interesse con il quale il ministro Bienvenue, personalmente, ed il governo del Quebec seguono questi problemi, ha sottolineato l'urgenza di procedere alla elaborazione di criteri più rapidi e funzionali per il riconoscimento delle predette qualifiche, di superare le strozzature che ancora si presentano nella valutazione del grado di invalidità degli infortunati trasferitisi in Italia attraverso una più stretta collaborazione con l'INAIL e di stabilire criteri per l'assistenza ospedaliera diretta per gli emigranti giunti in Quebec da meno di tre mesi.

Infine Granelli ed il sottosegretario al Lavoro on. Foschi hanno avuto un approfondito incontro con i rappresentanti del comitato nazionale d'intesa con i tre « consultori » per la Svizzera, Lodi, Mariolli e Zanier. All'incontro hanno partecipato anche i rappresentanti delle confederazioni sindacali Cgil-Cisl-Uil.

L'approfondita disamina — informa un comunicato — si è innanzi tutto concentrata sulla situazione e le tendenze del mercato del lavoro svizzero. Sebbene non manchino elementi di inquietudine per la stabilità dell'impiego, relativamente ad alcune categorie ed a determinati settori, la situazione non sembra presentare, obiettivamente, motivi di speciale preoccupazione.

Si è pertanto convenuto di in-

tensificare l'azione di vigilanza, approntando e perfezionando meccanismi che si rivelino utili, in stretta collaborazione con gli ambienti interessati ed in particolare con il comitato nazionale d'intesa, con le organizzazioni sindacali e con i consumatori.

Dalle discussioni è anche emerso che, nella nuova situazione determinata dalle difficoltà congiunturali e strutturali che cominciano a farsi sentire su tutti i mercati di lavoro europei, un eccezionale rilievo assumono i problemi della sicurezza sociale.

I - II e III

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale ..... *L'Unità* ..... di *Roma* ..... del *31-1-74*

La relazione annuale illustrata dal sottosegretario Granelli

# Sono 2.414.000 gli emigrati italiani nei paesi europei

Ribadito impegno per la convocazione della Conferenza nazionale

Centocinquantaduemila sono gli emigrati dall'Italia nel 1972, quindicimila in meno rispetto all'anno precedente, tanti quanti nel 1970. Ma nonostante questa flessione, i problemi si moltiplicano e presentano aspetti sempre più complessi e gravi nella misura in cui gli addensamenti demografici, le congestioni industriali e la crescente crisi economica mettono drammaticamente allo scoperto la componente sociale del fenomeno.

Il sottosegretario agli Esteri per i problemi dell'emigrazione on. Luigi Granelli ha presentato ieri alla stampa l'annuale relazione sui «problemi del lavoro italiano all'estero», precisando che i problemi dell'emigrazione presentano aspetti specifici e diversi in rapporto alle aree geografiche: comunque la dimensione del problema viene illustrata dalle cifre complessive. I nostri connazionali residenti all'estero, in circa 150 Paesi, sono 5.158.772; in Europa ne risiedono 2.414.000, per lo più nei paesi della CEE (1.783.000) e nella Svizzera (oltre 600 mila).

Riferendosi alla crisi energetica Granelli ha affermato che la situazione per quanto

riguarda il livello di occupazione «non è preoccupante», anche se necessita di periodici controlli, perché in futuro potrebbe accadere quello che fino ad oggi non è avvenuto, cioè una drastica riduzione di mano d'opera immigrata nei paesi della CEE. Questo ridimensionamento dei timori per quanto concerne il legame tra crisi economica mondiale ed occupazione nell'ambito della CEE è stato riconosciuto — ha aggiunto Granelli — dagli stessi rappresentanti sindacali nell'incontro del 9 gennaio: nel corso di questo incontro è stata appunto riconosciuta la esigenza di entrare in possesso di dati mensili sul rapporto crisi energetica-occupazione.

L'on. Granelli ha quindi rilevato che dai dati della relazione emerge che il problema emigrazione non è più un problema settoriale ma è divenuto di carattere generale e come tale sarà affrontato dalla Conferenza nazionale sull'emigrazione che è in corso di preparazione e che — ha detto — dovrà sostanzialmente indicare quali modificazioni in politica interna e in politica internazionale devono intervenire per affrontarlo e risolverlo nel modo mi-

gliore il problema.

Granelli ha poi espresso l'impegno del ministero affinché per il futuro la relazione risulti più tempestiva fornendo dati più recenti. Essa inoltre — ha aggiunto — non dovrà «limitarsi alle rilevazioni statistiche sui fenomeni accaduti ed esistenti, ma dovrà ricercare a monte i dati relativi alle tendenze in atto in modo da adottare i possibili tempestivi interventi. Per esempio, sarebbe fondamentale per una politica dell'emigrazione conoscere le tendenze del mercato del lavoro, gli obiettivi dei programmi economici dei vari paesi, gli eventuali progetti di fusioni di società, di conversioni industriali, eccetera.

Circa l'iniziativa futura da portare avanti d'intesa con le organizzazioni sindacali Granelli ha detto che sono stati fatti passi presso la CEE per lo svolgimento di indagini nei vari paesi; prossimamente una rappresentanza del governo e dei sindacati italiani si recherà a Bonn per un esame della situazione in Germania. Granelli ha di nuovo fornito assicurazioni circa l'occupazione italiana in Germania che resta — ha detto — «nella soglia di sicurezza».

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*A Weine*

di *Milano*

del *31-1-74*

## GRANELLI SUI LAVORATO- RI ITALIANI ALL'ESTERO

# Allarmismi senza fondamento

### Le preoccupazioni non sono attuali ma riguardano il futuro

ROMA, 30 gennaio. Quanto la recente crisi energetica internazionale e la conseguente congiuntura economica abbiano inciso sul flusso migratorio dei lavoratori italiani all'estero, in particolare nei paesi comunitari ed europei, poco si sa. Cifre obiettive e precise non esistono. Né il sottosegretario agli esteri Granelli, in occasione della sua conferenza di presentazione dei due volumi sui « Problemi del lavoro italiano all'estero », che ri-

portano dati relativi al 1972, ne ha potuto fornire. Minuzzando, tuttavia, nei limiti della tollerabilità, gli eccessivi allarmismi di questi ultimi tempi, l'on. Granelli ha confermato che ripercussioni sui livelli di impiego e su un incremento di rimpatri effettivamente si sono avute, ma che la vera preoccupazione esiste in prospettiva.

Dunque la crisi energetica, senza avere inciso notevolmente sulle possibilità di occupazione dei nostri lavoratori all'estero, è piuttosto servita al Ministero degli esteri e a tutti gli organismi nazionali e internazionali che si preoccupano dei problemi dei nostri lavoratori nei paesi comunitari, europei ed extraeuropei, per approfondire i problemi connessi alla vita lavorativa e sociale degli italiani all'estero, per continuare con maggiore impegno ad esplicitare — anche alla luce di direttive che terranno conto del confronto in corso con i sindacati e con le associazioni degli emigrati — una vigilanza più assidua sulla situazione e sulle prospettive di evoluzione allo scopo di determinare ogni utile intervento, tanto sul piano nazionale quanto su quelli bilaterali e comunitario.

Sono state cioè messe a fuoco e determinate una serie di iniziative sia immediate che a medio e lungo termine, tese alla ricerca e alla impostazione di nuovi metodi di analisi dei mercati di lavoro per individuare a tempo utile la tendenza. In particolare, per avere a breve scadenza un quadro dei livelli e delle tendenze occupazionali nei paesi della Comunità, nell'attuale situazione, e per la pratica applicazione del pieno e migliore impiego si è convenuto di realizzare periodicamente incontri tra governo e sindacati per analizzare i dati emergenti dall'andamento della congiuntura e dai fattori strutturali, nonché di compiere passi opportuni presso la CEE per favorire indagini nei settori maggiormente esposti a crisi congiunturali; infine di compiere accertamenti diretti nei paesi che destano maggiori preoccupazioni.

In questo quadro di indagini e di analisi, volte alla soluzione dei molti problemi che riguardano i nostri lavoratori all'estero, si è deciso di accelerare al massimo l'invio di una commissione di tecnici del Ministero del Lavoro nella Germania Federale, soprattutto per rendere più efficace la collaborazione italo-tedesca per il migliore impiego della nostra manodopera.

Quanto ai due volumi sui problemi dei nostri lavoratori all'estero, che contengono i dati raccolti durante l'anno 1972, questi servono alla Farnesina per adeguare operativamente il suo comportamento negli anni futuri. L'indagine, rilevata sulla base di dati dell'Istat e di altri dello stesso Ministero degli esteri, si articola in due parti: la prima di natura descrittiva e la seconda di carattere statistico. Nella seconda sono contenute le appendici che documentano le cifre delle correnti migratorie italiane (nel 1972 si è avuta una contrazione dei flussi emigratori rispetto all'anno precedente e al 1969), nonché dati sulle rimesse, i mezzi di bilancio, l'attività di assistenza sociale e scolastica alle nostre comunità. Nella parte descrittiva, invece, il discorso diventa politico e sociale, riguardando ciò che il governo italiano fa per l'inserimento dei lavoratori italiani nel tessuto sociale dei paesi in cui lavorano.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale .....

*Il Globo*

di *Roma*

del *31-1-74*

**Granelli: entro quest'anno  
la conferenza nazionale**

## *L'emigrazione è diminuita*

Centocinquantaduemila sono gli emigrati dall'Italia nel '72, quindicimila in meno rispetto all'anno precedente, tanti quanti nel 1970. Ma nonostante questa flessione, i problemi si moltiplicano e presentano aspetti sempre più complessi nella misura in cui gli addensamenti demografici e le congestioni industriali mettono drammaticamente allo scoperto la componente sociale del fenomeno con tutte le sue implicazioni di natura umana.

Il sottosegretario agli Esteri per l'emigrazione Granelli, ha illustrato alla stampa questi dati presentando l'annuale relazione sui « problemi del lavoro italiano all'estero », specificando che i problemi della emigrazione presentano aspetti specifici e diversi in rapporto alle aree geografiche: comunque la dimensione del fenomeno viene illustrata efficacemente dalle cifre complessive. I nostri connazionali residenti all'estero, in circa 150 paesi, sono 5.158.772; in Europa ne risiedono 2.414.000, per lo più nei paesi della CEE (1.783.000) e nella Svizzera

In precedenza, parlando alla Commissione Lavoro del Senato Granelli ha ammesso che la crisi energetica che investe la CEE ha destato diffusi allarmi per quel che riguarda la stabilità del posto di lavoro dei nostri emigrati. La situazione però è da considera-

re non eccessivamente allarmante per quanto concerne la Repubblica Federale tedesca.

Il ministero degli Esteri, ha detto Granelli, ha deciso di compiere passi in sede CEE per avviare una serie di indagini da operarsi con la partecipazione di rappresentanti degli stati membri, dei sindacati e degli imprenditori.

Un cenno particolare merita la situazione dei rapporti con la Svizzera poiché qui è più rilevante il rischio di una utilizzazione strumentale della crisi energetica per attuare misure discriminatorie a danno dei nostri lavoratori, tanto più che la Svizzera non fa parte della CEE. Comunque il governo italiano ha già adottato una linea ferma dichiarandosi disponibile a discutere anche su altri aspetti dell'emigrazione in Svizzera, come su quello dei frontalieri.

Granelli ha concluso dicendo che occorre un deciso rilancio di tutta la politica per l'emigrazione. Acquista quindi una grande importanza la Conferenza nazionale dell'emigrazione che il governo è impegnato a far celebrare entro l'anno.

In serata l'on. Granelli ed il sottosegretario al Lavoro on. Foschi hanno avuto un incontro con i rappresentanti del Comitato nazionale d'intesa con i tre "consultori" per la Svizzera.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Messaggero* di *Roma*

del 31-1-74

UN RAPPORTO SUL LAVORO ALL'ESTERO

## L'emigrazione italiana resta prevalentemente nella Cee

Meno emigranti oltreoceano - La maggior parte dei connazionali che espatriano lavorano in Germania

Sebbene sia diminuito in questi ultimi anni il numero dei lavoratori italiani che si recano all'estero, il problema dell'emigrazione rimane di attualità. Sono cinque milioni e duecentomila gli italiani attualmente residenti all'estero e la loro incidenza economica nelle entrate globali del Paese non è trascurabile. Ogni anno infatti centinaia di miliardi rientrano in Italia con le rimesse dei nostri emigrati.

Molti dei problemi dell'emigrazione restano irrisolti malgrado le ripetute manifestazioni di interessamento che il pubblico potere periodicamente annuncia. Anche quest'anno, come negli anni passati, l'Ufficio Emigrazione e Affari sociali del ministero degli Esteri ha reso pubblico un rapporto su « I problemi del lavoro italiano all'estero », che il sottosegretario Granelli, quale responsabile della relazione, ha presentato alla stampa. Anche nel 1972, l'area europea è quella che ha assorbito il maggior numero dei 152.000 lavoratori italiani recatisi all'estero. Mentre infatti nei paesi extraeuropei si è registrata una flessione del flusso migratorio proveniente dall'Italia, il movimento verso gli altri stati europei è salito all'85 per cento

del totale e di questo il 50 per cento ha alimentato la nostra emigrazione nell'area del Mercato Comune.

La Germania ancora una volta ha assorbito il maggior numero di nostri connazionali (ve ne sono attualmente 650 mila). La Svizzera, in seguito ai provvedimenti restrittivi adottati dalle autorità elvetiche e a causa di una maggiore attrazione esercitata dai Paesi della Comunità non accoglie più come una volta molta manodopera italiana. Attualmente, anche se non sono disponibili dati definitivi, gli espatri sono bilanciati dai rimpatri. Per i paesi extraeuropei, infine, il calo dell'emigrazione è stato negli ultimi cinque anni continuo e progressivo. Dalle 65.000 persone espatriate in paesi extraeuropei nel 1967 si è scesi alle attuali 23.000. E' dunque l'Europa che con i due milioni e mezzo di connazionali presenti nei vari stati rappresenta la metà più ambita di molti nostri emigranti.

Quali rapporti, quali leggi regolano la vita degli italiani all'estero e come e in che modo vengono accolti nel tessuto sociale del paese ospitante i nostri emigranti? A molti di questi interrogativi

cerca di dare una risposta la relazione, ma come ha rilevato l'onorevole Granelli, i dati e le rilevazioni, anche se metodiche e precise, spesso si rivelano ottimi strumenti di conoscenza ma non si trasformano mai in altrettanti strumenti di soluzione del problema. A tale proposito, sempre secondo il relatore, è oggi quanto mai necessaria una collaborazione a livello internazionale e comunitario che possa finalmente « rendere diagnosticabile il problema ».

Occorre una politica per l'emigrazione che elaborata a livello europeo garantisca la creazione di strumenti che la rendano di pratica attuazione. Per l'Italia questo problema — ha continuato il sottosegretario Granelli — richiede una immediata soluzione. Dobbiamo garantire a quanti si recano all'estero una effettiva integrazione, ma per raggiungere questo è necessario l'apporto degli altri governi europei. Occorrono accordi a livello internazionale che garantiscano, a quanti si trasferiscono all'estero, assistenza sociale, giuridica, amministrativa, e scolastica, nonché precise garanzie di formazione e riqualificazione professionale. Problema questo quanto mai urgente in re-

lazione soprattutto alle note vicende della crisi energetica. Mentre infatti non si può parlare di timori per i livelli di occupazione — ha continuato Granelli — pur tuttavia si sa che molti paesi europei, ed in particolare la Germania, di fronte alla crisi di alcuni settori preferiscono spostare la manodopera nei settori in espansione, con la conseguente mobilità di qualifiche professionali che certo non avvantaggia il lavoratore straniero.

Il reinserimento nel contesto socioeconomico nazionale rappresenta infine un altro aspetto del problema. Anche quest'anno i dati confermano che le maggiori emorragie di manodopera avvengono nel sud. Se questo problema lo si inserisce in quello più vasto degli investimenti nelle aree depresse — ha continuato Granelli — si comprende come « una riflessione cosciente su questo problema strutturale e non marginale od episodico è oggi quanto mai necessaria. Speriamo solo che dalla prossima conferenza nazionale per l'emigrazione, vengano suggerimenti e proposte concrete per la creazione di strumenti necessari alla sua soluzione ».

V. C.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Giorno*

di *Milano*

del *31-1-74*

Conferenza del sottosegretario Granelli

# Nessun allarme per gli emigrati

di NICOLA FRUSCIONE

ROMA, 30 gennaio. «La situazione dell'occupazione di mano d'opera italiana all'estero, in rapporto alla crisi energetica, che ha colpito i Paesi europei, non è preoccupante». Lo ha dichiarato stamane il sottosegretario all'Emigrazione, onorevole Luigi Granelli, presentando la relazione annuale sui problemi del lavoro italiano all'estero. Granelli — che in mattinata aveva illustrato la situazione della nostra emigrazione alla commissione Lavoro del Senato — ha definito infondate le voci allarmistiche messe in giro in questi ultimi tempi «...anche se c'è da essere particolarmente vigili, perché quello che non è accaduto oggi, potrebbe verificarsi domani». Si corre il rischio che, in mancanza di strumenti validi a garantire l'applicazione della legislazione di tutela dei lavoratori all'interno della Comunità, possano trovarsi senza lavoro un certo numero di nostri emigrati. «Potrebbe questo verificarsi in Germania nel settore automobilistico, nel momento in cui altre industrie, in espansione, potrebbero offrire posti di lavoro in numero anche maggiore: se le norme comunitarie consentissero la "mobilità" del lavoratore da un settore all'altro, all'interno dello stesso Paese, non ci sarebbe da nutrire timori». Granelli ha pure rilevato che, di un aggravamento della situazione, scenderebbero prima degli operai italiani, la mano d'opera turca, greca, spagnola, e nord-africana, cioè quella dei Paesi extra-MEC.

Il sottosegretario ha annunciato per il giorno 15 febbraio un incontro a Bonn tra sindacalisti, rappresentanti del ministero degli Esteri e degli industriali tedeschi per una verifica della situazione occupazionale in Germania. Si tratta del primo esperimento (destinato ad allargarsi anche ad altri Paesi) per valutare con maggiore tempestività possibile il fenomeno dei flussi migratori. Preoccupante è invece la rics-

sione delle rimesse dei lavoratori emigrati nei Paesi con «moneta forte». Il ministero del Tesoro ha dovuto constatare l'aggravarsi della tendenza alla tesaurizzazione di marchi, franchi svizzeri ed altre monete che appaiono più resistenti della lira: questo si ripercuote negativamente sulla bilancia dei pagamenti che, accanto al turismo, fa particolare affidamento sulle rimesse degli emigrati.

Granelli ha quindi annunciato che il Governo «ha adottato una linea di ferma opposizione, fatta valere nell'ambito della stessa CEE, nei confronti di temute misure discriminatorie ai danni dei nostri lavoratori in Svizzera, dove appare più rilevante il rischio di una utilizzazione strumentale della crisi energetica per effettuare tagli sulle presenze di nostri connazionali». L'Italia si è detta disponibile a discutere su altri aspetti dell'emigrazione in quel Paese, come quello dei frontalieri. Per gli stagionali auspica una tutela uguale a quella cui sono sottoposti i lavoratori dell'area comunitaria.

Attualmente in Europa sono 2 milioni 414 mila i nostri connazionali emigrati per lavoro: di essi 600.000 in Svizzera, gli altri nei Paesi della CEE, Australia, America Latina e Stati Uniti accolgono invece 2 milioni 600 mila lavoratori italiani. Nell'ultimo anno si è accentuata la tendenza alla contrazione dell'emigrazione tornata ai livelli del '70 (152 mila unità) a confronto dell'alta «punta» segnata nel '69 con circa 183 mila unità. In percentuale il flusso migratorio verso i Paesi europei è salito invece all'85 per cento del totale rispetto al 79 per cento dell'anno precedente.

Granelli ha detto che «tutta la nostra emigrazione è condizionata da fondamentali problemi strutturali». C'è l'impegno del Governo di approfondirli nell'imminente conferenza nazionale sull'emigrazione.



# Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL' EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*La Stampa*

di *Torino*

del *31-1-74*

## Relazione di Granelli

### **Gli emigrati sono diminuiti**

(Dalla redazione romana)

Roma, 30 gennaio.

La crisi energetica che ha investito i Paesi europei non sembra avere immediate ripercussioni preoccupanti per i nostri emigrati, anche se la situazione è da tenere sotto controllo: lo ha dichiarato stamattina l'on. Luigi Granelli, sottosegretario agli Esteri per i problemi dell'emigrazione, nel presentare alla stampa la relazione annuale sui « *problemi del lavoro italiano all'estero* ».

La relazione registra sostanzialmente una tendenza alla contrazione dei flussi migratori e nello stesso tempo un incremento del movimento verso i Paesi europei.

Commentando poi i dati sull'emigrazione nei vari anni, Granelli ha sottolineato la necessità di una normativa internazionale, che tenga conto di questa mobilità, e in particolare di una politica sociale comunitaria in rapporto alla notevole aliquota del flusso migratorio nei Paesi dell'Europa unita. « *Il lavoratore italiano all'estero non deve più essere considerato un emigrante. — ha concluso — ma deve sentirsi un lavoratore europeo.* »

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*La Mazione* di *Firenze*

del 31-1-74

## Non è allarmante la situazione dei nostri emigrati

Roma, 30 gennaio.

Il sottosegretario agli esteri Granelli ha presentato ai giornalisti la relazione annuale sui problemi del lavoro italiano all'estero, curata dalla direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali. Questi problemi interessano 5 milioni 158 mila 722 connazionali residenti in circa 150 paesi; di essi 2 milioni 14 mila risiedono in Europa, in prevalenza nei paesi della CEE (un milione 783 mila) e in Svizzera (oltre 600 mila).

Secondo i dati della relazione, nel 1972 si è confermata la tendenza alla contrazione della emigrazione. Nel 1969 gli emigrati italiani furono 182 mila 193 e nel 1970 erano passati a 151 mila 854; dopo una parziale ripresa nel 1971, con un totale di 167 mila 721, nel 1972 si è tornati ai valori del '70 con 152 mila unità emigrate. Il movimento verso i paesi europei è salito dal 79,4 per cento nel 1971 all'84,9 per cento nel '72. La metà di questa emigrazione è diretta all'area comunitaria.

Dopo aver parlato dei problemi sollevati dall'emigrazione italiana, Granelli ha fornito assicurazioni sulla situazione dell'occupazione di mano d'opera italiana in rapporto alla crisi energetica che ha investito i paesi europei. Contro le voci allarmistiche, da lui definite infondate, egli ha detto che la situazione « non è preoccupante », anche se deve essere tenuta sotto controllo perché in futuro potrebbe avvenire quello che finora non è accaduto.

Fra l'altro si vigila affinché in certi paesi non si prenda a pretesto la crisi energetica per imporre restrizioni all'occupazione immigrata. A tale scopo, sono stati fatti passi presso la CEE per lo svolgimento di indagini nei vari paesi; prossimamente una rappresentanza del governo e dei sindacati italiani si recherà a Bonn per un esame della situazione in Germania.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

*Il Secolo d'Italia* di Roma

del 31-1-74

## II MSI-DN denuncia

### Allarmante situazione per i lavoratori all'estero

La gravissima situazione nella quale si trovano i nostri connazionali che la mancanza di una sana politica occupazionale ha costretti ad espatriare per trovare oltre confini un lavoro, denunciata già da tempo dal MSI-DN, ha trovato eco ieri in Commissione lavoro del Senato dove il sottosegretario per gli Affari Esteri sui problemi dell'emigrazione, onorevole Granelli, ha riferito su questo scottante problema. La situazione è allarmante, anche se non si sono verificati provvedimenti restrittivi per la manodopera italiana all'estero. Comunque la Germania federale, in conseguenza dei problemi posti dalla crisi energetica, ha già adottato misure restrittive nei confronti della manodopera immigrata; fortunatamente per il momento queste misure sono limitate agli operai provenienti da Paesi fuori dell'area comunitaria.

Granelli non ha escluso future misure nei confronti dei nostri connazionali, specialmente in con-

comitanza con i processi di riconversione industriale.

Particolarmente allarmante è la situazione dei nostri connazionali in Svizzera. Granelli ha esposto il timore che lì è più rilevante il rischio di un'utilizzazione strumentale della crisi energetica per attuare misure discriminatorie a danno dei nostri lavoratori; azione che oltre tutto non incontra difficoltà in quanto la Svizzera non fa parte della CEE.

A giudizio di Granelli, occorre un deciso rilancio di tutta la politica per l'emigrazione, anche nei riguardi del MEC, in quanto, mentre esiste nella comunità una legislazione piuttosto avanzata a tutela dei lavoratori, mancano strumenti effettivamente validi per garantirne l'efficace applicazione.

In questo quadro si colloca la necessità di un decollo della politica sociale comunitaria e di uno sviluppo della politica regionale, che molto interessa l'Italia. Purtroppo, in questi ultimi tempi si è assistito a crescenti difficoltà nel processo d'integrazione europea e le posizioni italiane, pur fermamente difese, sono restatesi talvolta minoritarie.

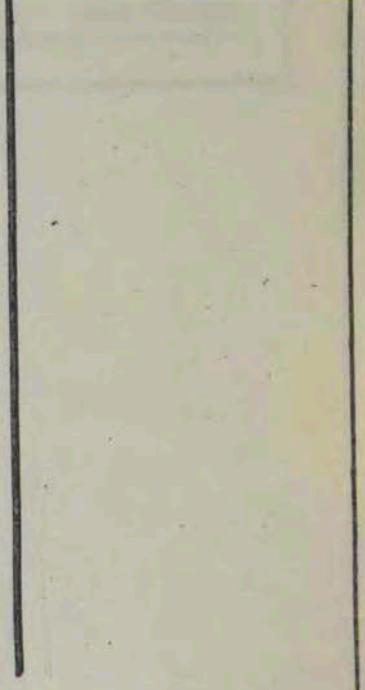
# Non servi più: devi andartene

**La «terribile» esperienza di un italiano colpevole di abitare in un appartamento di sessantasette metri quadri. Ha ottenuto la proroga di un mese, scaduto il quale, deve lasciare il paese dove lavora da sette anni**

## di VITTORIO STANCHI

BONN, gennaio  
Evidentemente avere dimorato per oltre sette anni in Germania con nove figli entro il perimetro di un'abitazione di quattro stanze più servizi non deve contare niente per la polizia tedesca addetta al controllo degli abitanti. Al tempo delle vacche grasse a nessuno importava che gli immigrati — italiani,

turchi, slavi, spagnoli e nordafricani — abitassero in numero sproporzionato entro anguste baracche o in abitazioni di limitata capienza per il numero di persone che dovevano accogliere. Ma allora si era in tempo di boom economico. La Germania era al primo posto nell'indice di incremento industriale, ed i lavoratori stranieri erano assolutamente necessari. Ora anche la Germania comincia ad avvertire il peso di una recessione che



## IN UNA CASA TROPPO ANGUSTA

per la moglie, l'operaio ha inviato il passaporto all'ufficio di polizia per il rinnovo. «Apriti cielo — racconta Francesco Murena — sono venuti a misurare l'appartamento e mi hanno detto, in un primo tempo, che, misurando solo 67 metri quadrati era un po' piccolo per la mia famiglia. Allora mi sono rivolto alla missione cattolica e al missionario hanno detto che le camere erano sporche e che le volevano ben pulite. Mi sono dato da fare

ed ho pulito tutte le camere, porte, finestre ed ho pure messo dei pavimenti nuovi spendendo oltre mille marchi (quasi 300 mila lire). Nuovo controllo, nuova misurazione, mi rispondono che tutto sta bene, ma per due mesi attendo invano il passaporto di mia moglie con il visto del rinnovo. Finché mi decido e vado di persona. E qui la botta. Mi rispondono che se voglio il rinnovo del permesso di soggiorno di mia moglie devo cercarmi un appartamento più grande...».

Il Murena si è rivolto alle autorità consolari, alle assistenti sociali, al sindaco, ma non c'è stato niente da fare. Ha ottenuto solo l'ulteriore proroga di un mese, alla fine del quale se non si sarà arrangiato la polizia prenderà la decisione di espellerli dalla Germania.

Evidentemente nella comunità non danno troppo peso ai rappresentanti italiani, se le autorità tedesche si permettono di buttar fuori un cittadino della comunità dopo sette anni solo perché l'appartamento che abita è troppo piccolo. Ma — ripetiamo — prima l'operaio italiano

Francesco Murena serviva alla «escalation» della grande Germania industriale. Ora è soltanto un inutile «mangiaspaghetti» per l'industria tedesca, non più in floride condizioni ed anzi votata, per il prossimo avvenire, ad un piano di ridimensionamento soprattutto per quanto concerne il numero degli occupati.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

ABE

di Milano

del 31-1-74

I



RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **PANORAMA** di **Milano** del **31-1-74**

**EMIGRATI SOTTO CONTROLLO**

«S e la crisi energetica lascia senza lavoro i nostri emigrati e loro rientrano in massa, è la catastrofe: in primavera, invece di un milione, i disoccupati saranno più di 2 milioni». Gianbattista Cavazzuti, capo della sezione emigrazione della Cisl, d'accordo con le altre confederazioni (Cgil e Uil) ha chiesto ai centri europei dei sindacati italiani rapporti settimanali sui licenziamenti. «Con la crisi del petrolio sta scricchiolando un po' tutta l'Europa, e i primi a rischiare il posto sono gli emigrati», spiega Cavazzuti.

Le voci più allarmanti sono arrivate dai quattro Paesi europei che ospitano il maggior numero di italiani: Germania (632 mila), Francia (607 mila), Svizzera (562 mila), Belgio (268 mila). Finora, però, le previsioni dei pessimisti non si sono avverate: il calcolo di 4 milioni di disoccupati in più in Europa fatto da qualche tecnocrate della Comunità europea è stato formalmente smentito, e i rientri fino a metà gennaio, non hanno superato il 4%.

Secondo Gioacchino Ferioli, capo della sezione emigrazione della Uil,

tuttavia, «il brutto verrà alla fine di maggio, quando le industrie più colpite dalla crisi e cioè quelle automobilistiche, avranno esaurito le vecchie ordinazioni».

In questa prospettiva i sindacati (preoccupati della pressione politica che 2 milioni di disoccupati potrebbero esercitare, e anche delle ripercussioni economiche dato che gli emigrati mandano in Italia oltre 700 miliardi l'anno in valuta pregiata) si sono rivolti al governo per concordare insieme le misure da prendere.

«Devo ammettere che abbiamo trovato gente che si sta muovendo molto bene», dice Ferioli. Il primo a muoversi è stato Luigi Granelli, sottosegretario agli Esteri con delega per l'emigrazione, riunendo alla Farnesina i sindacalisti, gli esperti, e Franco Foschi, sottosegretario al Lavoro. Dalla riunione sono uscite queste proposte:

1) Una commissione speciale di esperti farà regolari sopralluoghi all'estero (a cominciare dalla Germania) per tenere la situazione sotto controllo.

2) Il governo interverrà presso i Paesi in cui lavorano gli italiani per tutelare la loro posizione (nei Paesi membri della Cee, verrà fatta valere la parità di trattamento fra tutti i lavoratori provenienti da Stati comunitari).

3) La rappresentanza italiana presso la Cee chiederà che per gli emigrati eventualmente rimasti senza lavoro, il fondo sociale della Comunità garantisca con un sussidio la riqualificazione professionale degli emigrati. Chi lavora in una fabbrica d'auto (settore attualmente in difficoltà con pericoli di licenziamenti), per esempio, potrà specializzarsi come operaio dell'industria chimica (attività in espansione per cui in Germania e in altri Paesi si cerca manodopera).

Secondo Granelli, quella della riqualificazione è l'unica formula che funzioni davvero. «Se la crisi dell'energia imporrà un nuovo tipo di sviluppo economico», ha detto a *Panorama*, «si porranno grossi problemi. E in momenti come questo, la mobilità di impiego è sicuramente la protezione più efficace per i lavoratori all'estero. Tutte le altre garanzie, in fondo, sono meno rassicuranti anche per i diretti interessati».

11

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Giornale ABC di Milano del 31-1-24

**IN PRIMAVERA GLI SVIZZERI DOVRANNO PRONUNCIARSI SULL'ASSURDA PROPOSTA DI "AZIONE NAZIONALE"**

**Gli xenofobi tornano all'attacco**

**L'organizzazione para-nazista chiede che il numero dei lavoratori ammessi nella Repubblica federale non superi le cinquecentomila unità di M. VANDER**

molti posti di lavoro, approfittiamone e sfruttiamo queste braccia a piacimento, imponendo la legge del taglione, così noi restiamo i padroni del vapore e loro gli « schiavi ».

Il governo elvetico per un po' ha nicchiato, perso tempo, fatto finta di niente. Poi sotto la pressione delle proteste, sia a livello diplomatico che di opinione pubblica, in campo internazionale, ha dovuto prendere posizione. E come si conviene ad un paese civile ha condannato aspramente il progetto degli xenofobi. I rappresentanti del governo federale hanno rivolto un messaggio al popolo elvetico dicendo che l'iniziativa di Azione Nazionale costrin-

gerebbe a lasciare la Confederazione stranieri, che, vi risiedono con le loro famiglie e, che, « credevano di avere trovato in Svizzera una seconda patria. Tutto ciò è inammissibile sotto un profilo umano e sociale ».

L'esecutivo di Berna ha pure sottolineato l'isolamento politico ed economico in cui cadrebbe fatalmente la Svizzera nell'eventualità che il progetto di Azione Nazionale venisse approvato.

La questione è ora rimandata in primavera, quando si voterà una prima volta la proposta. Allora scopriremo finalmente se in Svizzera i razzisti proliferano o sono completamente sterili.

zionale è di ridurre gli stranieri immigrati in Svizzera al ruolo di eterni stagionali, a uso e consumo discrezionale dei padroni svizzeri.

Malgrado le evidenti intenzioni razziste dei promotori, queste macchinazioni anti-stranieri hanno raccolto sessantottomila consensi. Segno evidente che gli xenofobi in Svizzera sono più di quanto in un paese civile è realistico attendersi. Ma non c'è da stupirsi. Chi ha lavorato in Svizzera questa situazione la conosce bene.

Azione Nazionale, in sintesi, progetta di fare della manodopera straniera un mercato di braccia. Il ragionamento dei nazisti è press'a poco questo: siccome la Svizzera può offrire

Repubblica federale. Questo come forma di ringraziamento.

Quei loschi figure di Azione Nazionale hanno presentato una proposta di legge con la quale i lavoratori stranieri in Svizzera verrebbero privati di alcuni diritti già acquisiti. Come per esempio la residenza e la possibilità di vivere con la famiglia.

I lavoratori di altri paesi, che in questo momento sono in Svizzera oltre un milione, dovrebbero secondo gli xenofobi essere « falcia » d'un colpo. Non dovrebbero superare la cifra massima di mezzo milione, meno dei soli italiani che attualmente risiedono in Svizzera, cioè circa cinquecentoquarantacinquemila.

Il tentativo di Azione Na-

BERNA, gennaio

Il governo elvetico, spin-to dalla pressione popolare europea, è stato costretto a condannare pubblicamente le macchinazioni razziste di « Azione Nazionale ». Questa è l'organizzazione para-nazista che in Svizzera perseguita vigorosamente gli stranieri. E questa situazione va avanti già da parecchio tempo. Anche troppo. Ovviamente non i grossi finanziari che depositano nelle banche elvetiche i miliardi rubati in altri paesi. No, quelli no. Ma i lavoratori. Cioè quegli stranieri che col sudore della propria fronte hanno contribuito, e contribuiscono, al progresso della